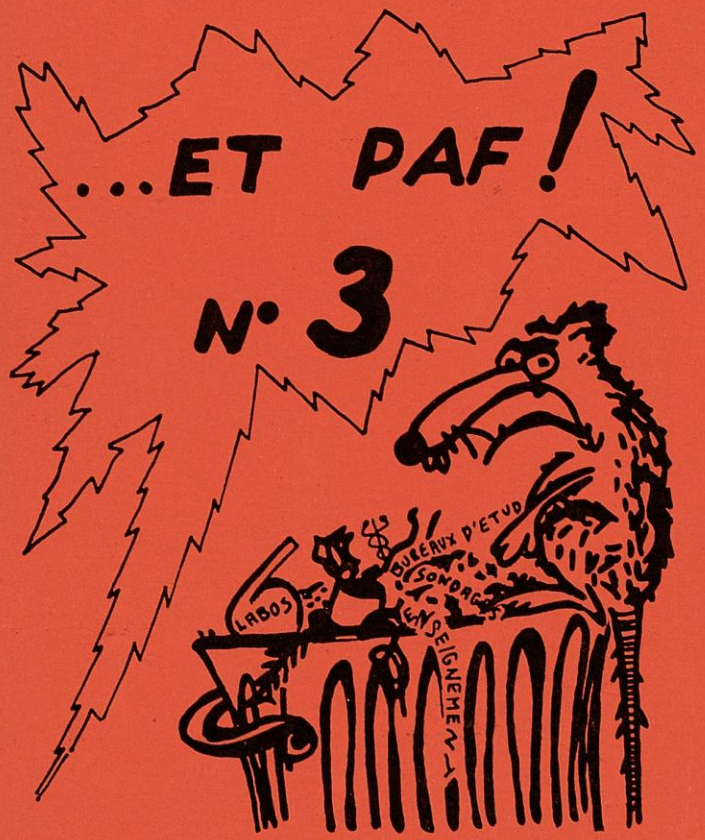
Décembre 70 - Janvier 71

LABO CONTESTATION



SUPPLEMENT au numéro 5 d'« HERYTEM » (Critique Politique de la Vie Quotidienne)

Prix de ce N° 3 F. (Etant donné le volume de ce N° nous demandons à ceux qui le peuvent de le payer 5 F.)

LABO-CONTESTATION

B.P. 24, 69 Sainte-Foy-les-Lyon

CCP : LYON 74 39 34
(ne pas indiquer le nom du bénéficiaire)

Le n° 3 de Labo-Contestation est un supplément du n° 5 de la revue « HERYTEM ».

Critique politique de la vie quotidienne », directeur : Michel BRUSTON.

(Rédaction et administration : 45 rue Bonaparte, PARIS 6e — Tél. 633.13.03.)

Si la moindre contestation dans un labo est répercutée dans le mois qui suit à plusieurs milliers d'exemplaires dans tous les labos de France, elle prend immédiatement un autre poids politique.

Il en est de même pour les bureaux d'études et autres bureaux.

En même temps, Labo-Contestation voudrait permettre d'y voir plus clair par rapport à des problèmes fondamentaux tels que :

— quelle est la place de la recherche scientifique et des chercheurs dans une société ?

— quelle est la signification du travail des techniciens, laborantins, secrétaires, dactylos, etc... ?

— comment l'enseignement perpétue la division hiérarchique du travail ?

— qui utilise la « Science » et comment ? (en particulier comme moyen d'exploitation à la fois des travailleurs en France et des pays du Tiers-Monde).

— etc...

Abonnez-vous : 10 F pour 4 numéros.
(Abonnement de soutien : 100 F à 1.000 F.)

Les seuls revenus de L.C. proviennent de sa vente militante et des abonnements.

— SOMMAIRE —

Rapide bilan sur Labo-Contestation en décembre 70 3
Feuille d'abonnement à renvoyer 5

Des techniciens et des vacataires s'expriment
— présentation du Cri des Labos (Halles aux Vins) 7
— à propos de la mutation d'une secrétaire vacataire 8
— à propos du licenciement de deux secrétaires 9
— les vacataires de l'I.P.N. en lutte 9

Labo-Contestation et la « Coopération » 10-11
L.-C. ouvre une enquête sur le personnel vacataire dans les Labos 12

4 histoires brèves et marseillaises
— le jeune loup 13
— du bon usage d'un conseil de laboratoire 15
— les 5 F pour le cancer 16
— la photo et le balai 18

« Nous ne nous laisserons pas digérer par les enzymes sélectionneurs »
« Etudiants = spermatozoïdes : très nombreux... peu d'élus »
(Marseille — Grève en Biochimie) 19

Au sujet de la répression à l'I.E.D.E.S. 24
Les raisons d'un échec (après la suppression de 10 postes C.N.R.S. dans un labo) 25

● Histoire du Labo International de Génétique et Biophysique
L.I.G.B. avant l'occupation 29
● L.I.G.B. : les travailleurs occupent leur labo pendant 38 jours 35

Le chercheur dans la division internationale du travail 42
Exemple : Esso et S.N.A.M.-Progetti 44

Les Labos de recherche italiens après l'occupation du C.I.G.B. : Création d'un syndicat contestataire pour les travailleurs de la recherche en Italie 45
Union Soviétique : Internement du biologiste Mednedev 49
et les réactions en France 50

Au CEPREMAP, la fête a duré longtemps 51
I. Critique et refus du travail 53
II. DES SECRETAIRES ET DES CHERCHEURS PARTAGENT LEUR SALAIRE 54
III. Le licenciement de B. L. 61

LE PERSONNEL FACE AU TRAVAIL
— tentative de description 66
— l'autoflicage 68
— les fausses solutions 70
— sortir de la merde ? 73

Pour une critique du contenu de l'activité scientifique 74

Optimix : des mystificateurs mystifiés 77
La vie quotidienne du scientique : tout scientifiquement 82

Un masque scientifique voile la pourriture des sondages (IFOP - SOFRES...) 83
- Les enquêteurs accusent (truquage des sondages EDF) 85
- Comment je suis devenue enquêteur-bidonneur 87
- A propos d'un tract distribué à la SOFRES-SEMA 90
- LES SONDAGES FLICS : à propos de l'enquête IFOP sur les flics, commandée par le Nouvel Obs., et de l'action consécutive d'un groupe d'enquêteurs et sociologues auprès du Nouvel Obs. 91

La Poésie — La Science 104-105
Langage scientifique et idéologie 106-107
Sommaire des n°s 1 et 2 de Labo-Contestation 108-109

Rapide bilan sur LABO-CONTESTATION en décembre 1970 (1)

Ce n° 3 est bien plus gros et plus illustré que les deux premiers numéros de Labo-Contestation. *Nous aurions préféré sortir deux numéros, mais la plupart des textes ne sont arrivés qu'après mi-novembre, et les dessins mi-décembre... Par ailleurs, nous ne voulons pas augmenter le prix, car certains vacataires, techniciens et secrétaires nous ont fait remarquer que c'était un maximum (ils nous ont aussi dit que le volume du n° 2 était trop important : que direz-vous du n° 3 ?...)*

Ce n° 3 est un pari, politique et financier ; il faudrait que les 5.000 *exemplaires de son premier tirage soient diffusés très vite, dans les labos, bureaux, mais aussi dans les entreprises, secteurs médicaux et para-médicaux, dans les amphis universitaires. Il faudrait en même temps, ce qui n'est pas toujours le cas, que l'argent des ventes militantes nous revienne aussi vite. Nous ne le répéterons jamais assez : seules ces ventes permettent la vie de* Labo-Contestation. *Grâce à elles, nous avons totalement payé le n° 1 et le n° 2 (en comptant l'argent que certains ont déjà et vont nous envoyer « incessamment »). Le n° 3 nous revient deux fois plus cher que le n° 2 : il faudrait donc vendre deux fois plus d'exemplaires (2).*

La formule d'abonnement, que nous n'avons lancée que timidement jusqu'ici commence cependant à porter quelques fruits : une cinquantaine d'abonnements dont trois de soutien. Il est important qu'elle se développe ; en particulier, pour ceux qui sont isolés, sous la forme « abonnement-diffusion » que nous lançons dans ce numéro (p. 5).

Nous avons, par ailleurs, reçu plus d'une centaine de lettres. Que ceux à qui nous n'avons pas répondu patientent : nous le ferons bientôt (ne pas oublier qu'il n'y a aucun permanent, journaliste ou autre à Labo-Contestation — *l'équipe lyonnaise qui rassemble l'information et est en relation avec l'imprimeur, est constituée de chercheurs, techniciens vacataires, secrétaires... : tous travaillent à plein temps). Etant donnée l'épaisseur du n° 3, nous n'avons pas de rubrique « corespondance » : elle est reportée au n° 4, prévu pour février 1971.*

Mentionnons simplement la correspondance avec les Cahiers de Mai, *revue qui présente le n°* 2 *de* Labo-Contestation *dans son n°* 24-25. *Une lettre de* l'Idiot International *affirme que* Labo-Contestation *est « formidable et nécessaire aujourd'hui pour mener le combat révolutionnaire ». L'hebdomadaire* Tout *a présenté* Labo-Contestation *en novembre. Enfin, Wolinski et l'équipe de* Charlie-Hebdo *nous ont promis des dessins dès qu'ils seront moins débordés : ils disaient même que ce serait pour le n° 3, souhaitons que ce sera pour le 4...*

Les dessins du n° 3 ont été réalisés en partie par quelques jeunes dessinateurs professionnels, soit à partir des textes, soit à partir de projets élaborés avec le groupe lyonnais (3) ; les autres dessins ont été réalisés par quelques non-professionnels lyonnais. Nombreux sont ceux qui peuvent s'exprimer par le dessin : nous leur demandons de nous

---

(1) Texte rédigé par un chercheur lyonnais au nom de l'équipe lyonnaise.

(2) Certains nous ont reproché la qualité du papier : en fait du papier normal nous permettrait d'économiser une somme très faible (environ 120 F pour la totalité du tirage).

(3) La couverture est inspirée de celle du n° 3 d'un bulletin diffusé dans un bureau d'étude à la Seine St-Denis.

faire signe pour les numéros suivants. Et nous demandons à ceux qui envoient des textes de penser aussi aux dessins : c'est autant de travail en moins pour le groupe lyonnais (4).

Notons enfin que ce premier trimestre universitaire a vu la mise en place de réseaux de personnes travaillant dans des labos (principalement à Lyon, Paris et Marseille). A Paris et à Lyon, plusieurs réunions ont permis de préciser le fonctionnement de Labo-Contestation. *Nous avons ronéoté et diffusé un compte rendu de la réunion du 29 octobre à Paris : que ceux qui désirent un exemplaire de ce texte nous écrivent. Nous avons aussi commencé une formule qui devrait se généraliser : enregistrer les discussions sur mini-cassettes qui circuleraient de ville en ville.*

Nous n'avons pas la place ici de reprendre les idées qui se sont dégagées au cours des discussions. Il en ressort principalement que Labo-Contestation *est le lieu d'expression d'individus ou de groupes autonomes qui peuvent y raconter une situation ou un événement, s'il le faut, par des textes contradictoires juxtaposés. Ils ont la responsabilité des textes qu'ils proposent : l'équipe lyonnaise refuse tout rôle de censure ; son pouvoir politique est déjà assez important dans la façon de présenter* tous *les textes reçus ! (5). Ces groupes ont aussi dorénavant la responsabilité de s'organiser eux-mêmes dans chaque ville, alors que jusqu'à maintenant, c'était l'équipe lyonnaire qui était à l'origine de ces réunions par ville.*

Labo-Contestation *n'est pas un groupuscule politique. C'est uniquement un réseau de travailleurs intéressés par les projets formulés et à exprimer dans* Labo-Contestation. *Ils diffusent* Labo-Contestation, *et le contrôlent en y envoyant des informations, textes, dessins. Pour l'instant, outre Paris, Lyon, Aix et Marseille, ce réseau commence à exister à Grenoble et Rennes, et bientôt à Nice, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Poitiers, Strasbourg, Dijon, Orléans... Nous n'avons reçu de ces villes qu'une ou deux lettres. Nous demandons à tous les lecteurs qui connaîtraient des personnes intéressées dans ces villes (ou dans d'autres) soit de leur écrire pour qu'elles prennent contact avec nous, soit de nous envoyer leurs coordonnées pour que nous entrions en relations avec elles.*

Notons enfin que Labo-Contestation *est envoyé à des personnes travaillant dans les labos de plusieurs villes italiennes. Le chapitre « faut-il des domestiques »* (Labo-Contestation *n° 1) a été traduit en italien et diffusé par un syndicat de travailleurs, le S.I.R.-C.G.I.C. (6).*

Quelques exemplaires de Labo-Contestation *ont aussi été diffusés dans d'autres pays (Alger, La Havane, etc.)*

Enfin quelques numéros sont envoyés aux U.S.A., où nous sommes en relation, entre autres, avec la revue Science for the people *(ceux qui voudraient recevoir cette revue peuvent nous écrire). Nous reproduirons sans doute dans les prochains numéros de* Labo-Contestation *la traduction de quelques articles de cette revue bimensuelle rédigée par des scientifiques américains contestataires.*

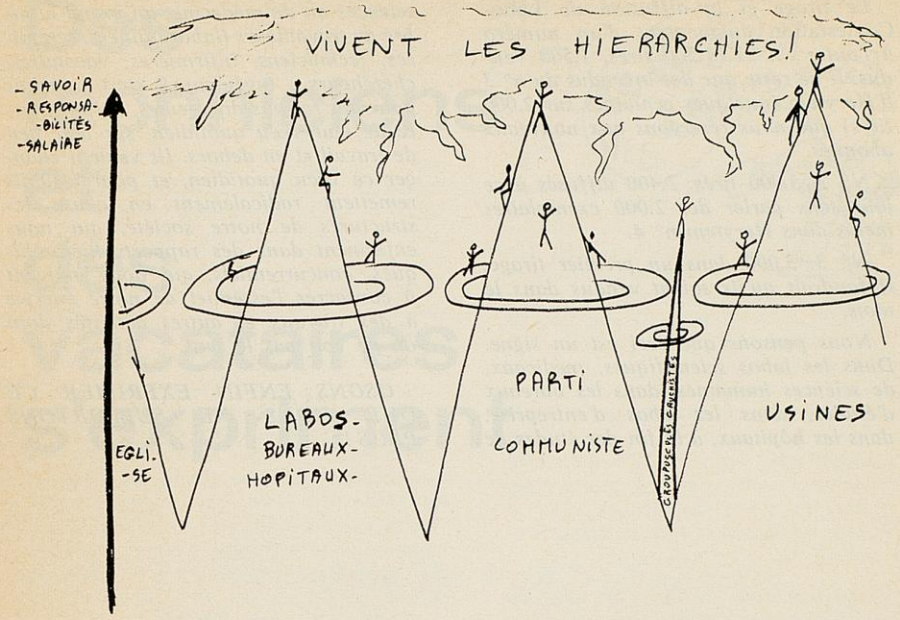
Là encore, tous les lecteurs ayant des « relations contestataires » hors de France sont encouragés à leur diffuser Labo-Contestation, *et à leur demander de nous envoyer des informations (analyses ou contestations des rapports hiérarchiques sur leur lieu de travail, de la nature et de la finalité de leur travail, critique des autres aspects de leur vie quotidienne...)*

---

(4) Nous leur demandons aussi d'envoyer autant que possible des textes agréables à lire, clairs, et tapés à la machine : en un mot prêts à être envoyés à l'imprimeur. Nous nous refusons, en effet, à employer ou à utiliser, ne serait-ce qu'une secrétaire ou dactylo ! Et nous ne voyons pas pourquoi ceux qui nous écrivent nous considéreraient comme leur dactylo...

(5) Pour les textes « théoriques », qui n'analysent pas une situation concrète ou un événement, voir ce qui a été décidé p. 106.

(6) Le même texte a aussi été repris par le numéro de janvier 1971 de la revue « Temps Présent », 68, rue de Babylone, Paris, 7e.



— ABONNEZ-VOUS ET DIFFUSEZ LABO-CONTESTATION —

A découper et à renvoyer
Boîte Postale 24
69 - Sainte-Foy-les-Lyon.

— Je souscris à un abonnement de soutien à « Labo-Contestation » pour un an, à partir du numéro 1, 2, 3, 4 (*) : 100 à 1 000 F.

— Je souscris un abonnement normal à « Labo-Contestation » (4 numéros successifs) à partir du numéro 1, 2, 3, 4 (*).

Je désire recevoir de chaque numéro :

(*)
- — Un exemplaire ..... 10 F
- — Trois exemplaires ..... 30 F
- — Dix exemplaires ..... 100 F
- — (nx 10) exemplaires ..... n. 100 F

(*) Barrer les mentions non choisies.

TOURNER S V P

Le tirage et la diffusion de Labo-Contestation *augmentent d'un numéro à l'autre : n° 1, 1.500 tirés, 1.500 vendus. Il ne reste que des invendus du n° 3 d'Herytem (quelques centaines sur 2.000 tirés) que nous réservons aux nouveaux abonnés.*

N° 2, 3.000 tirés, 2.400 diffusés à ce jour sans parler des 2.000 exemplaires inclus dans Herytem n° 4.

N° 3, 5.000 dans un premier tirage. Il faudrait qu'ils soient vendus dans le mois.

Nous pensons que ceci est un signe. Dans les labos scientifiques, médicaux, de sciences humaines, dans les bureaux d'études, dans les labos d'entreprise, dans les hôpitaux, à la fin des études de sciences ou de médecine, un grand nombre de travailleurs (laborantines, secrétaires, techniciens, infirmières, vacataires, chercheurs, ingénieurs, etc.), parfois pour des raisons différentes, en ont marre de leur vécu quotidien, sur leur lieu de travail et en dehors. Ils veulent changer ce vécu quotidien, et pour cela ils remettent radicalement en cause les structures de notre société, qui nous enferment dans des rapports hiérarchiques, concurrentiels, qui nous obligent à consacrer l'essentiel de notre énergie à des travaux et autres activités dont on ne voit pas le sens.

OSONS ENFIN EXPRIMER CE QUE NOUS NE SUPPORTONS PLUS !

Abonnez-vous, et diffusez Labo-Contestation :
L.-C. n'a aucun autre revenu financier que sa vente et les abonnements.

.../...

— Je désire recevoir ..... tracts de présentation de chaque numéro (gratuit).
..... affiches de présentation de chaque numéro (gratuit).

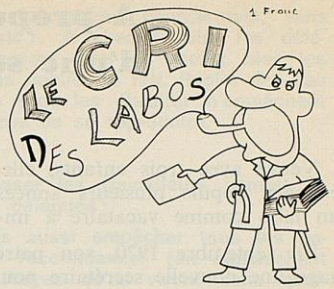
— Je désire recevoir ..... exemplaires de textes ronéotés qui circulent avant la parution de chaque numéro (certains seront ensuite insérés dans « Labo-Contestation ». Evaluer soi-même le prix : de 0 à 20 F par exemple).

— J'envoie donc la somme de ..... F à « Labo-Contestation », B.P. 24, 69 - Sainte-Foy-les-Lyon, C.C.P. LYON 7439-34.

— Mon adresse : .....

— Profession et lieu de travail : .....

Des techniciens et des vacataires s'expriment



A la Halle aux Vins (Faculté des Sciences de Paris), une dizaine de techniciens distribuent régulièrement une brochure ronéotée à plus d'un millier d'exemplaires : « Le Cri des Labos ».

C'est le seul exemple que nous connaissions (à ce jour) d'expression autonome d'un groupe de techniciens.

Certains d'entre eux ont participé aux dernières réunions de « Labo-Contestation » à Paris. Ils nous ont demandé de publier dans ce n° 3 de « Labo-Contestation » quelques courts passages du n° 6 du « Cri des Labos » ; ils ont, par ailleurs, l'intention de reprendre un texte de ce n° 6, « la lutte de classes dans les labos », pour le publier ainsi complété dans le n° 4 ou 5 de « Labo-Contestation ».

A propos de la mutation d'une secrétaire vacataire

Veuve avec trois enfants, elle a été engagée depuis plusieurs années dans un labo comme vacataire à mi-temps.

En septembre 1970, son patron engage une nouvelle secrétaire pour faire le travail qu'il lui donnait, et lui déclare désirer sa mutation. Il regrette ce qu'il a accepté jusqu'à maintenant : elle ne faisait que 20 h par semaine (elle est libre le samedi matin), et estime qu'elle avait trop de congés payés. Mais il ne veut pas prendre la responsabilité du licenciement parce qu'il n'appartient pas au responsable du laboratoire mais à l'Administration de licencier. Il la maltraite, en espérant qu'elle démissionne elle-même.

Le patron veut qu'elle s'en aille du labo en espérant garder les vacations avec lesquelles il compte payer une nouvelle secrétaire qu'il veut embaucher à meilleur compte, et qui ferait plus d'heures de travail.

Mais finalement elle est mutée dans un autre labo avec ses vacations (un délégué syndical est intervenu pour « arranger la chose » en famille).

Les syndicats sont souvent saisis d'affaires de ce genre (licenciement de personnel vacataire). Et ils ne sont pas au courant de toutes. Dans les labos de la Halle aux Vins, beaucoup de secrétaires et de techniciens sont vacataires, sans sécurité d'emploi. Encore une fois, le délégué syndical résout les problèmes d'une personne par la négociation et le compromis, sans l'ébruiter.

A propos du licenciement de deux secrétaires

Deux secrétaires vacataires ont reçu une lettre de licenciement de leur patron « maître de Conférence ». Cette lettre est illégale car seuls les services généraux de la fac ont droit de licencier. Les délégués syndicaux ont d'ailleurs pu la faire annuler. La raison invoquée était absurde : réorganisation de la fac (par la mise en place des structures (Paris 6 et Paris 7) ?....) et... parce que Zamansky, l'ex-doyen, devait installer son équipe et a besoin des deux postes en question ! ?... En réalité, c'est à cause de celle qui commandait les deux secrétaires employées depuis 4 mois dans le service. C'est elle qui leur a fait un sale coup : bête noire de tout le personnel, cette secrétaire-adjudant ne pouvait supporter les deux nouvelles. Le lendemain, après avoir reçu la fameuse lettre de licenciement, elles ont trouvé leurs bureaux « pillés » (tous les documents et les clefs disparus, serrures forcées, machines à écrire enlevées..., ainsi que les fauteuils !)

Les délégués syndicaux sont intervenus auprès des professeurs pour que les deux secrétaires soient recasées. Assez vite l'une d'elle a été mutée. Mais

ça a été plus difficile pour l'autre. Les employés ont toujours tort : ainsi il a été dit à cette dernière (sur laquelle le patron s'est le plus acharné) qu'elle « manquait de dynamisme dans son travail et de souplesse avec ses supérieurs ». Elle n'est pas docile avec ceux qui l'exploitent : elle a raison !

Enfin, les délégués lui ont trouvé un directeur qui, au contraire, n'a recueilli que des louanges auprès de ses employeurs précédents. Ajoutons que le travail qu'elle a quitté est assuré par une nouvelle secrétaire. Sa situation est toujours indécise.

* * *

Ce qui arrive à ces deux employées se produit le plus souvent à la fac, car les 50 % des employés sont sans sécurité d'emploi (vacataires, contractuels, sans statut, etc.). A chaque fois, les délégués recasent plus ou moins bien les gens sans publier le fait. Régler des cas un à un sans les ébruiter n'empêchent pas les cas de se reproduire.

Il faut :

— Recaser les travailleurs comme le font les délégués ;

— mais aussi empêcher tous les patrons de recommencer (en embauchant des vacataires qu'ils virent dans quelques mois si ça leur plaît).

Pour cela, la négociation du délégué tout seul face aux patrons ne peut rien ; seule une lutte vigoureuse de tout le personnel des labos et des bureaux contre le système des vacations et des postes sans statut.

Les vacataires de l'I.P.N. en lutte

Lundi 2 novembre, alors que beaucoup de labos étaient en congé (en raison de la Toussaint), les 50 vacataires de l'I.P.N. étaient en grève. Ils voulaient être payés !

L'administration a refusé toute avance et a affirmé que de toute façon, même sans grève des P.T.T., le retard subsisterait à cause des difficultés techniques « impérieuses »..., comme d'habitude. (Rappelons que les vacataires sont payés sur des crédits de matériel).

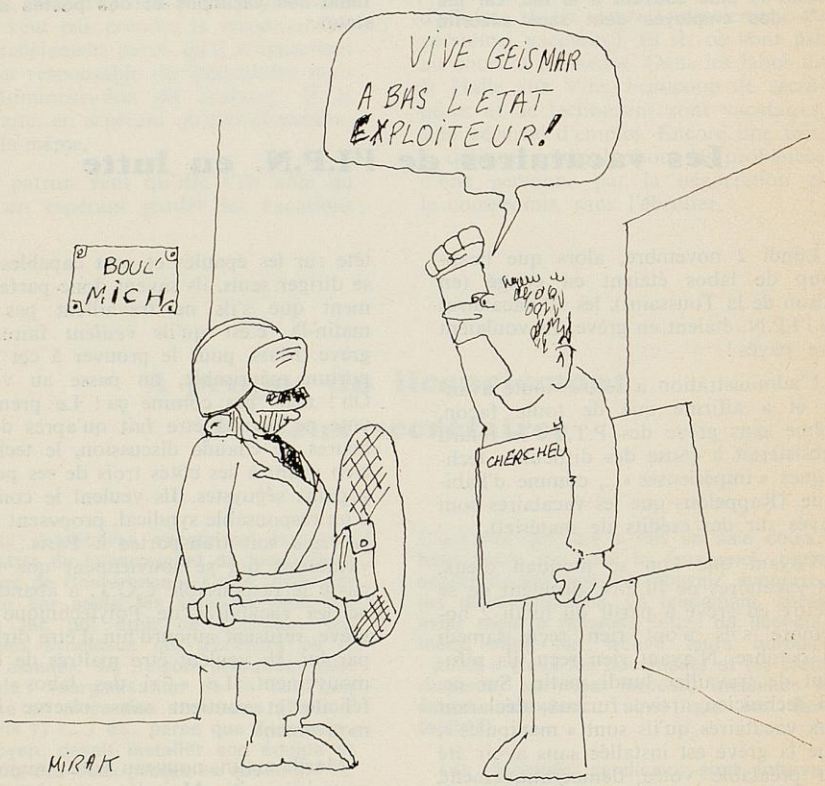
Voyant que l'on se moquait d'eux, les vacataires de l'I.P.N. décident de se mettre en grève à partir du lundi 2 novembre s'ils n'ont rien reçu samedi 31 octobre. N'ayant rien reçu, ils refusent de travailler lundi matin. Sur ce, un technicien arrive furieux, déclarant aux vacataires qu'ils sont « manipulés », que la grève est installée sans avoir été au préalable votée démocratiquement, et qu'on se fout de la gueule du monde !

Les vacataires ripostent qu'ils ont la tête sur les épaules et sont capables de se diriger seuls, ils savent donc parfaitement que s'ils ne travaillent pas ce matin-là, c'est qu'ils *veulent* faire la grève. Mais, pour le prouver à cet importun méprisable, on passe au vote. Oh ! mais pas comme ça ! Le premier vote ne pourra être fait qu'après deux heures de chaude discussion, le technicien ayant à ses côtés trois de ses petits copains séguystes. Ils veulent le conseil d'un responsable syndical, proposent que la régie soit transportée à Paris... Les vacataires qui se souviennent que l'an passé le responsable C.G.T. a abandonné les vacataires de Polytechnique en grève, refusent aujourd'hui d'être dirigés par lui. Ils veulent être maîtres de leur mouvement. Le « Cri des labos » les félicite et soutient sans réserve leur mouvement.

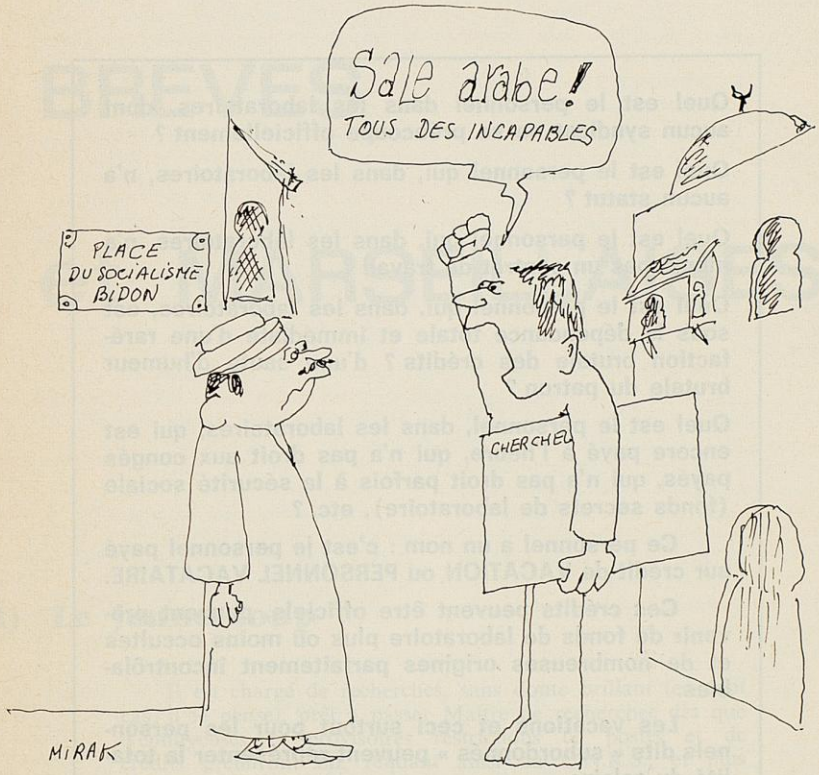
Mardi matin, nouveau vote : majorité pour la reprise. Mais les vacataires exigeront et obtiendront finalement que la journée de grève soit payée.

Chercheurs, cherchez l'erreur :

Jeu : Comparer les deux dessins suivants, et noter les 10 différences...



CHERCHEUR CONTESTATAIRE A PARIS -



LE MÊME À ALGER.

Labo-Contestation voudrait aussi aborder un jour les problèmes posés par la coopération « culturelle et technique » au niveau du secteur recherche : que tous ceux qui ont des choses à dire à ce sujet nous écrivent !

LABO-CONTESTATION

ouvre une enquête

sur le personnel vacataire des labos

Quel est le personnel dans les laboratoires, dont aucun syndicat ne se préoccupe officiellement ?

Quel est le personnel qui, dans les laboratoires, n'a aucun statut ?

Quel est le personnel qui, dans les laboratoires, n'a même pas un contrat de travail ?

Quel est le personnel qui, dans les laboratoires, est sous la dépendance totale et immédiate d'une raréfaction brutale des crédits ? d'une saute d'humeur brutale du patron ?

Quel est le personnel, dans les laboratoires, qui est encore payé à l'heure, qui n'a pas droit aux congés payés, qui n'a pas droit parfois à la sécurité sociale (fonds secrets de laboratoire), etc. ?

Ce personnel a un nom : c'est le personnel payé sur crédit de VACATION ou PERSONNEL VACATAIRE.

Ces crédits peuvent être officiels, peuvent provenir de fonds de laboratoire plus ou moins occultes et de nombreuses origines parfaitement incontrôlables.

Les vacations et ceci surtout pour les personnels dits « subordonnés » peuvent représenter la totalité du salaire.

Nous ouvrons une enquête pour que tous les vacataires, tous ceux qui ont connaissance de situations semblables puissent donner ici même des renseignements précis sur leurs conditions de travail.

4 HISTOIRES...

BREVES

et MARSEILLAISES

1) Le jeune loup

Il est chargé de recherches, sans doute brillant (en tout cas, il le pense), prêt à passer Maître de recherches dès que d'ennuyeuses et provisoires restrictions de postes et de crédits prendront fin, rendant ainsi au C.N.R.S., et plus particulièrement à l'Institut auquel il appartient, la possibilité de reconnaître le vrai mérite scientifique.

L'Institut est en cours de réorganisation. Il joue un peu le rôle de sous-directeur, d'éminence grise de la direction. A ce titre, pour faciliter la « bonne » recherche, il fait adopter une réglementation plus stricte des horaires de travail, contribue à la mutation forcée d'un chercheur.

Entre-temps, surgit un problème grave : la direction du C.N.R.S. décide une compression de personnel ; celui-ci remue un peu. Quant à notre homme, il joue le grand jeu de la confiance à la direction du C.N.R.S. et au directeur de l'Institut ; il convient de sauver l'Institut en évitant toute publicité importune.

Situation banale, dira-t-on, d'un chercheur arriviste qui veut réussir, à la fois scientifiquement et professionnellement, sans se laisser arrêter par des scrupules excessifs. Dans une telle lutte syndicale, il est normal de le voir jouer le jeu de la direction, sous prétexte de rationalité scientifique.

Mais un événement nouveau intervient : en plein milieu de la bataille contre les licenciements, il pose sa candidature au syndicat national des Chercheurs scientifiques. Conversion brusque ? (elle ne s'accompagne pas, en tout cas, d'un changement de position quant au reste). Désir d'influencer l'action syndicale ? On ne sait exactement. En tout cas d'autres syndiqués s'insurgent ; tel ou tel parle de rendre sa carte ; des techniciens syndiqués s'étonnent.

Le bureau local examine cette candidature. Léger ennui ; car, en fait, un problème grave est posé. Que signifie l'adhésion à un syndicat ? Le candidat mène-t-il, dans son Institut, une action conforme ou opposée aux intérêts du personnel ?

Cette question gêne (on sait trop bien ce qu'il faudrait répondre) ; une prise de position peut mener loin. Aussi on l'esquive et une majorité du bureau préfère prendre une position de principe, d'allure libérale (et, comme telle, rendant abstrait un problème réel) : « on ne fait pas d'enquête préalable pour l'admission d'un nouveau syndiqué ». Les militants qui s'étaient faits les porte-paroles des plaintes recueillies à la base sont vivement traités de sycophantes et de délateurs, vaguement flics. La démocratie syndicale était sauvée ! Et aussi la représentativité du syndicat qui compte un membre de plus...

Ce petit apologue contient-il une moralité en forme de ligne syndicale ? ou doit-on se borner à lever les yeux au ciel en pensant à l'ambiguïté de la fonction de chercheur, qui condamne le syndicat à défendre à la fois les complices et les victimes de l'exploitation ? Comme on voudra. En tout cas, une ligne syndicale claire en matière de lutte contre l'exploitation dans les laboratoires de recherche va être bien difficile à dégager !

2) Du bon usage d'un conseil de laboratoire

Un institut d'avant-garde, un patron brillant, une réputation flatteuse..., des jeunes chercheurs qui en mai 1968, ont cru à fond à la démocratisation des structures, puis ont déchanté très vite et ne participent plus aux divers Conseils qu'accessoirement, entre deux démissions.

Un patron qui veut maintenir le niveau de son équipe par une stimulation de tous les instants... « On ne titularise pas un homme à 25 ans », sans quoi, fonctionnarisé, rond-de-cuirisé, il cesserait toute recherche (par contre, à 50 ans, on peut très bien assurer une Direction d'institut de valeur tout en étant titulaire ; il est sans doute trop tard pour se bureaucratiser, n'est-ce pas ?) Alors, on fait passer au C.N.R.S. des assistants pour ne pas avoir à les titulariser, on retarde au maximum la titularisation des techniciens...

Un ingénieur est à vider. On a besoin de son poste pour caser des jeunes durant un an ou deux (le temps que le labo « sorte » une thèse de plus). Il doit partir !

Emotion ! Au Conseil de gestion (en ce moment on y est), essai d'ébranler la décision. Impossible. On n'aura jamais la majorité ! Et puis d'abord le Conseil n'est que consultatif. Son inutilité devient de plus en plus manifeste, et on le quitte avec un sentiment de libération.

Mais, entre-temps, le C.N.R.S. décide : tout institut sérieux doit avoir son Conseil d'Institut. Le directeur s'inquiète : pas plus idiot qu'un autre, pourquoi n'aurai-je pas mon Conseil ?... s'il ne m'en coûte rien.

Mais le licenciement prévu ? le personnel consulte les bureaux syndicaux. Visite au S.N.T.R.S.-C.G.T. : affaire inacceptable..., ce directeur est un beau dégueulasse... mais, qu'est-ce que vous voulez, camarades, il a la loi pour lui... alors, il est bien difficile d'agir.

Visite au S.N.C.S.-F.E.N. ; variante : le directeur est maintenant une fieffée ordure... et pour le reste ?... le membre du personnel menacé est un technicien ; il faut donc voir le syndicat concerné. Pas question d'une ingérence dans les affaires d'un syndicat frère. On s'associera à son action quand il en aura une !

Et le Conseil d'Institut ? demande-t-on à tous ces syndicalistes. Réponse unanime : allez-y bien vite et envoyez de bons représentants à cette instance relativement démocratique (Relativité ! que de sottises en ton nom !) Puis vous vous battrez à l'intérieur pour convaincre votre directeur. (Septicisme du personnel vraiment pas convaincu). Vous pouvez être battus, bien sûr ; mais tout le monde peut être battu. On ne vous en voudra pas. Bref : la participation, c'est encore plus beau lorsque c'est inutile !...

Ces bons conseils ne convainquent personne. Mais l'insistance du directeur (qui veut toujours son Conseil de Laboratoire) suggère une idée hétérodoxe, en forme de chantage : Boycott des élections ou renonciation au licenciement du camarade... Curieux usage pour une conquête démocratique. Mais l'A.G. du personnel approuve le procédé.

Surprise attristée du directeur... Mais il faut en passer par là si on veut satisfaire la Direction du C.N.R.S. Aussi l'engagement est-il pris, un recyclage de l'ingénieur entamé... Bref il ne sera pas mis à la porte.

Bien sûr ! quelques membres du personnel devront aller perdre deux à trois heures par mois dans un Conseil inutile... mais, à tout prendre, ce n'est pas payer trop cher le fait d'avoir préservé un camarade du chômage.

Après deux ans, les camarades ont trouvé enfin un moyen d'utiliser le Conseil d'Institut : menacer de ne pas y aller !

3) Les 5 francs pour le cancer

C'était au printemps dernier. Vous vous souvenez de l'opération « Vie » ou « Espoir », ou autre... Quête sur la voie publique pour aider à la lutte contre le cancer. Grand renfort de télévision, autorités scientifiques... Le public marche... et paye !

Protestations des syndicats, approuvées par bon nombre de directeurs scandalisés de voir envisager un tel mode de financement pour la Recherche scientifique.

Les mois passent, pas d'explications, bien sûr, sur l'emploi de l'argent. Mais quelques laboratoires locaux, sans aucun lien avec la recherche médicale d'ailleurs, voient des appareils nouveaux apparaître, payés par le compte bancaire personnel des directeurs.

*
**

DANS UN INSTITUT :

Le chercheur : — **Cette étuve ne marche vraiment plus. Il faut aller voir le directeur pour en acheter une autre.**

Le technicien : — **Mais tu sais bien que les crédits du laboratoire sont épuisés. Il va falloir attendre.**

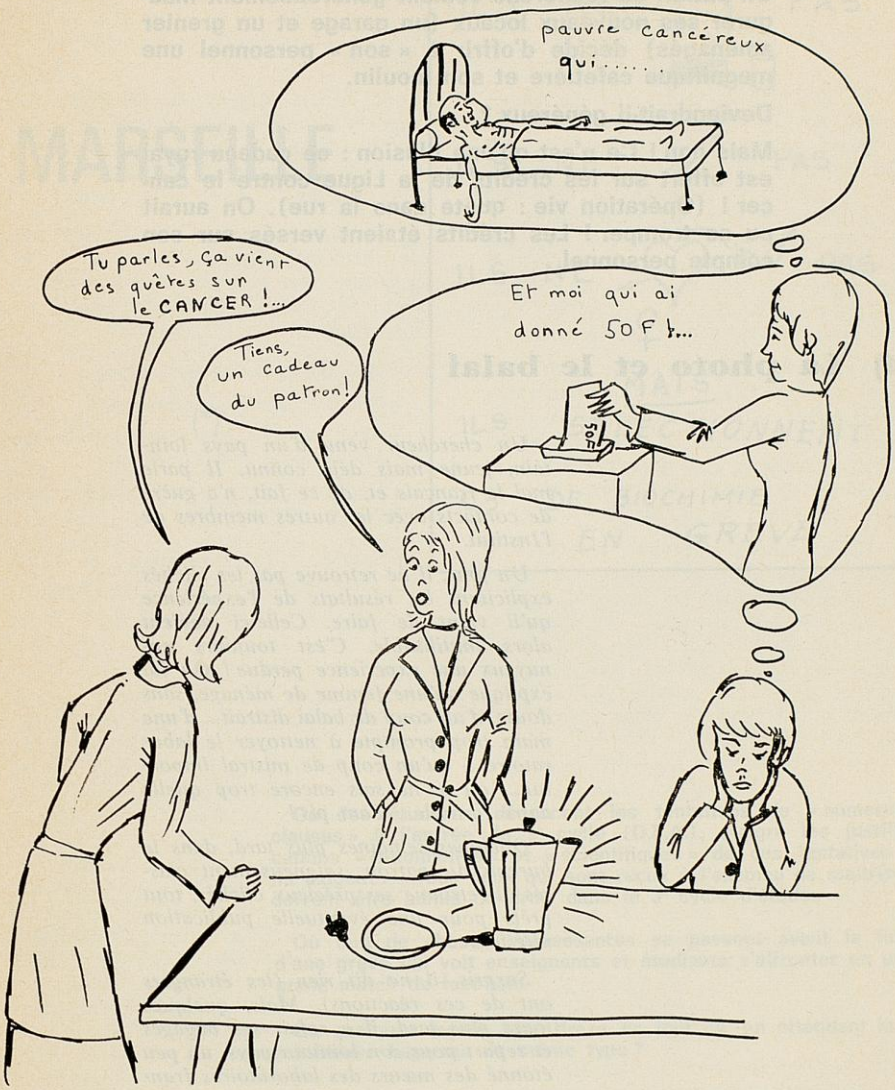
Le chercheur : — **Pas besoin d'attendre. Notre laboratoire a reçu de l'argent de l'opération « Vie » (ou « Espoir »).**

Le technicien : — **Comment ? Mais c'est une honte ! C'est à çà que sert cet argent ? Et moi qui ai donné 5 francs... pour financer notre labo. Et la recherche contre le cancer alors ?**

UN DE PLUS QUI A COMPRIS

N.B. — Cette anecdote n'est pas un cas isolé, les crédits provenant des quêtes pour le cancer étant utilisés parfois pour payer un chercheur ou technicien vacataire, parfois pour acheter tel ou tel matériel et parfois encore plus mystérieusement (le C.C.P. des patrons n'étant pas toujours facile à contrôler !).

Nous reproduisons ici une autre anecdote du même type, reçue d'une autre ville de France : cf p. 17 et 18.


pauvre cancéreux qui.....
Et moi qui ai donné 50 F !...
50 F
Tiens, un cadeau du patron!
Tu parles, ça vient des quêtes sur le CANCER !...

DANS UN AUTRE INSTITUT :

Un patron de recherche voulant généreusement inaugurer ses nouveaux locaux (un garage et un grenier aménagés) décide d'offrir à « son » personnel une magnifique cafetière et son moulin.

Deviendrait-il généreux ?

Mais non ! Ce n'est qu'une illusion : ce cadeau royal est offert sur les crédits de la Ligue contre le cancer ! (Opération vie : quête dans la rue). On aurait pu se tromper ! Les crédits étaient versés sur son compte personnel.

4) La photo et le balai

Un chercheur venu d'un pays lointain, jeune mais déjà connu. Il parle mal le français et, de ce fait, n'a guère de contacts avec les autres membres de l'Institut.

Un jour, il ne retrouve pas les clichés explicitant les résultats de l'expérience qu'il vient de faire. Celle-ci devient alors inutilisable. C'est toujours ennuyeux une expérience perdue ! On lui explique qu'une femme de ménage, sans doute, d'un coup de balai distrait... d'une main trop prompte à nettoyer le laboratoire..., qu'un coup de mistral importun... ou je ne sais encore trop quelle autre faribole... Tant pis !

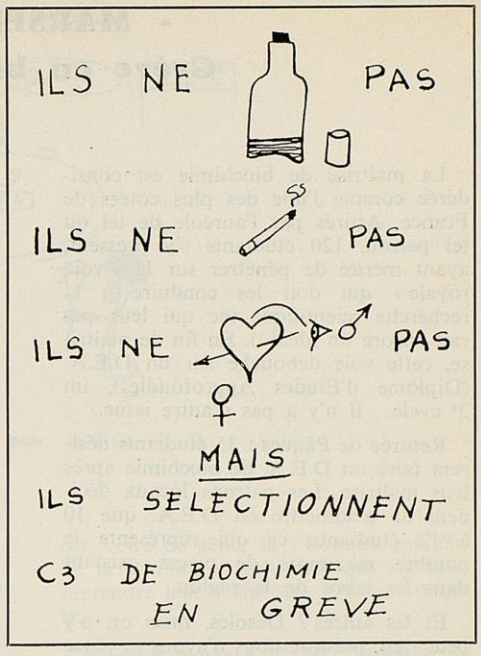
Quelques semaines plus tard, dans le bureau du patron, soigneusement classés, il retrouve ses précieux clichés, tout prêts pour une éventuelle publication ultérieure.

Surpris, il ne dit rien (les étrangers ont de ces réactions). Mais, quelques jours plus tard, il a refait ses bagages et repart pour son lointain pays, un peu étonné des mœurs des laboratoires français.

Il n'en a toujours rien dit ; c'est une bouteille trouvée au bord de la mer qui m'a raconté l'histoire.

MARSEILLE

(*)



Où des étudiants dénoncent les tentatives de « numerus clausus » à l'entrée du 3e cycle (D.E.A.), malgré les justifications « rationnelles » et « scientifiques » de ces tentatives ; ils exigent : « Tous ceux qui sont reçus à l'examen de maîtrise doivent être admis de droit dans le 3e cycle d'études ».

Où tant de choses intéressantes se passent avant la fin d'une grève qui voit enseignants et étudiants s'affronter en un grand match de foot-ball.

Où quelques leçons sont tirées de tout çà, en attendant les prochaines bagarres de même type ?

(*) Reproduction d'affiche.

- MARSEILLE -
Grève en biochimie

La maîtrise de biochimie est considérée comme l'une des plus cotées de France. Attirés par l'auréole de tel ou tel patron, 120 étudiants s'y pressent, ayant mérité de pénétrer sur la « voie royale » qui doit les conduire à la recherche scientifique (ce qui leur paraît encore un idéal !). En fin de maîtrise, cette voie débouche sur un D.E.A. (Diplôme d'Etudes Approfondies), un 3e cycle... Il n'y a pas d'autre issue.

Rentrée de Pâques : 35 étudiants désirent faire un D.E.A. de biochimie après leur maîtrise. Les patrons locaux décident de n'admettre en D.E.A. que 10 à 12 étudiants, ce qui représente le nombre maximum de places existant dans les labos de la région.

Et les autres ? Désolés, mais on n'y peut rien, puisque nous n'avons ni place ni chercheur pour les encadrer. D'ailleurs, pourquoi fabriquer des chômeurs titulaires d'un D.E.A. ? Sur les 10 à 12 admis, 4 ou 5 pourront, tout au plus, entrer dans « la Recherche ». Donc, seuls les 12 premiers reçus à l'examen devront entrer « en » D.E.A.

*
* *

Aussitôt, les étudiants se mettent en grève ; 100 bûcheurs deviennent 99 enragés, votant à 99 % la grève illimitée à un mois des examens. Ils refusent un examen arbitraire qui n'aurait pour but que d'éliminer la plupart d'entre eux. Ils exigent : « tous les étudiants reçus à l'examen de maîtrise doivent être admis *de droit* dans le 3e cycle d'études. »

Inquiétude des enseignants devant une révolte aussi déterminée qu'inattendue. Rien ne va plus ; leurs gentils « polars » ont compris que cela ne sert à rien de travailler dans de telles conditions ; ils ne veulent plus s'incliner devant la réalité « objective » du manque de place dans les labos. Un tel mépris de faits évidents ne témoigne-t-il pas d'un manque d'esprit scientifique ?

Les A.G. se succèdent : distributions de tracts, affichages mobilisent 80 % des grévistes. Des groupes de discussion se forment. Les inscriptions murales se multiplient :

« Non au recrutement arbitraire. »

« Non à la sélection arbitraire. »

« Nous ne nous laisserons pas digérer par les enzymes sélectionneurs. »

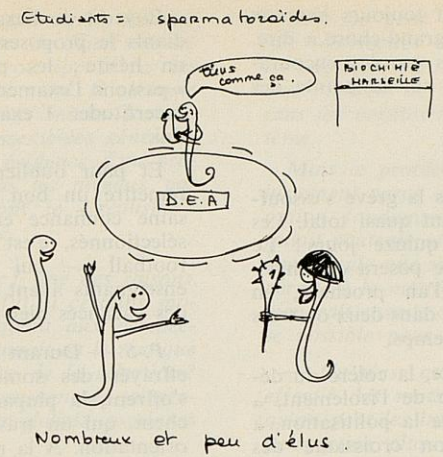
« Etudiants = spermatozoïdes ; très nombreux... peu d'élus !... »

L'auréole des mandarins se ternit (certains optimistes disent « se brise »).

*
* *

A part cet activisme, l'A.G. cherche un débouché. Certains expliquent savamment (et fort justement) que les mandarins ne sont que les outils de la bourgeoisie, que le chômage des intellectuels reflète la crise du capitalisme, que la sélection devient un but en soi, destinée à prouver que dans notre société, ce sont les meilleurs qui gagnent... A quoi rime un système qui, sous prétexte de rentabilité, forme 120 étudiants pour n'en garder finalement que 5 ou 6, et forcer les autres à se reconvertir ? Comme, néanmoins, il n'est pas question de renverser le capitalisme tous seuls, ces explications savantes et justes ne suffisent pas pour suggérer une ligne d'action.

Le Comité de grève cherche une issue ; les enseignants « réactionnaires » vitupèrent... et attendent leur heure (cel-



le de l'examen) ; les enseignants « réalistes » bavardent gentiment avec les étudiants et leur cherchent des solutions individuelles ; les enseignants « de gauche » condamnent vigoureusement les grands monopoles !... Tout cela fait passer le temps, sans faire de mal à personne !

*
**

Il est urgent de chercher des appuis. Le Bureau marseillais du Syndicat national des chercheurs scientifiques examine la situation avec le plus grand soin, et recherche comment se solidariser. Tout d'abord, la France a-t-elle besoin de 35 biochimistes, voire de 120 biochimistes par an ? Evidemment non, dit l'un. Ces étudiants ne sont-ils pas des égoïstes oublieux de l'intérêt général ? Le gentil révisionniste explique que dans une France démocratiquement avancée, avec un Etat arraché des mains des monopoles apatrides, 120 biochimistes trouveront tout naturellement un débouché dans la fabrication d'enzymes démocratiques ! Le méchant gauchiste clame qu'il faut se solidariser avec les grévistes, et appuyer leurs mots d'ordre, et, au risque d'encombrer les laboratoires, voire de gêner la « bonne » marche de la « bonne » recherche qui s'y fait, reprendre leurs exigences à notre compte.

Raisonnablement (?), le Bureau se garde de reprendre à son compte des propositions aussi irresponsables. Il faut protéger les conditions de travail des chercheurs actuellement présents dans les labos. Vive le C.N.R.S. ! Des crédits ! des locaux ! des postes !

Et dans l'immédiat ? dans l'immédiat le Bureau restera vigilant et suivra avec la plus grande attention le développement de la situation.

Les groupes politiques étudiants, quant à eux sont réticents. Qu'est-ce que c'est que cette grève qui ne pose pas le problème du pouvoir d'Etat ? ces gens qui veulent des privilèges au lieu d'être chômeurs comme tout le monde ? et, en plus, des gens qui veulent faire de la recherche !.. comme si toute recherche n'était pas pourrie en régime capitaliste. Corporatisme... Néo-poujadisme... et quelques autres mots doux... Cette action ne s'inscrit pas aisément dans les schémas ; alors, à part la dénonciation des Mandarins, tarte à

la crème que l'on est toujours heureux de saisir, on n'a pas grand-chose à dire. Aussi, après quelques paroles encourageantes, on s'esquive sur la pointe des pieds.

*
**

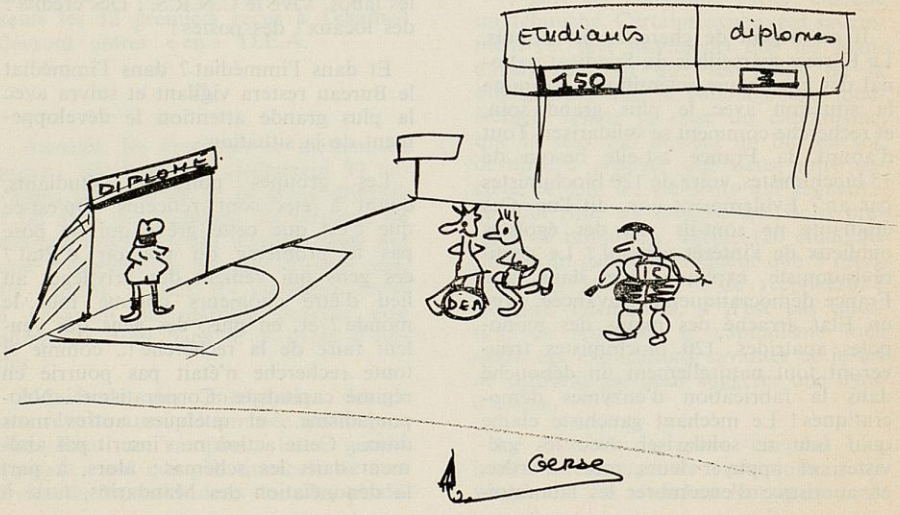
Dans ces conditions la grève s'essouffle. L'isolement devient quasi total. Les examens sont dans quinze jours ! Le même problème ne se posera en Physique théorique que l'an prochain, en Neurophysiologie que dans deux ou trois ans... Alors on a le temps.

Le potentiel de lutte, la colère du début tombent, à cause de l'isolement, à cause d'une crainte de la politisation, à cause de l'imprécision croissante des mots d'ordre... et de la psychose de l'examen qui se précise. Déjà les bons « bûcheurs » ne se montrent plus et travaillent chez eux.

Boycott de l'examen ? 60 % des étudiants le proposent à un moment. Puis on hésite ; les plus roublards disent « passons l'examen et on verra après. » Incertitude. L'examen se passe. C'est fini.

Et pour oublier tout cela bien vite, remettre un bon esprit sportif et une saine confiance entre sélectionneurs et sélectionnés, c'est un grand match de football — qui oppose étudiants et enseignants avant que tous ne prennent des vacances bien méritées.

P.-S. — Durant les vacances, dégoûtés, effrayés des sombres perspectives qui s'offrent, la plupart des étudiants cherchent, qui un travail, qui une nouvelle orientation. A la rentrée, le nombre des candidats restant en lice est plus faible que le nombre de places en D.E.A. La pression persuasive des « enzymes sélectionneurs » avait gagné.



Pour l'essentiel, la grève avait échoué. Quelques améliorations de détail ont été obtenues, mais le verrou opposé par les sélectionneurs n'a pas sauté. Il en reste cependant des militants mieux formés, le souvenir de ces assemblées générales animées, la mise en évidence d'un problème masqué à tous les niveaux par des gestionnaires dont le « réalisme » tourne à la complicité.

Pourquoi cet échec ? une des raisons, il faut bien le dire, fut, à certains moments, l'incertitude quant aux perspectives offertes. Condamnait-on le manque de postes ? le principe de la sélection ? les méthodes d'enseignement de tel professeur ? voire les modalités pratiques de l'examen ?

Mais les divers noyaux militants présents dans les facs ou les labos n'ont pas su soutenir cette grève pour lui permettre de réussir. La question préalable qu'ils se posent : l'objectif de cette grève est-il « raisonnable », c'est-à-dire conforme à mes objectifs ? bloque d'emblée toute participation à une lutte véritable.

— Il n'existe pas, en effet de solution « raisonnable » à une telle situation ; l'entrée de tous les étudiants en D.E.A. aurait encombré les labos, le problème des débouchés se serait reposé un ou deux ans plus tard... Bref, une victoire des grévistes n'aurait pas résolu le problème mais n'aurait fait que déplacer la contradiction.

Cela ne peut d'ailleurs étonner que des réformistes incurables. Le rôle de la sélection est suffisamment essentiel pour qu'elle ne puisse être supprimée sans un bouleversement radical du système.

Mais le problème n'est pas là ; c'est justement parce qu'elle s'opposait à une option fondamentale du système qu'il fallait soutenir une telle bagarre. D'ailleurs, seule une situation de force aurait permis à la mauvaise solution qui interviendrait ensuite d'être la moins mauvaise possible pour les étudiants.

— Ce n'est qu'à partir d'un soutien effectif des mots d'ordre des grévistes qu'on peut les inscrire ensuite dans une perspective plus générale. Se borner à demander plus de postes pour pouvoir accueillir ensuite *plus d'étudiants revient à décider de ne rien faire ; par contre, soutenir les grévistes, insister pour que tous les étudiants soient admis dans les Labos, au risque de gêner leur fonctionnement, de « foutre la pagaïe », de perturber la « bonne marche » de la recherche qui s'y fait... permet à la fois d'exercer une pression plus forte, de lier dans l'action des revendications complémentaires et de mobiliser tout le monde pour l'obtention de ces fameux postes...*

De toutes façons, l'occasion de bagarres de même type se reproduira ; le problème des débouchés en fin de maîtrise est de plus en plus crucial.

On en reparlera !...

AU SUJET DE LA REPRESSION A L'I.E.D.E.S.

Nous avons reçu de l'I.E.D.E.S. (1), le communiqué suivant, qui précède un dossier plus complet que nous publierons dans le n° 4 de « Labo-Contestation ».

Ce communiqué est précédé d'une présentation rapide de cet Institut.

La direction de l'I.E.D.E.S. menace à nouveau de licenciement un membre du personnel, et ce, pour des raisons politiques évidentes. Comme toujours ce sont des motifs soi-disant professionnels qui sont invoqués. Nous ne nous laisserons pas duper par ce genre d'arguments dont nous savons tous ce qu'ils valent. Déjà en août 1970, un chercheur de l'I.E.D.E.S., Norbert Sée, a été licencié par la direction ; les motifs officiels invoqués étant l'absence de crédit ou le mauvais travail de Norbert Sée, selon les moments et l'humeur du directeur. En fait, les motifs sont politiques, Norbert Sée est un militant syndical actif, et a dans le cadre d'un groupe de recherche de l'I.E.D.E.S. sur les problèmes de la nutrition, osé, avec ses camarades de travail, faire la critique de l'action des organismes tels que la F.A.O., qui « aide » les pays sous-développés en leur redistribuant une faible fraction de ce qui leur est extorqué par les pays nantis. Essayant de cacher les vrais mobiles de ce licenciement, la direction a tenté d'enterrer cette affaire en faisant traîner en longueur les négociations. Maintenant, non contente de ne pas satisfaire nos justes revendications — réintégration de Norbert Sée — la direction nous répond par de nouvelles menaces. Elle multiplie les mesures arbitraires et les pressions sur le personnel : réduction de salaire, suspension de traitement, menace de licenciement, etc.

Dans des circonstances analogues, la mobilisation a permis la réintégration de chercheurs licenciés.

Etudiants, chercheurs, mobilisons-nous contre toutes les formes de la répression.

Paris, 13 décembre 1970.

---

(1) L'I.E.D.E.S. est un institut rattaché à l'Université de Paris. C'est une unité de recherche et d'enseignement (U.E.R.) à dérogation (suite à un décret spécial par rapport à la loi d'orientation). Le Directeur est nommé par le Ministère et a tous les pouvoirs.

La recherche est une recherche « appliquée », c'est-à-dire genre « étude de marché pour des organismes comme la Coopération ».

Les « chercheurs » sont tous des vacataires, depuis plusieurs années pour certains ; ils n'ont pas de statut, ce qui facilite toutes les mesures arbitraires.

La Direction a la trouile que ses magouilles soient dévoilées à l'extérieur. C'est pour cela que nous faisons une campagne d'information.

Les raisons d'un échec

Nous avons reçu ce texte en novembre 1970 ; ses auteurs ne veulent pas publier, pour des raisons de sécurité, son origine géographique, ni l'intitulé du laboratoire.

Ils essaient d'analyser comment les travailleurs de ce labo n'ont pas su réagir efficacement à l'exclusion de dix de leurs camarades (suite à la suppression de dix postes par le C.N.R.S., postes à choisir par le directeur).

Ils en tirent aussi quelques leçons relatives à ce laboratoire. Mais cette expérience concerne tous les labos où des problèmes identiques risquent de se poser. Si ce texte pouvait permettre à certains de ne pas commettre les erreurs qui, ici, ont conduit à un échec...

Voici ce que nous avons vécu, dans notre laboratoire : la résistance du personnel a pris forme en mai 1968, s'est affirmée autour des délégués au « conseil de laboratoire » un an plus tard, puis s'est effondrée au bout de quelques mois, à la suite de l'éviction de ces délégués et des pressions exercées par le directeur. Il nous a semblé utile de faire le point sur les raisons de notre échec.

Les faits

L'effectif du laboratoire est de 50 personnes environ. Le personnel compte très peu de syndiqués et a toujours cherché « l'arrangement direct » (et individuel) avec le patron.

Novembre 1965 : changement de directeur.

Juillet 1967 : éviction d'un chercheur. La commission du Comité national, acquise d'avance au directeur, n'accorde pas le délai d'un an demandé par le syndicat.

Mai 1968 : quelques « grandes gueules » soulèvent les problèmes du labo. La réthorique du patron, qui n'omet jamais de prendre la présidence de toutes les assemblées des mois de mai et juin 1968, lui permet de noyer toute idée nouvelle, tout en feignant l'ouverture à gauche. — Un « comité de gestion » est formé, à qui on ne laissera jamais rien gérer. Il comprend 5 membres élus, 4 responsables scientifiques de la maison, et le directeur.

Octobre-novembre 1968 : dans le contexte de la « reprise en main » gaulliste, le patron annonce qu'il reste seul maître de toutes les décisions. — Il utilise le « comité de gestion » pour l'établissement des notes des ingénieurs, techniciens, administratifs ; mais il obtient que ces notes soient votées à bulletins secrets (même par les élus). Résultat : le personnel en veut aux élus de toute injustice constatée dans les notes et refuse que le comité de gestion continue à exister.

Juillet 1969 : éviction d'un autre chercheur, qui obtient cependant d'être pris dans un autre labo. — Une note de la direction générale du C.N.R.S. fait obligation aux directeurs d'avoir un conseil de labo.

Septembre 1969 : élections au conseil de labo. La résistance s'est organisée et a choisi de faire des élections un test. Les cinq personnes élues (avec une large avance de voix) sont toutes des opposants notoires.

Pour éviter la récupération du conseil de labo, les délégués décident d'y avoir avant tout une action de dénonciation des abus, et de laisser au directeur la responsabilité des actions prétendument « constructives ». Ils décident d'émettre autant que possible des votes unanimes et de *ne jamais approuver une mesure nouvelle* : à propos des mesures à prendre, ils se limiteront à l'opposition ou à l'abstention.

(Une règle aussi draconienne était nécessaire en présence d'un directeur qui, dans le passé, avait sans arrêt pris des mesures défavorables au personnel tout en cherchant à les faire avaliser par feu le « comité de gestion » et qui détournait de leur sens les votes les plus clairs.)

Novembre 1969 : La direction générale du C.N.R.S. invite trois élus du conseil de labo à venir lui expliquer la situation — et leur annonce au passage une prochaine compression de personnel. — L'analyse des votes à cette période fait apparaître que le personnel compte en gros :

15 opposants décidés.

20 hésitants qui, pour le moment, ont tendance à soutenir l'opposition.

10 fidèles du directeur.

Janvier 1970 : les délégués au Comité de direction du laboratoire sont élus : ce sont deux opposants. — Dans une lettre très sèche, la Direction générale du C.N.R.S. informe le directeur de la suppression de 10 postes de collaborateurs techniques et le charge de désigner, en accord avec son conseil de labo, les postes à supprimer.

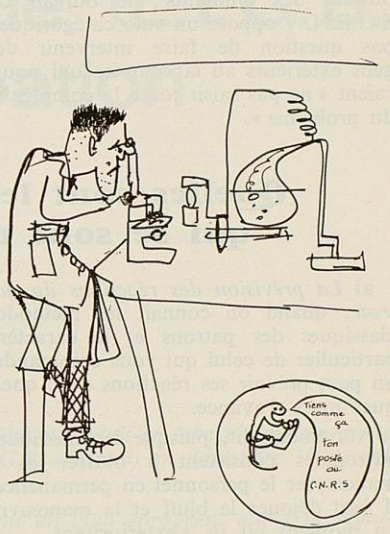
Le personnel traîne à s'organiser, on tarde à donner un mot d'ordre de grève. Des tuyaux venus « de source bien informée à Paris » font croire que la mesure prélude à la chute du directeur, ce qui donne au personnel une fausse sécurité. Le directeur en profite pour mettre au point la liste des exclus : ce sont les plus actifs des opposants. On y trouve en particulier les trois élus du personnel faisant partie des I.T.A. (1). Dès lors, la résistance du personnel cesse d'être unanime ; beaucoup sont trop heureux de savoir qui « sera mangé ».

Février-mars : une intervention de la direction générale du C.N.R.S., à qui on a fait appel, se réduit à un chantage : si le labo continue à contester, il sera fermé. Les interventions des délégués syndicaux régionaux n'arrivent pas à convaincre le personnel que ce chantage est en même temps un bluff, et qu'une lutte résolue changerait le rapport des forces.

Dès lors, la lutte se ramène à des discussions dans les divers organismes légaux, au niveau du comité de direction, de la direction générale et du comité national. Le personnel reste divisé et apeuré. — On promet un reclassement dans la même région aux 10 exclus : nous verrons si cela se réalise d'ici le 31 décembre (date de la suppression des postes).

Au comité national, à la suite de toute cette affaire, le renouvellement du laboratoire est acquis pour cinq ans, mais pas celui du directeur qui n'est renouvelé que pour trois ans.

(1) ingénieurs - techniciens - administratifs.



Les raisons de l'échec

a) *Le rapport des forces se perpétue de lui-même :* en éliminant petit à petit les opposants, la direction maintient le rapport des forces en sa faveur.

b) *Le manque de formation du personnel :* pris par l'action immédiate, les organisateurs de la lutte ont souvent négligé la formation du personnel, en particulier l'explication et la démystification permanente auprès de tous les hésitants. Or, le manque de formation de la base est ce qui permet, aux moments stratégiques, le bluff et les manœuvres de la part de ceux qui sont au pouvoir.

c) *Une fausse analyse à certains moments :* on a cru que la direction générale du C.N.R.S. allait « rétablir la justice », qu'on pouvait lui faire confiance, et on a perdu ainsi un temps précieux

à des moments critiques. — On a cru que la rivalité, à Paris, entre M. X... et M. Y... (qui est franc-maçon, et qui connaît très bien M. Z..., etc.) allait décider de l'avenir. — Forme bourgeoise d'analyse !

d) *Un manque de liaison entre le labo et l'extérieur :* le soutien de l'intersyndicale régionale est arrivé fort tard, car les syndicats n'ont commencé à se concerter qu'une fois la suppression des dix postes annoncée.

Dès la première réunion intersyndicale, certains proposent d'en appeler à la solidarité des personnels des autres labos et des étudiants ; le bureau du S.G.E.N. y oppose un veto catégorique : pas question de faire intervenir des gens extérieurs au laboratoire qui pourraient « ne pas saisir toute la complexité du problème ».

Le personnel reste isolé face aux pressions de l'administration ; les solutions de reclassement individuel sont encouragées. Plus tard, l'intersyndicale fait un tract qui dénonce les différents responsables de la situation... mais n'appelle à aucune action.

e) *Le déplacement des objectifs revendicatifs :* à la suite de l'intervention, entre autres, de certains syndicalistes particulièrement légalistes, l'objectif proposé n'est pas le refus clair et net de tout licenciement, mais l'exigence que la conjoncture du laboratoire soit réexaminée par le comité de direction, instance « relativement » (*sic*) démocratique. Cette demande devrait permettre aux dix techniciens d'être... « démocratiquement » vidés du labo au lieu de l'être par un acte de pouvoir personnel. Une victoire syndicale, en somme...

Quelles sont les méthodes de lutte qui se sont révélées payantes ?

a) *La prévision des réactions du patron :* quand on connaît les méthodes classiques des patrons et le caractère particulier de celui qui vous commande, on peut prévoir ses réactions avec quelques jours d'avance.

Autrement dit, puisque les méthodes patronales consistent à bluffer et à manœuvrer le personnel en permanence, il faut déjouer le bluff et la manœuvre au moment où ils s'extériorisent.

b) *Dans la mesure où on joue la « participation », l'intransigeance sur les règles formelles de la démocratie :* avoir un président de séance indépendant et efficace, faire les votes du personnel au scrutin secret, faire un compte rendu écrit des débats conservé en plusieurs exemplaires, voilà des précautions toujours utiles.

c) *Une participation qui ne se prend pas à son propre piège :* nous ne prenons pas position sur l'utilité de la « participation » en général. Dans le cas particulier où nous étions, c'est-à-dire dans un labo où personne n'osait s'exprimer en public, il se trouve que nous avions choisi la participation au conseil de labo comme un moyen de créer un peu plus de liberté, comme un moyen de réveiller le dynamisme du milieu.

Mais ce que nous voulons dire ici, c'est que si on participe, il faut se débrouiller pour ne pas être « récupérés ». Et pour cela, dans ce laboratoire, les élus s'étaient entendus pour ne jamais voter « pour », mais toujours s'abstenir ou voter « contre ». Ils étaient d'accord pour demander des suspensions de séance afin de discuter entre eux, si cela s'avérait nécessaire.

Au C.N.R.S., nous n'avons pas le rôle ambigu des assemblées de faculté : rien n'empêche le patron de décider seul, contre l'avis de son conseil de labo. Donc tout ce qui est « constructif » au moins en apparence, il peut le réaliser même si nous nous abstenons. Nous avons des organismes purement consultatifs, sachons en faire un avantage !

Histoire du Laboratoire International de Génétique et Biophysique (L.I.G.B.) avant l'occupation

Ce texte a été rédigé et traduit en français par un groupe de chercheurs du L.I.G.B. (Naples) en novembre 1970, *pour* Labo-Contestation (*).

Il montre comment un labo européen, qui a la réputation d'être un labo de pointe, peut être étroitement contrôlé par les U.S.A., depuis sa création.

Il décrit en même temps une situation qui se retrouve dans nombre de labos (*cf.* Labo-Contestation *n°* 1 et 2) : *rapports hiérarchiques, exploitation des techniciens et boursiers, climat compétitif pour justifier le tout, etc.*

(*) La dernière partie « Comment s'est révélée la dépendance du labo vis-à-vis des U.S.A. », a été rédigée à Lyon en reprenant des phrases et idées éparses dans les tracts et textes rédigés par les travailleurs du L.I.G.B. et traduits par des camarades de la Faculté de Médecine de Paris. Cette partie a été envoyée à Naples, où elle a été discutée et corrigée.

1 - Formation du Labo

Le L.I.G.B., créé en 1967, représente d'emblée un des secteurs les plus en pointe de la recherche italienne, pour plusieurs raisons non indépendantes les unes des autres :

— la nature même de cette recherche, « la Biologie moléculaire », discipline alors à la mode ;

— des crédits abondants ;

— une certaine « concentration de cerveaux ».

La création de ce labo s'inscrit dans le cadre de la rationalisation et du rajeunissement de certaines structures de l'économie.

LA JOB-EVALUATION -

(*) Résumé d'un texte publié dans la revue italienne « Linca di Massa, documenti della lotta di classe/2. — LOTTE DEI TECNICI ».

Voici en substance ce que disent les patrons pour présenter la Job evaluation *: « J'instaure un système à travers lequel j'analyse et je définis les postes de travail de l'usine. Je choisis une série de facteurs, tels « la responsabilité, l'expérience et les efforts physiques »... etc., pour différencier et valoriser les postes de travail.*

A partir de « critères conventionnels » particuliers, j'attribue une valeur monétaire à chaque poste de travail ainsi défini et j'en déduis le salaire « juste » (?) de chaque individu.

Il s'agit d'un système objectif et scientifique qui garantit à chacun son dû. »

A la suite de quoi, ces braves gens se permettent de critiquer le beau système de leurs chers patrons.

1° *Rapport poste-qualification.*

Dans son analyse, la job ne considère pas la valeur professionnelle effective du travailleur, dans la mesure où elle se base sur les aptitudes *supposées nécessaires* pour occuper une position donnée, se foutant éperdument des aptitudes *réelles* du travailleur. Cette méthode permet de déqualifier le personnel.

Ex. : Pour un poste de dactylo, on décide qu'un certain niveau scolaire est suffisant sans tenir compte des aptitudes professionnelles effectives de dactylo.

2° *Le travailleur dans le système productif.*

La firme croit avoir intérêt à diviser le travail pour augmenter la productivité. Cette parcellarisation du travail lui permet de le dévaluer. *De cette manière, l'augmentation de la productivité ne se traduit pas, comme elle devrait, à l'avantage des travailleurs.*

3° *Objectivité et caractère scientifique de la Job :* ce paragraphe résume l'arbitraire de ce système qui se prétend scientifique.

4° *Conséquence sur les salaires :*

La firme décide pour plusieurs années, d'attribuer une certaine somme pour l'ensemble des salaires. Conséquence : blocage des salaires pour les travailleurs.

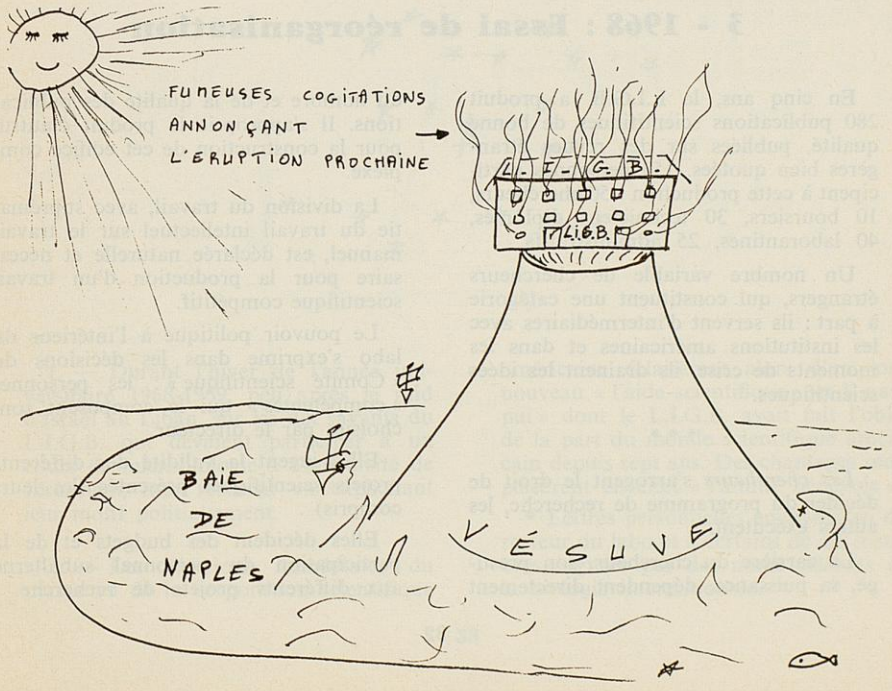
La Biologie moléculaire est alors assez jeune pour garantir une activité scientifique pendant une certaine période. En même temps, elle est suffisamment avancée aux U.S.A. pour que le monopole scientifique que les Américains exercent de fait sur cette discipline ne se trouve pas menacé.

* * *

Les chercheurs (« cerveaux ») affectent en général une attitude de gauche ; elle est cependant plutôt ambiguë. Certes, ils sont en première ligne pour parler de la lutte « héroïque » contre l'université « archaïque et fédérale », et pour signer généreusement chaque pétition pour la paix au Vietnam. Mais en même temps, ils importent des U.S.A., où ils ont presque tous reçu leur formation scientifique, l'idéologie « libérale », caractéristique des chercheurs américains, qui est en fait l'idéologie de « l'efficientisme et de la méritocratie » : par exemple, acceptation béate de la « job evaluation » (*cf.* ci-contre la critique qu'un groupe d'ouvriers et techniciens italiens peut en faire), pratiquée sur eux par un directeur-père.

Le L.I.G.B. se trouve à Naples à cause des préférences climatiques du directeur. Mais, depuis sept ans, l'interaction entre le labo et le milieu social, économique et politique de la région a été quasi nulle : le L.I.G.B. est devenu une sorte de ghetto, où des chercheurs ont été transportés avec toute la panoplie de leurs problèmes d'intellectuels bourgeois.

Par contre, le personnel technique et administratif est presque entièrement d'origine napolitaine ; leur salaire est caractéristique du sous-développement économique local ; leur situation permettra le développement d'une conscience de classe.



2 - Fonctionnement du Labo

En 1968, le labo a été réorganisé : on est passé du féodalisme des groupes de recherche à structure pyramidale, à la civilisation industrielle des départements. La formation des départements était considérée comme un objectif de lutte : ils substituent à l'autorité du chercheur-chef d'un groupe, celle d'un chef de section choisi parmi les chercheurs et élu par tout le personnel.

Après une lutte de presque trois années, la direction accepte cette solution, avec l'intention d'augmenter les responsabilités du personnel subalterne pour l'intégrer davantage au processus de production.

Mais cette rationalisation n'était pas possible. Les trois départements auront un développement imprévu par la direction en devenant spontanément le premier instrument démocratique du labo. L'assemblée de département à laquelle participe tout le personnel de la section, et où on devait ne discuter que de détails techniques, devient un moyen d'expression et de maturation politique à tous les niveaux.

Le personnel subalterne comprend l'importance de l'assemblée de section comme instrument de lutte. Elle permet de poser des questions qui auparavant n'arrivaient pas à percer à travers le filtre de la commission interne. Il a la possibilité de discuter en personne de ses problèmes.

3 - 1968 : Essai de réorganisation

En cinq ans, le L.I.G.B. a produit 280 publications scientifiques de bonne qualité, publiées sur des revues étrangères bien quotées. 150 personnes participent à cette production : 50 chercheurs, 10 boursiers, 30 techniciens diplômés, 40 laborantines, 25 administratifs.

Un nombre variable de chercheurs étrangers, qui constituent une catégorie à part : ils servent d'intermédiaires avec les institutions américaines et dans les moments de crise, ils drainent les idées scientifiques.

* * *

Les chercheurs s'arrogent le droit de décider du programme de recherche, les autres exécutent.

La carrière du chercheur, son prestige, sa puissance, dépendent directement du nombre et de la qualité des publications. Il s'approprie le produit d'autrui pour la construction de cet édifice complexe.

La division du travail, avec suprématie du travail intellectuel sur le travail manuel, est déclarée naturelle et nécessaire pour la production d'un travail scientifique compétitif.

Le pouvoir politique à l'intérieur du labo s'exprime dans les décisions du « Comité scientifique » : les personnes « compétentes » qui le composent sont choisies par le directeur.

Elles jugent la validité des différents projets scientifiques présentés (les leurs compris) .

Elles décident des budgets et de la participation du personnel subalterne aux différents projets de recherche.

Elles donnent aussi des directives idéologiques qui dessinent la personnalité du scientifique de succès : l'agressivité, le « Drive », l'efficacité du manager. La concurrence est le stimulant idéologique de ce type de chercheur.

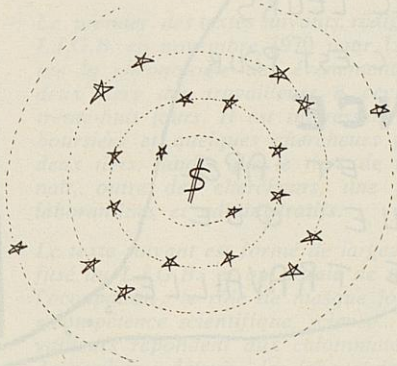
Dans ce schéma d'exploitation intensive du travail d'autrui, la possibilité de s'assurer des boursiers et des techniciens, les plus dociles et les plus habiles, devient une question de survie.

* * *

Aux *boursiers et techniciens,* auxquels on ne fait connaître qu'une phase de la production, on injecte à doses massives les motivations idéologiques qui justifient la nécessité naturelle de la sélection, de l'obéissance, et de la concurrence. On cherche à convaincre les techniciens qu'ils ne sont pas les exécuteurs d'un travail salarié, mais qu'ils seront considérés comme « bénéficiaires du progrès » auquel ils participent.

On connaît très peu l'histoire des techniciens et laborantines dans le labo, parce que la sphère de production et des services a été expressément isolée. Les violences, les exploitations, les épisodes de lutte étaient restés fragmentaires, pour l'efficacité institutionnelle de la commission interne et du syndicat autonome. Celui-ci mystifiait la situation de classe par une fausse unité entre chercheurs et techniciens.

4 - Comment s'est révélée la dépendance du Labo vis-à-vis des U.S.A.



1. — Durant l'hiver de l'année universitaire 1968-1969, peu après le raid d'Israël au Liban, sur les dix savants du L.I.G.B. qui devaient participer à un cours de microbiologie à l'université de Jérusalem, huit refusent en explicitant leur motif politiquement.

2. — Les réactions immédiates du personnel de la corporation scientifique américaine éclairèrent alors d'un jour nouveau « l'aide scientifique » et l' « appui » dont le L.I.G.B. avait fait l'objet de la part du monde scientifique américain depuis sept ans. Des chantages remplacèrent en effet « l'amitié bénévole » :

• Lettres personnelles envoyées au directeur du labo et à certains de ses membres, signées par des noms célèbres de la biologie internationale.

Menaces de suspendre le cours qu'un ponte américain donnait alors en Italie (séjours bénévoles — bien sûr — avec sa famille, mais séjours assez fréquents, au cours desquels de jeunes Italiens brillants étaient sélectionnés pour aller aux U.S.A...).

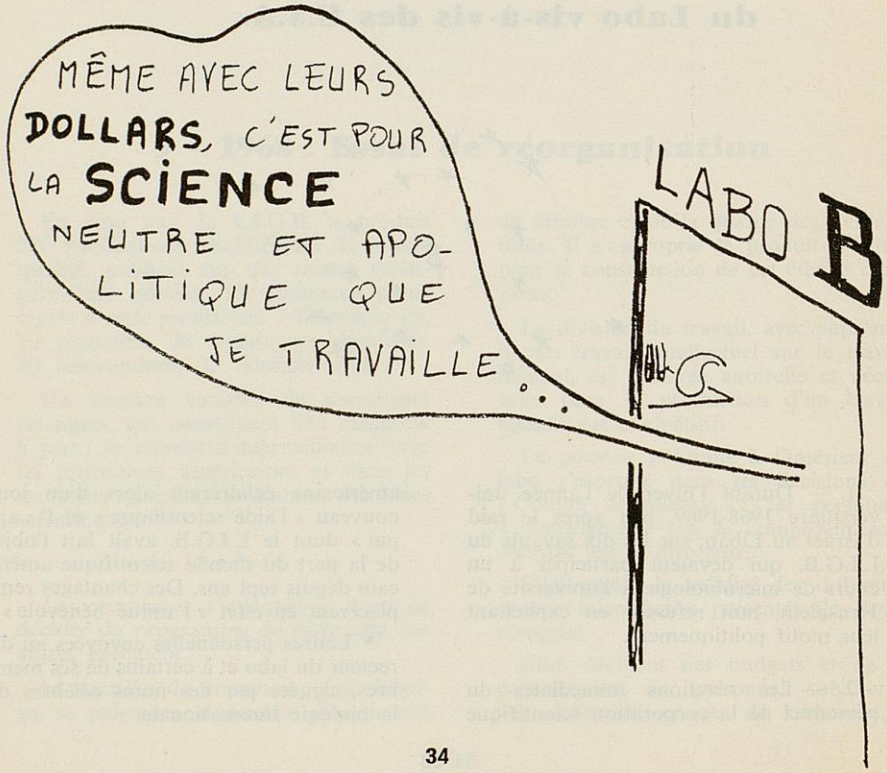
• Finalement, exclusion d'un chercheur faisant partie du « teaching-staff » de ce cours.

3. — Quatre personnes seulement firent le fameux cours en Israël, sous l'égide de tout le L.I.G.B., avec le programme prévu comme si rien ne s'était passé. *Cependant, derrière cette façade de capitulation, plus personne n'était dupe : chacun avait compris quel type de rapport de dépendance pouvait cacher une aide scientifique qui se dit désintéressée* (1).

4. — Cet événement révéla donc une dépendance qui existait en fait depuis le début. Jamais les U.S.A. n'ont perdu le contrôle de cette discipline jeune que constitue la biologie moléculaire. C'est uniquement dans ce contexte qu'ils ont permis le développement du labo italien, auquel ils pouvaient fournir matériel, techniques, cours, stages, etc. Cela permettait le développement de la discipline sans atteinte à la suprématie U.S. (2).

(1) Notons que ce type de mainmise sur un pays ou du moins sur son secteur de recherche est monnaie courante de la part des pays « développés » (y compris la France et l'Italie) vis-à-vis des pays du tiers monde. Nous reviendrons plus longuement sur ce fait dans un prochain numéro de « Labo-Contestation ». Remarquons simplement qu'il est trop souvent oublié : on est plus sensible à sa situation d'exploité que d'exploiteur.

(2) L'introduction de la biologie moléculaire à Cuba par des chercheurs italiens et français pose peut-être aussi le même type de problème. Un débat serait intéressant sur ce sujet.



• L.I.G.B. (Naples)

Les travailleurs occupent leur labo pendant 38 jours

— *Le premier des textes suivants, rédigé par des travailleurs du L.I.G.B. en novembre* 1970 *pour* Labo-Contestation, *résume la chronologie des événements qui ont conduit les deux tiers des travailleurs à occuper ce labo pendant trente-huit jours. Il est intéressant de noter que tous les boursiers et quelques chercheurs faisaient partie de ces deux tiers, tandis que le tiers de non-occupants comprenait, outre des chercheurs, une partie des techniciens, laborantines et administratifs.*

— *Le texte suivant est formé de larges extraits d'un texte diffusé au L.I.G.B., et qui essaie de tirer quelques leçons de l'occupation : le rôle de masque joué par les concepts de « compétence scientifique, science... » est analysé. Les travailleurs répondent aux calomniateurs qui les accusaient de vouloir « détruire les laboratoires ». Ils dénoncent enfin l'illusion de vouloir construire, à la place d'un labo, « un îlot socialiste », et insistent sur la nécessité de lutter avec les ouvriers, paysans, étudiants...*

— *C'est dans cette perspective qu'ils ont diffusé un texte aux travailleurs des usines de Naples : nous le reproduisons ici.*

Ce texte, ainsi que le précédent, ont été traduits par des camarades des Facultés de Médecine, de Paris et de Lyon (techniciens et laborantines) ; ces traductions ont été relues et approuvées par les travailleurs du L.I.G.B.

Chronique

10 *janvier* 1969 : Dès la première assemblée d'un département commence un discours politique, qui jusqu'ici n'avait pas trouvé les moyens d'apparaître publiquement.

Ce département est appelé, à l'unanimité, « Tricontinental », et propose une ligne d'avant-garde, en faisant exploser les contradictions les plus criantes.

20 *janvier :* Une rébellion à propos de la division hiérarchique du travail dans la société capitaliste, se greffe spontanément, au cours d'une assemblée du département Tricontinental, à un problème pratique : une demande d'augmentation du personnel chargé du nettoyage de la verrerie.

Empiriquement, le thème de la discussion devient donc « la division entre travail manuel et travail intellectuel.

L'assemblée décide alors que tous ceux qui sont d'accord (chercheurs aussi bien que techniciens ou laborantines) contribuent tour à tour au nettoyage de la verrerie, deux par semaine.

Les premiers jours, les autres chercheurs voulurent tourner en ridicule ce nettoyage de la verrerie. Mais, devant la décision de tout le département T. de continuer l'expérience, ils furent obligés de réfléchir plus attentivement aux implications futures d'une telle décision pratique.

Le directeur et un groupe de chercheurs qualifièrent alors cette action spontanée et collective de « manifestation uniquement démagogique, à la fois utopique et destructrice... ».

25 *janvier :* L'assemblée du département T. refuse le concept des primes avec lesquelles les chercheurs achetaient la fidélité du personnel subalterne.

17 *février :* L'assemblée du département T. décide de ne plus accepter le contrôle sur l'horaire de travail du personnel subalterne : désormais personne ne pointera sa carte à l'entrée du labo.

3 *mars :* Le directeur interdit une assemblée qui voulait discuter un de ses articles « Scientifiques du monde entier, unissez-vous ». L'assemblée se réunit quand même.

4 *mars :* La commission interne, manipulée par le directeur, est refusée par le personnel.

11 *mars :* En assemblée générale, la commission interne essaye de faire accepter un document qui réduit les assemblées de département à des discussions techniques sur le travail scientifique.

L'assemblée déjoue la manœuvre et reprend son pouvoir en amendant le document. Après deux jours de discussions, le groupe des chercheurs proches du patron abandonne l'assemblée générale pour ne plus y rentrer.

10 *avril :* Les chercheurs dissidents demandent que l'assemblée les invite à revenir, et qu'elle repousse les « schémas abstraits de lutte des classes » : L'assemblée n'est pas convaincue du caractère abstrait de ces schémas, et ne pense pas devoir faire d'invitations.

15 *avril :* Répression contre les boursiers. On exige de chacun d'eux un « séminaire » avec texte écrit de 20 pages dactylographiées, 67 lettres par ligne, 30 lignes par page.

30 *avril :* Le C.N.R. (Conseil National de la Recherche), à cause d'une déclation ambiguë de la direction, refuse de payer les heures de travail « supplémentaire » aux techniciens, laborantines, administratifs.

L'assemblée générale approuve alors un document qui exige la démission de la direction, avec cette motivation : « ... la complicité de la direction et d'un groupe de chercheurs est un moyen d'obtenir la tranquillité au labo suivant des conditions dictées par les chercheurs, contre les justes revendications du personnel ». Le même document invite à « ... empêcher le travail de recherche en

réponse au boycottage des travaux de l'assemblée de la part des chercheurs.

Le moyen employé sera l'occupation permanente pendant un laps de temps indéterminé... »

Il faut souligner la responsabilité de la direction qui provoque l'occupation. Elle aurait pu être évitée grâce à une politique plus rusée pendant les mois qui l'ont précédée, ou par une intervention au dernier moment. Mais on ne peut inventer ses capacités politiques.

Le groupe de chercheurs au pouvoir voit dans l'occupation l'occasion d'isoler les extrémistes qui les contestent.

5 mai : Pendant la soirée, les laboratoires sont fermés par les occupants. Restent ouverts seulement les locaux pour les assemblées et les rencontres.

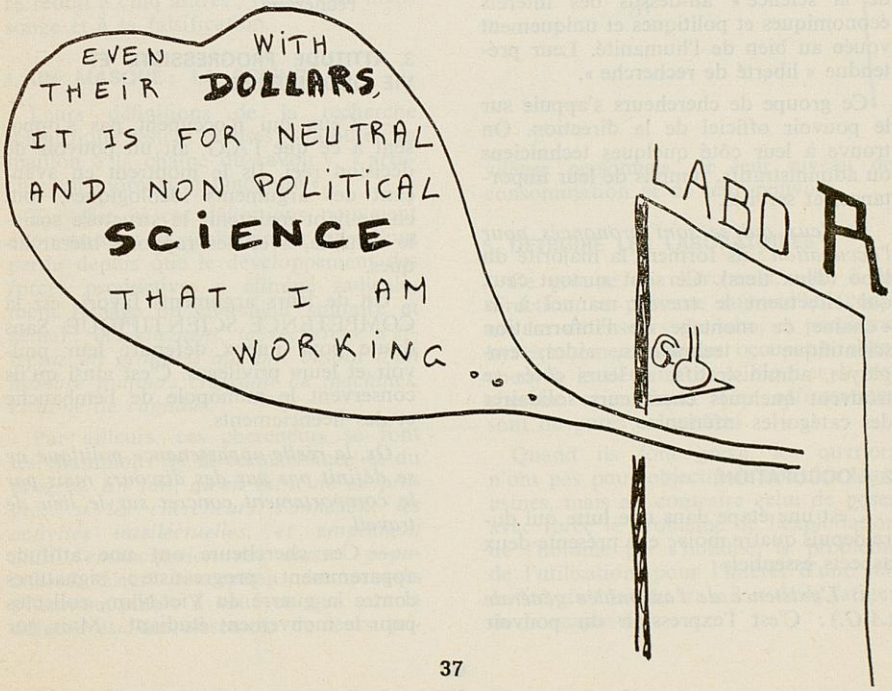
Une assemblée permanente siège pendant toute l'occupation. Devant ce phénomène, les gens prennent position en fonction de leurs classes respectives : D'un côté, les non-occupants : **25 chercheurs, 15 techniciens, laborantines, administratifs. Chacun de ces derniers a son histoire de victime du paternalisme et de chantages personnels.**

De l'autre côté les occupants, **82 : ce nombre comprend une majorité de techniciens, laborantines, administratifs, 10 boursiers, 10 chercheurs.**

Ces pourcentages matérialisent les schémas de classes.

L'occupation dure 38 jours et 38 unités. Pendant l'occupation, on discute en assemblée permanente sur le vrai sens de l'entreprise scientifique dans la société capitaliste ; sur le rôle mystifié du chercheur et du savant en général ; sur la division du travail dans la société capitaliste comme on l'expérimente directement sur le lieu de travail.

Le C.N.R. éloigne le directeur et lui substitue un commissaire extraordinaire. L'occupation prend fin lorsque celui-ci aura donné des garanties précises aux occupants.



Remarques sur l'occupation du L.I.G.B.

1. RECHERCHE DES MOTIVATIONS DES UNS ET DES AUTRES.

Ils se partagent en deux groupes : ceux qui agissent d'un côté, ceux qui parlent de l'autre, les premiers occupant le labo, les autres non.

a) *Ceux qui se sont prononcés contre l'occupation* n'ont pas voulu sortir de leur « famille intellectuelle » pour mener un débat politique. Ils ont recherché l'appui des forces de gauches traditionnelles, du journal *Il Matino* et même des publications patronales.

En réalité, ce ne sont que des fonctionnaires de la production scientifique et du développement capitaliste. Par leur choix, ils perpétuent une recherche mystificatrice, qui justifie l'existence d'une élite intellectuelle et rejette aux autres le travail manuel.

Ils masquent ce fait essentiel par deux types de justifications : la « neutralité de la science » au-dessus des intérêts économiques et politiques et uniquement vouée au bien de l'humanité. Leur prétendue « liberté de recherche ».

Ce groupe de chercheurs s'appuie sur le pouvoir officiel de la direction. On trouve à leur côté quelques techniciens ou administratifs, remplis de leur importance, et serviles.

b) *Ceux qui se sont prononcés pour l'occupation :* ils forment la majorité du labo (deux tiers). Ce sont surtout ceux qui effectuent le travail manuel à la « chaîne de montage de l'information scientifique » : techniciens, aides, employés, administratifs. A leurs côtés se trouvent quelques chercheurs solidaires des catégories inférieures.

2. L'OCCUPATION.

C'est une étape dans une lutte qui dure depuis quatre mois ; elle présente deux aspects essentiels :

a) *L'existence de l'assemblée générale (A.G.) :* C'est l'expression du pouvoir effectif et démocratique, le siège naturel de libres débats ; elle regroupe aides, techniciens, administratifs et chercheurs.

b) *L'isolement, au sein de l'A.G., de ceux qui se sont alignés sur la direction.*

L'A.G. a ainsi décidé, au cours de l'occupation :

- — de poser le problème politique d'une stratégie qui part du principe des droits identiques pour toutes les couches du personnel du labo ;
- — du refus de tout ce qui découle de la division hiérarchique du travail dans notre société actuelle, et qui masque la réalité de l'exploitation ;
- — de la volonté d'avoir un pouvoir de décision réel (sur les embauches, licenciements...) ;
- — de remettre en cause la signification sociale et politique de la recherche et du travailleur de la recherche.

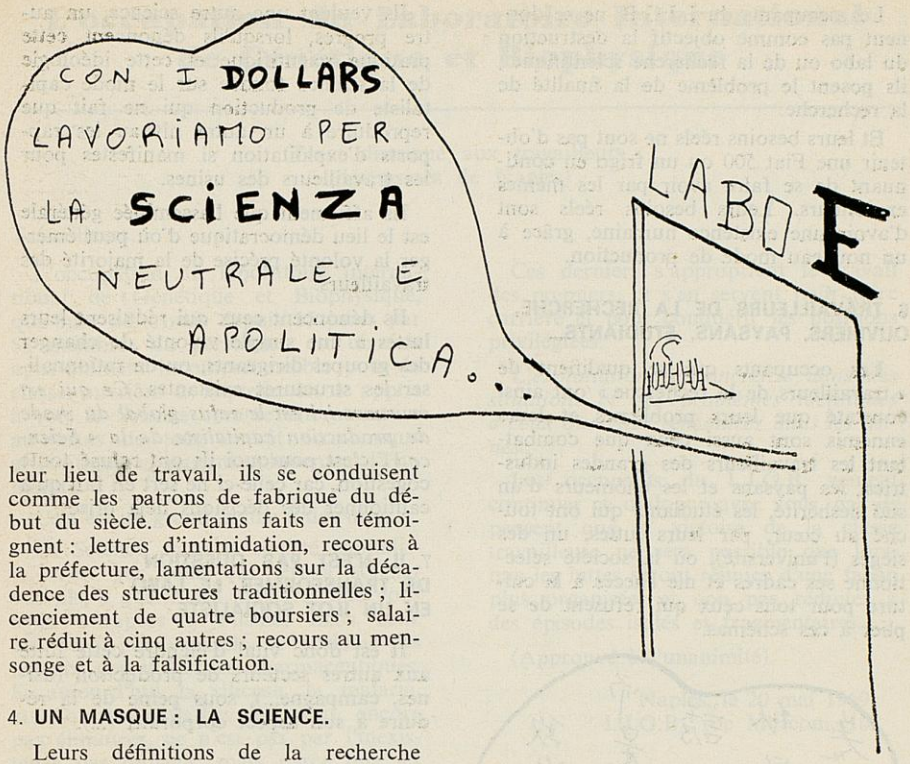
3. ATTITUDE PROGRESSISTE ET VIE QUOTIDIENNE.

— Ceux qui n'occupent pas s'opposent à ce que l'A.G. ait un pouvoir de décision réel. Ils le montrent en avançant des arguments idéologiques, tout en voulant maintenir la structure sociale actuelle, avec ses rapports hiérarchiques.

Un de leurs arguments favoris est la COMPETENCE SCIENTIFIQUE. Sans doute pour mieux défendre leur pouvoir et leurs privilèges. C'est ainsi qu'ils conservent le monopole de l'embauche et des licenciements.

Or, la réelle appartenance politique ne se définit pas par des discours mais par le comportement concret sur le lieu de travail.

— Ces chercheurs ont une attitude apparemment progressiste : signatures contre la guerre du Viet-Nam, collectes pour le mouvement étudiant... Mais, sur



leur lieu de travail, ils se conduisent comme les patrons de fabrique du début du siècle. Certains faits en témoignent : lettres d'intimidation, recours à la préfecture, lamentations sur la décadence des structures traditionnelles ; licenciement de quatre boursiers ; salaire réduit à cinq autres ; recours au mensonge et à la falsification.

4. UN MASQUE : LA SCIENCE.

Leurs définitions de la recherche scientifique restent creuses : « ajouter un maillon à la chaîne du savoir », « arracher un morceau à l'inconnu ».

En effet, si ces définitions pouvaient avoir un sens au siècle dernier, elles l'ont perdu depuis que le développement des forces productives a éliminé radicalement l'image du chercheur solitaire et génial : *actuellement, la recherche s'effectue en groupes, qui ont besoin d'un nombre toujours croissant de machines, et donc de capitaux.*

Par ailleurs, ces chercheurs se font les champions de la connaissance et du progrès. *En fait, qu'en est-il de ce progrès, si les chercheurs s'annexent les activités intellectuelles, et empêchent ainsi l'émancipation des masses populaires ?* Leur conception du progrès s'identifie plutôt à tout ce qui sert la défense et l'accroissement de leurs privilèges personnels, de leur niveau de consommation et de leur pouvoir.

5. DETRUIRE LES LABORATOIRES ?

Ce groupe de chercheurs, allié à la direction, se présente aujourd'hui comme les défenseurs du labo, et proclame hystériquement que les occupants cherchent à le détruire et à bloquer la recherche scientifique. Ces affirmations sont de pures calomnies.

Quand ils font grève, les ouvriers n'ont pas pour objectif de détruire leurs usines, mais au contraire celui de poser avec force le problème de l'exploitation de l'homme par l'homme, le problème de l'utilisation, pour l'intérêt d'une minorité, du fruit du travail et de la fatigue de la majorité.

Les occupants du L.I.G.B. ne se donnent pas comme objectif la destruction du labo ou de la recherche scientifique ; ils posent le problème de la finalité de la recherche.

Et leurs besoins réels ne sont pas d'obtenir une Fiat 500 ou un frigo en continuant de se faire avoir par les mêmes exploiteurs. Leurs besoins réels sont d'avoir une existence humaine, grâce à un nouveau mode de production.

6. TRAVAILLEURS DE LA RECHERCHE, OUVRIERS, PAYSANS, ETUDIANTS...

Les occupants qui se qualifient de « travailleurs de la recherche » ont ainsi constaté que leurs problèmes et leurs ennemis sont aussi ceux que combattent les travailleurs des grandes industries, les paysans et les chômeurs d'un sud déshérité, les étudiants qui ont touché au cœur, par leurs luttes, un des sièges (l'université), où la société sélectionne ses cadres et nie l'accès à la culture pour tous ceux qui refusent de se plier à ces schémas.

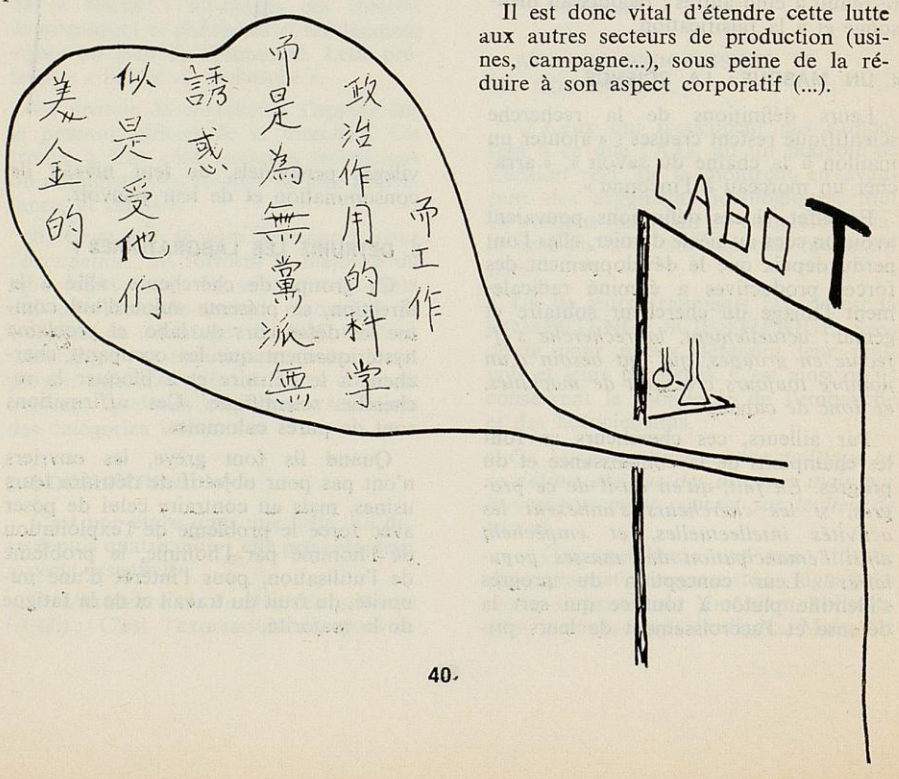
Ils veulent une autre science, un autre progrès, lorsqu'ils dénoncent cette pratique scientifique et cette idéologie de la science fondée sur le mode capitaliste de production qui ne fait que reproduire à un autre niveau les rapports d'exploitation si manifestes pour les travailleurs des usines.

Ils affirment que l'assemblée générale est le lieu démocratique d'où peut émerger la volonté précise de la majorité des travailleurs.

Ils dénoncent ceux qui réduisent leurs luttes à une simple volonté de changer des groupes dirigeants, ou de rationnaliser les structures existantes. *Ce qui est en cause ici est le refus global du mode de production capitaliste de la « Science » ;* c'est pourquoi ils ont refusé toute cogestion, car celle-ci ne sert en fait qu'à cautionner des décisions déjà prises.

7. IL N'EST PAS QUESTION DE TRANSFORMER LE LABO EN UN ILOT SOCIALISTE.

Il est donc vital d'étendre cette lutte aux autres secteurs de production (usines, campagne...), sous peine de la réduire à son aspect corporatif (...).



L'occupation du Laboratoire International de Génétique et Biophysique

(Tract distribué aux travailleurs
des usines de Naples)

Travailleurs,

L'occupation du laboratoire international de Génétique et Biophysique, qui dure désormais depuis 15 jours par 82 membres du personnel, est un fait apparemment incompréhensible pour la classe ouvrière à laquelle on a appris à voir la Science comme une structure au-dessus de tout intérêt économique et politique, et servant uniquement l'Humanité.

Ceci est un grand mythe à détruire.

La Science, dans la société capitaliste, n'est pas celle qui sert à soigner vos fils, à guérir des maladies que vous avez attrapées à l'usine, mais celle qui sert, par exemple, à enrichir les patrons des industries pharmaceutiques. Si aujourd'hui la silicose, la malaria, et d'autres maladies ne sont encore pas éliminées, ce n'est pas par l'inexistence des moyens, mais parce que les groupes qui ont le contrôle de l'économie mondiale préfèrent investir leurs capitaux dans des entreprises telles que celle de l'Espace, qui donnent des profits plus considérables. Ces problèmes ne peuvent être résolus en bloquant la recherche, mais uniquement par les masses laborieuses elles-mêmes.

Les travailleurs de la recherche qui occupent le L.I.G.B. vous disent que dans leur laboratoire existent les mêmes conditions d'exploitation que vous connaissez bien. Les catégories du personnel qui, matériellement exécutent une bonne part du travail scientifique, sont les techniciens et les aides du laboratoire. La catégorie qui décide surtout ce qu'il y a à produire, après avoir à son tour subi les décisions des puissances économiques (U.S.A. surtout), est celle des soi-disant « scientifiques ».

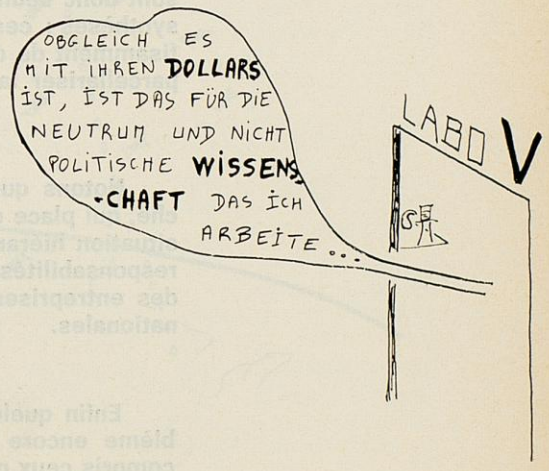
Ces derniers s'approprient le travail des premiers, et s'en servent pour faire carrière et pour conquérir les positions privilégiées.

L'exploitation se concrétise dans des situations et des problèmes identiques à ceux que vous rencontrez dans les usines.

Les occupants du L.I.G.B. veulent continuer ce dialogue avec vous, car ils pensent que la victoire de la classe travailleuse ne sera possible que lorsque les luttes seront réunies d'une façon plus organisée, et non pas réduites à des épisodes isolés et fragmentaires.

(Approuvé à l'unanimité).

Naples, le 20 mai 1969,
L.I.G.B., rue Marconi, 10.



Le chercheur dans la division hiérarchique internationale du travail

Les textes précédents rédigés par les camarades de Naples montrent comment un labo peut dépendre concrètement des U.S.A., alors même que ceux qui y travaillent croient n'avoir que l'objectif neutre et apolitique de la science.

*
* *

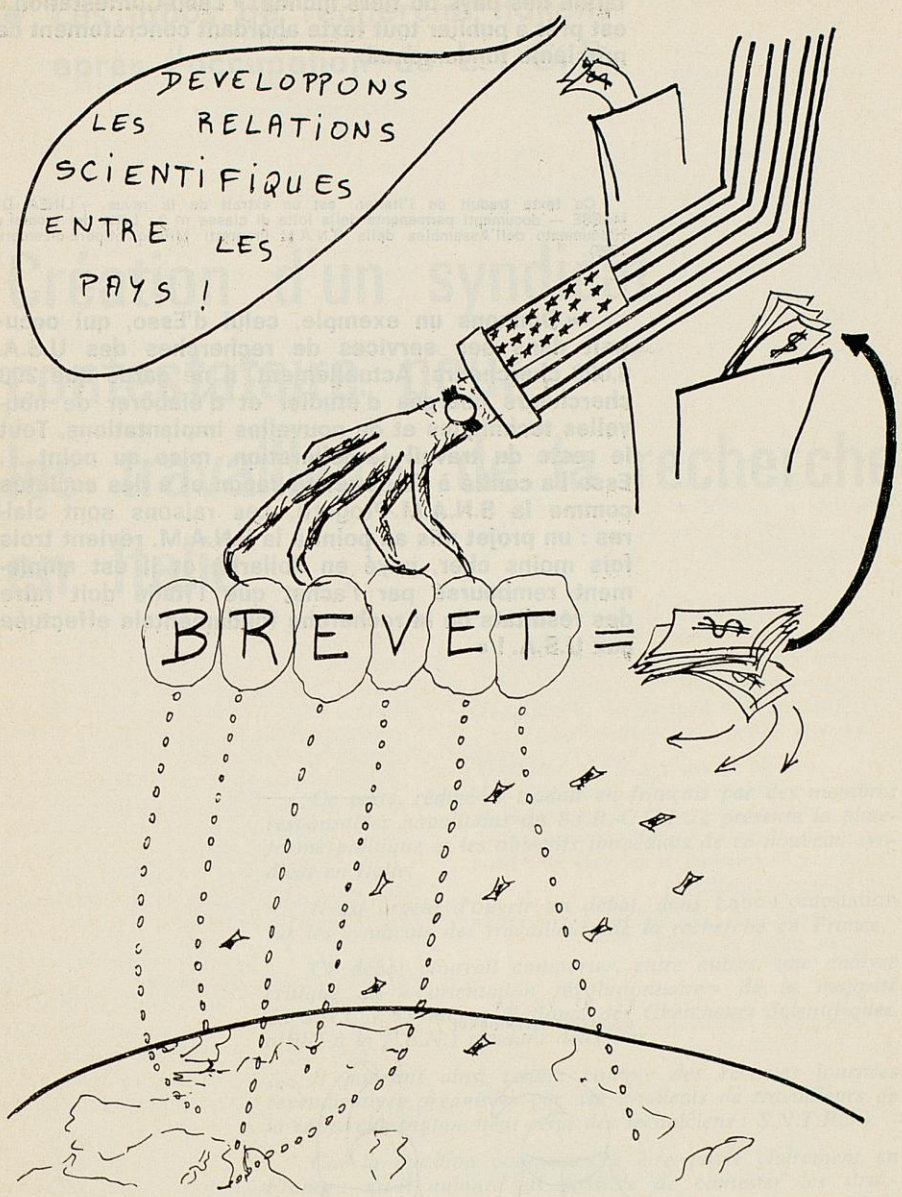
Le texte suivant montre encore plus clairement comment les dollars d'une entreprise américaine (Esso) permettent à celle-ci de parcelliariser la recherche qu'elle fait effectuer dans différents labos européens (par exemple dans l'E.N.I. en Italie) ; et d'en faire eux seuls la synthèse, aux moindres frais ; ils sont donc seuls à posséder les brevets issus de ces synthèses ; ces brevets leur permettent d'avoir suffisamment de dollars pour « aider », donc orienter et parcellariser la recherche des labos européens.

*
* *

Notons que cette parcellarisation de la recherche, qui place de plus en plus le chercheur dans une situation hiérarchique où il a de moins en moins de responsabilités, se retrouve dans la plupart des grandes entreprises, qu'elles soient nationales ou internationales.

*
* *

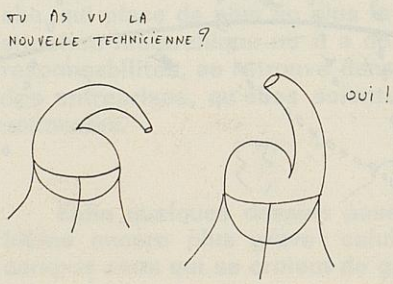
Enfin quelques dessins posent peut-être un problème encore plus grave : celui des chercheurs (y compris ceux qui se croient de gauche) dans l'exploi-


DEVELOPPONS LES RELATIONS SCIENTIFIQUES ENTRE LES PAYS !
BREVET =

tation des pays du tiers monde. « Labo-Contestation » est prêt à publier tout texte abordant concrètement ce problème fondamental.

Ce texte traduit de l'italien. est un extrait de la revue « LINEA DI MASSE — documenti permanente della lotta di classe n° 2 : **Lotte dei tecnici** » (Documento dell'Assemblea della S.N.A.M.-Progretti Milano ottobre-dicembre 1968).

« Donnons un exemple, celui d'Esso, qui occupait dans ses services de recherches des U.S.A. 6.000 chercheurs. Actuellement, il ne garde que 200 chercheurs chargés d'étudier et d'élaborer de nouvelles techniques et de nouvelles implantations. Tout le reste du travail (amélioration, mise au point...), Esso l'a confié à l'Europe, au Japon et à des sociétés comme la S.N.A.M.-Progetti. Les raisons sont claires : un projet mis au point à la S.N.A.M. revient trois fois moins cher, payé en dollars ; et il est amplement remboursé par l'achat que l'Italie doit faire des résultats de la recherche fondamentale effectuée aux U.S.A. ! »



• Les labos de recherche italiens après l'occupation du L. I. G. B.

Création d'un syndicat contestataire pour les travailleurs de la recherche en Italie

Ce texte, rédigé et traduit en français par des membres responsables napolitains du S.I.R.-C.G.I.C., présente la plate-forme politique et les objectifs immédiats de ce nouveau syndicat en Italie.

Il est urgent d'ouvrir un débat, dans Labo-Contestation *sur les syndicats des travailleurs de la recherche en France.*

Ce débat pourrait comporter, entre autres, une analyse critique de « l'orientation révolutionnaire » de la majorité du S.N.C.S. (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques, affilié à la F.E.N.) pendant deux ans.

Il pourrait ainsi rendre compte des récentes journées revendicatives organisées par des syndicats de travailleurs de la recherche (notamment celui des techniciens : S.N.T.R.S.).

Car la question commence à être posée clairement en France : est-il aujourd'hui possible de contester les structures sociales dans lesquelles nous sommes enfermés, avec tous les aspects de la vie quotidienne qu'elles entraînent, en utilisant une structure syndicale ?

Le contenu politique des objectifs et la gestion de base de la lutte ont conduit à une situation où des positions, d'avant-garde encore deux ans plus tôt, ont été généralisées aux autres centres du C.N.R.

Concrètement, alors que la lutte au L.I.G.B. paraît s'arrêter (les objectifs intermédiaires ayant été en grande partie atteints), se développe, parallèlement à une crise du syndicat autonome corporatif, la formation d'un syndicat puissant, affilié à la C.G.I.L. = (C.G.T.) et soutenu par les « Comités de Base » des différents laboratoires.

Extrait de programme du S.I.R.-C.G.I.L. :

« La ligne politique du S.I.R.-C.G.I.L. résume et généralise les objectifs de la lutte du L.I.G.B. et des autres centres de recherche (C.N.R., C.N.E.N., I.N.F.N. S.N.A.M...) :

— contestation de la structure de la société actuelle, de sa division du travail, de ses privilèges, de l'idéologie méritocratique par laquelle, sous prétexte de la compétence des experts, le pouvoir politique est délégué à une minorité ;

— refus de l'idéologie de la recherche basée sur des concepts commodes tels que « liberté créative et neutralité de la science ». Exigence d'une analyse approfondie de la fonction de la recherche dans la société capitaliste ;

— découverte de la classe ouvrière comme alliée naturelle.

Objectifs politiques immédiats du S.I.R.-C.G.I.L. :

— opposition à la rationalisation des centres de recherche,

— unification du traitement économique de toutes les catégories de personnel,

— abolition des rapports de travail instables (vacations, bourses...)

— diminution de l'évantail salarial,

— opposition aux heures supplémentaires de travail masquant les bas salaires et source d'exploitation et de discrimination,

— droit d'assemblée pendant les heures de travail. »

En décembre, un an après sa fondation, ce syndicat tiendra son premier congrès au cours duquel seront analysées les luttes de ces années.

Extrait du projet de thèse élaboré au L.I.G.B. :

« I. *Passage des luttes à contenu économique aux luttes à contenu économico-politique au L.I.G.B.*

Un fait important qui s'est dégagé de la lutte est l'impossibilité de résoudre les problèmes posés aux travailleurs de la recherche par des revendications purement économiques. On a découvert le lien indissoluble entre les contradictions vécues sur le lieu de travail par l'ouvrier, le technicien, le chercheur (division du travail, différences de salaires, contrôles horaires) et l'usage caractéristique de la science que la société capitaliste détermine par ses lois. Ces contradictions s'avèrent logiques et nécessaires pour le développement de l'économie capitaliste : on ne peut alors poser le problème spécifique des luttes économiques sans poser en même temps le problème stratégique de la démolition de la société capitaliste...

... Il n'y a pas de recherche et de science au-delà des classes, bonne pour tous ; la science et la culture dans la société capitaliste sont instruments d'oppression légalisée, laquelle a créé une division de rôles bureaucratique, autoritaire (mérites scientifiques arbitrairement distribués).

...(Au L.I.G.B.) le Comité de Base... représente l'unification de l'élément économique avec la politique, par le refus de la délégation, l'exigence de conduire la lutte personnellement...

2. *Le S.I.R.-C.G.I.L. Relation entre syndicat et organisations de masse.*

La conscience que la lutte économico-politique est posée sur le lieu de travail, mais ne peut être victorieuse qu'à un niveau de stratégie générale, représente la base du nouveau syndicat.

Les problèmes qui se posent concrètement, sont :

— l'unification pour une lutte de masse des travailleurs de la recherche,

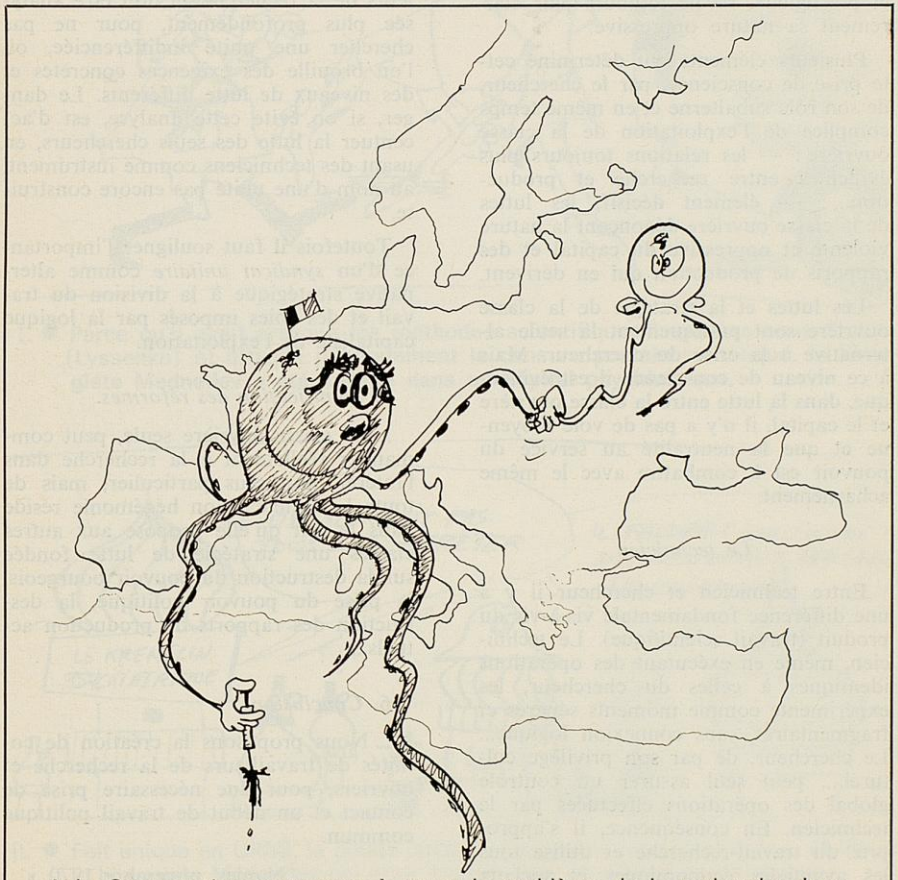
— la liaison avec la classe ouvrière...

... En résumé, le S.I.R.-C.G.I.L. est issu directement du Comité de base (qui réunit les aspects économique et politique des luttes) par une unité stratégique avec la classe ouvrière et par la conscience de l'impossibilité de résoudre les contradictions à l'intérieur d'un laboratoire.

3. *Analyse des rôles.*

... La recherche, comme activité autonome, est un produit typique de la division capitaliste du travail...

... On est parvenu à séparer, au nom de l'efficacité de la différenciation, les



Labo-Contestation commence à poser le problème de la recherche dans l'exploitation des pays du Tiers-Monde : cf p. 34, note (2), p. 10 et 11, ...

phases de recherche et d'application. Les dogmes principaux de l'idéologie petite-bourgeoise : liberté, autonomie, neutralité ont soutenu cette division artificielle du travail. Mais précisément ces dogmes sont à combattre puisqu'il est impossible d'imaginer une recherche libre d'un engagement social et des exigences d'application, neutre vis-à-vis de l'appropriation capitaliste du produit...

Le chercheur

... Cette division du travail, payée par le capital par les privilèges de salaire, la gratification illusoire d'un travail libre et prestigieux, révèle toujours plus clairement sa nature oppressive.

Plusieurs éléments ont déterminé cette prise de conscience, par le chercheur, de son rôle subalterne et en même temps complice de l'exploitation de la classe ouvrière : — les relations toujours plus évidentes entre recherche et production... ; — élément décisif, les luttes de la classe ouvrière dénonçant la nature violente et oppressive du capital et des rapports de production qui en dérivent.

Les luttes et la stratégie de la classe ouvrière sont pratiquement la seule alternative à la crise du chercheur. Mais à ce niveau de conscience il est évident que, dans la lutte entre la classe ouvrière et le capital, il n'y a pas de voie moyenne et que la neutralité au service du pouvoir est à combattre avec le même acharnement.

Le technicien

Entre technicien et chercheur il y a une différence fondamentale vis-à-vis du produit (travail scientifique). Le technicien, même en exécutant des opérations identiques à celles du chercheur, les expérimente comme moments séparés et fragmentaires, sans connexion logique... Le chercheur, de par son privilège culturel..., peut seul assurer un contrôle global des opérations effectuées par le technicien. En conséquence, il s'approprie du travail-recherche et utilise tous les avantages économiques et sociaux qui lui sont reconnus par le fait de gérer la recherche scientifique. Ainsi il exploite directement le technicien qui, de ce travail, n'obtient qu'un salaire plus bas et est aliéné, au moment même où la série d'opérations qu'il exécute prennent forme dans l'unité du travail scientifique.

Cette contradiction est sentie d'une manière dominante par le technicien et se traduit directement dans une exigence de promotion sociale et de refus de la division du travail.

Cette distinction de rôle ne doit pas être oubliée par un syndicat des travailleurs de la recherche, et doit être analysée plus profondément, pour ne pas chercher une unité indifférenciée, où l'on brouille des exigences concrètes et des niveaux de lutte différents. Le danger, si on évite cette analyse, est d'accentuer la lutte des seuls chercheurs, en usant des techniciens comme instrument, au nom d'une unité pas encore construite.

Toutefois il faut souligner l'importance d'un *syndicat unitaire* comme alternative stratégique à la division du travail et des rôles imposés par la logique capitaliste de l'exploitation.

5. *Signification des réformes.*

... La classe ouvrière seule, peut commander réellement à la recherche dans l'intérêt, non plus particulier, mais de toute la société... Son hégémonie réside dans le fait qu'elle propose aux autres classes une stratégie de lutte fondée sur la destruction du pouvoir bourgeois, la prise du pouvoir politique, la destruction des rapports de production actuels...

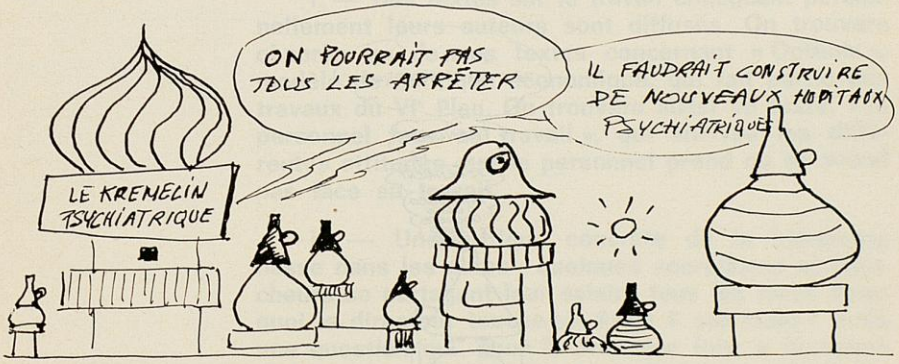
6. *Conclusions.*

... Nous proposons la création de comités de travailleurs de la recherche et ouvriers, pour une nécessaire prise de contact et un début de travail politique commun.

Naples, novembre 1970. »

Union Soviétique : début juin 70

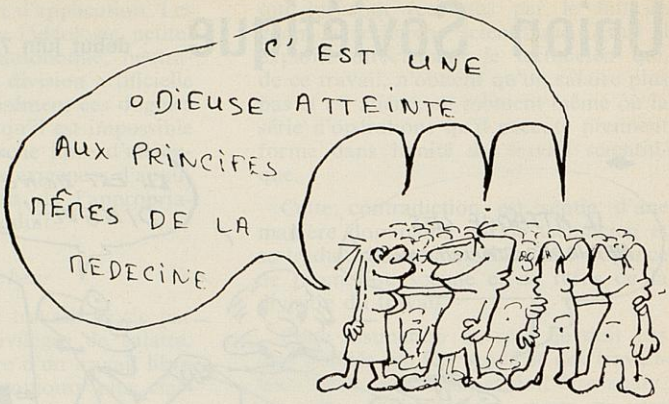
I. ● Parce qu'il avait critiqué les méthodes scientifiques imposées sous Staline (Lyssenko) et attaqué publiquement la censure postale soviétique, **le biologiste Mednedev a été interné dans un hôpital psychiatrique.**



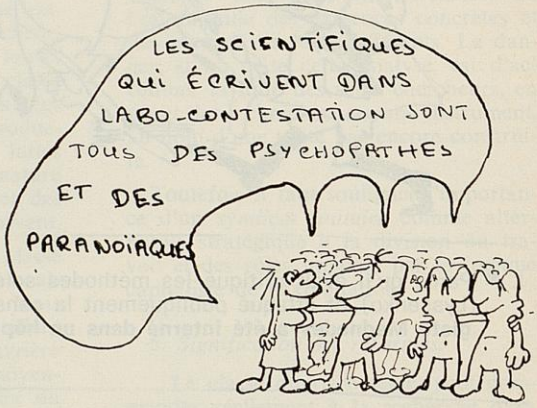
II. ● Fait unique en URSS, la police cède à la pression des scientifiques, et libère le biologiste Mednedev qui était interné dans un hôpital psychiatrique.

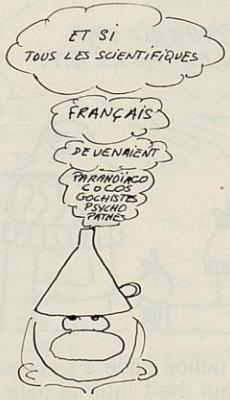
III. « Des chercheurs français dénoncent l'utilisation de la psychiâtrie à des fins coercitives. »

(Le Monde 19 juin 70)



IV. La plupart de ces chercheurs sont des patrons de recherche. Voici comment plusieurs ont réagi aux premiers numéros de L.C.





Au CEPREMAP la fête a duré longtemps !

Le CEPREMAP est le centre de recherche économique du Commissariat général du Plan (quarante personnes dont la moitié chercheurs). « Labo-Contestation » n° 2 relatait le début d'une crise interne qui y était survenue après que le directeur, M. BESSIERE, ait menacé de licencier la majeure partie du personnel : certains commencèrent à refuser de s'autofliquer, et une critique collective du travail est ébauchée. Après les vacances, la crise se développe :

I. — Des textes sur le travail engageant personnellement leurs auteurs sont diffusés. On trouvera ci-après un de ces textes concernant « Optimix », modèle de politique économique, qui fait partie des travaux du VIe Plan. On trouvera aussi un texte, « le personnel face au travail », qui analyse les différentes attitudes que le personnel prend ou ne prend pas face au travail.

II. — Une critique concrète de la hiérarchie passe dans les actes : quelques secrétaires et chercheurs se partagent leur salaire tous les mois. Pourquoi le directeur touche-t-il 8.000 F par mois ? Voilà une question qui, pour la première fois, a provoqué une vive réaction de sa part. On trouvera ici des documents sur ce partage des salaires et sur les réactions directoriales.

III. — Puis un événement nouveau surgit : Bessière refuse de titulariser une chercheuse D.L., qui travaille à l'essai depuis huit mois. B.L., auteur du texte sur « Optimix », exprime vigoureusement son indignation dans une lettre ouverte, placardée sur les murs. La non-titularisation de D.L. posait le problème de l'institutionalisation des gauchistes : on les tolérait et on les laissait faire, y compris la critique du boulot et le partage des salaires, mais à côté, les rapports hiérarchiques étaient fermement maintenus et les magouilles mandarinales continuaient de plus belle. Et après une fête sauvage avec vin et brochettes sur la pelouse de la boîte, le bureau directorial est « envahi » par une quinzaine de personnes du CEPREMAP et d'ailleurs qui exigent la titularisation de D.L. faute de quoi le scandale sera publiquement expliqué et dénoncé. B.L. est alors licencié, sur-le-champ, sans indemnité, sans préavis, pour la « faute grave » que constitue sa lettre. B.L. estime qu'il n'a pas à prendre plus d'égards envers son patron qu'envers n'importe qui, il le tutoie et lui affirme qu'il s'est « gouré dans ses CACALculs ». Le directeur, qui est là pour être respecté, ne l'entend pas ainsi... il licencie B.L. pour crime de lèse-majesté — mais il titularise D.L. !

I

Critique et refus du travail

OPTIMIX est un modèle qui veut simuler et résoudre les choix qui se présenteront au gouvernement au cours du VIe Plan, dans une période où personne ne peut savoir quels seront les effets de l'intégration au Marché Commun, et surtout dans une période où, depuis mai 1968, le gouvernement craint et ne peut prévoir les réactions de la classe ouvrière, des commerçants, des étudiants, des paysans. Les technocrates du Plan se rendent compte qu'il n'y a pas l'économie d'un côté, la politique de l'autre. Ils le savent si bien qu'ils ont inventé les « scénarios » décrivant des évolutions du climat politique qu'ils jugent plausibles ! (cf. *l'Idiot international* juin 1970, cassez le secret professionnel !) Et OPTIMIX a failli servir à chiffrer lesdits scénarios !

— Nous avons placé ce texte p. 77 à 81, dans la rubrique « pour une critique du contenu de l'activité scientifique ».

(OPTIMIX = DES MYSTIFICATEURS MYSTIFIES).

II

Des secrétaires et des chercheurs partagent leur salaire

Fin octobre, le texte suivant a été diffusé.

Pourquoi acceptez-vous les salaires que vous touchez ?

Depuis mai 1968 personne n'a osé réfléchir à la définition d'une grille de salaire bien qu'on en ait affirmé la nécessité. Parce qu'il n'y a aucune justification à dire que tel diplôme, telle ancienneté, telle fonction doit donner droit à un salaire et non à un autre. Si ce n'est une vague référence au « marché », à ce qui se fait ailleurs.

Nous ne pouvons pas, nous personnel, définir une politique de salaires d'ensemble — et même aucun sous-groupe du personnel ne l'a pu. Chacun peut évidemment individuellement essayer de se pousser et de dire je vaux plus que mon voisin ou mon travail est meilleur, donc payez-moi plus — ou bien, ailleurs on me propose un meilleur salaire, et en avant... du chantage si on peut le faire.

Mais quel critère y a-t-il pour dire : mon travail vaut mieux que l'autre ? aucun, à part la comparaison entre un tire au flanc et un bûcheur.

Et pour qui vaut-il ?

S'il n'a de valeur que pour nous — que pour soi — alors un tire au flanc ou un travailleur c'est absolument équivalent.

Si vous considérez qu'il a une valeur pour la société — il s'agit de la société capitaliste évidemment — et que votre travail vaut mieux que celui du voisin, alors très bien la hiérarchie des salaires ; mais soyez parfaitement cynique parce que ce n'est que le contenu idéologique qui peut intéresser la société. Et barricadez-vous derrière votre statut social, votre fric, votre travail et votre peur sans doute ! ! !

Dire que votre travail permet au CEPREMAP de continuer à vivre et que cela est une bonne chose parce que une trentaine de personnes en vivent avec 2 mois de vacances — c'est dire aussi que vous faites tourner le système. Mais si vous vous accommodez de cette situation contradictoire, au moins modifiez-le un peu dans la mesure du possible.

Redistribuons l'argent des salaires entre nous : tous le même salaire.

Enfin, si vous avez décidé de ne rien faire ou de faire autre chose en continuant à être payé, on peut aussi se partager l'argent qui arrive à la fin du mois sur votre compte-chèques, non ?

Enfin, dernière variante, si vous faites un travail que vous jugez utile à une société socialiste, vous êtes contre la hiérarchie des salaires : abolissez-la dans la mesure de vos moyens tout de suite, sans attendre le socialisme.

Et même si vous pensez qu'il est simplement agréable d'avoir de l'argent à dépenser, sans pour autant porter de jugement positif sur votre travail, vous pouvez limiter un peu votre parasitisme !

Accepter le salaire donné à chacun par la direction, alors qu'on peut modifier entre nous cette répartition des salaires, c'est en fait accepter dans la pratique la hiérarchie de la société — et ceci, même si on lutte contre la hiérarchie, si on fait des revendications anti-hiérarchiques. On sait très bien qu'on ne peut espérer par les revendications que gauchir un tout petit peu la hiérarchie, on sait aussi qu'une bonne partie du personnel a un comportement défini par le système hiérarchisé où chacun croit pouvoir profiter de ce système mieux que les autres — et qu'il n'y a donc pas de revendication de « masse » possible. Aussi, même si ce n'est que partiel, il faut réaliser ce que nous pouvons tout de suite.

Va-t-on laisser cette année la direction n'augmenter que ses bonnes têtes ? Va-t-on recommencer les mêmes revendications que l'année dernière, les mêmes discussions sur la hiérarchie et les pourcentages ? Cela, certainement pas !

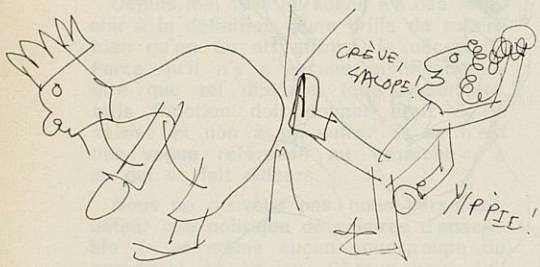
La répartition des salaires entre nous est une issue partielle qui ne résout pas tout, mais qui doit permettre de modifier plus profondément les rapports entre les gens. Et cela ne nous empêchera pas de nous battre pour élever notre salaire moyen.

les vrais
chercheurs
sont
tellement
désintéressés
qu'ils ne
savent
même
pas ce
qu'ils
gagnent
Henaux

M. Bessière, si vous voulez partager avec nous les 8.000 F que vous vous octroyez, nous les prendrons, ainsi que les 5.000, 3.500, etc. des grands chercheurs et grands chefs administratifs.

Il y a un gros gâteau à se partager au CEPREMAP : un salaire moyen de 2.400 F par mois, ce n'est pas si mal... Que tout le monde en profite. Et ceux qui touchent 3.000 F et plus seront un peu plus libres.

L., S., T., G., J., L., F.



ÊTRE DIRECTEUR, CROYEZ MOI, ÇA N'EST PAS TOUJOURS FACILE..

On partage les salaires du mois d'octobre mardi 3 novembre à 14 h 30, salle 130. TOUS CEUX QUI DESIRENT MANIFESTER CONCRETEMENT LEUR OPPOSITION A LA HIERARCHIE DES SALAIRES * PEUVENT Y VENIR. Amener le fric au-dessus de 2.000 F par mois pour la redistribution — de préférence en liquide —, au-dessous amener un porte-monnaie.

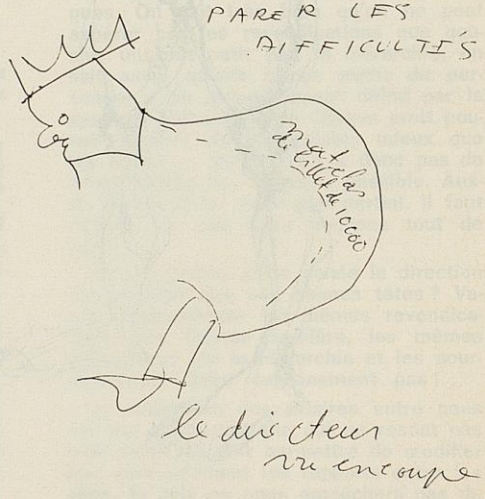
Il faudra aussi qu'on discute des représailles éventuelles contre ceux qui voient leur prostitution intellectuelle GRASSEMENT rémunérée, sans que leurs besoins soient supérieurs à la moyenne ! (On ne parle pas des faux besoins des pôvres cadres).

La Direction, se sentant visée par le terme de prostitution, réagit immédiatement par cette note au personnel.

---

* Et à la hiérarchie tout court aussi, bien sûr !

ENFIN, ÇA N'A PAS L'AIR FACILE, MAIS ON PEUT PARER LES DIFFICULTÉS



le directeur en encaisse

Note au personnel

Il est évident que chaque membre du personnel est libre de disposer de son salaire comme il l'entend, et d'accepter les cadeaux que d'autres veulent lui faire. Il est tout aussi évident que la Direction ne peut imposer à quiconque d'en faire autant.

Par ailleurs, il est évident que chacun peut accepter ou rejeter telle ou telle argumentation idéologique, quelle que soit sa forme (tract, affiche, essai...), et qu'en aucun cas la Direction ne peut engager le débat sur ce terrain.

Mais il est tout aussi évident qu'une argumentation perd de sa force dans la mesure même où elle utilise des termes injurieux (tel le mot de « prostitution », même s'il s'accompagne de l'adjectif « intellectuelle », et ceci pour ne citer qu'un exemple), que ces termes soient dirigés contre la Direction ou contre d'autres parties du personnel.

Le Directeur.

Ce qui valut à la Direction la réplique suivante :

On s'est partagé l'argent volé au mois d'octobre par les cadres intellectuels qui, eux au moins, savent qu'ils sont des prostitués. On l'a fait à 7, tant pis pour ceux qui ne sont pas venus.

Personne n'a rien reçu, personne n'a rien donné, ce n'est qu'un partage.

Il est répugnant de parler de cadeau — surtout quand ce terme vient de personnes gagnant des 8.000 F par mois qu'ils refusent toujours d'expliquer.

*
* *

Les sept personnes suivantes ont touché pour le mois d'octobre :

2.100 F

(plus une provision pour impôts sur les tranches supérieures).

Sur les feuilles de paie, les « salaires nets » étaient les suivants :

F	3.350 F
G	1.380 F
J	1.610 F
L	2.220 F
L	2.610 F
S	1.380 F
T	2.980 F

Voici également deux textes concernant les hauts salaires du directeur et de ses acolytes qui furent affichés à l'époque, sur les murs :

HALTE A LA CALOMNIE !

Et savez-vous ce qu'on a trouvé, Monsieur ?

Compte tenu de la proximité géographique et de la simplicité des procédures, le budget du Cepremap est la forme la plus efficace de subvention à l'Agriculture française ! Et le directeur de ce clapier, Monsieur B..., eh bien, croyez-moi, c't-homme-là, il ne les vole pas, ses huit mille francs (nouveaux) par mois !

Il y a des gens qui prétendent qu'on ne fait RIEN au Cepremap. Oui, vous m'entendez bien, selon ces calomniateurs, on n'y ficherait RIEN, rigoureusement RIEN (ou en tout cas, ajoutent les plus insultants, rien d'utile à personne).

Alors, là, je m'insurge !

Elever un lapin (*), c'est rien, ça, peut-être ?

Certains diront : « Un budget de deux cents ou trois cents millions (anciens) par an pour élever UN lapin, c'est cher ! Très cher ! Parfaitement. Même si c'est vraiment que des millions anciens, c'est cher ! »

Alors là, sur cette base-là, si vous voulez discuter, d'accord ! Discutons ! Entre gens de bonne foi, entre gens honnêtes, Monsieur, on peut toujours discuter ! Sur la base des chiffres. Faisons des calculs. Pour ça, au Cepremap, on est bien outillé ! Pour ce problème-là, nous avons un minimax regret en avenir aléatoire avec plans de préférence des agents révélés par la recherche décentralisée d'un programme efficace qui vous ira comme sur mesure ! (A côté on vous propose du bilan actualisé, mais non, Monsieur, c'est vieux jeu, çà !)

* Il y a un lapin qui vit sur l'herbe de la cour intérieure de l'immeuble.

LE MOT JUSTE.

C'est un CRIME de traiter le directeur du Cepremap de prostitué !

Un CRIME, parfaitement !

Un crime contre la langue française !

Allons, voyons !

Les chercheurs du CEPREMAP sont bien des prostitués, non ?

Oui ! oui ! Nous sommes tous des prostitués ! nous sommes tous...

Alors ? le directeur du CEPREMAP, c'est un ?...

.....

Allons, allons ! Ça commence aussi par pro (mais c'est pas prostichose, attention).

Un procureur,

un prostate,

un provocateur ? MAIS NON, MAIS NON, vous vous égarez !

Un prosquénette ?

Vous dites, monsieur, vous dites, voulez-vous répéter bien fort s'il vous plaît ?

Un PROXENETE ?

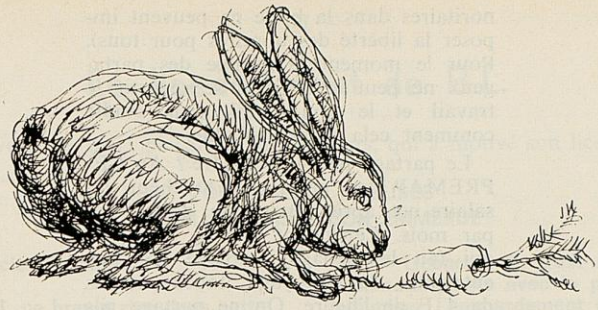
MAIS OUI, MAIS OUI, c'est cela même, un PROXENETE !

Et maintenant que vous avez trouvé LE MOT JUSTE, vous recevez le prix offert par la bonne lessive CEPREMAPUX : un paquet de bonne lessive CEPREMAPUX !

CEPREMAPUX, la lessive qui blanchit les consciences !

CEPREMAPUX, la lessive qui efface les sept taches terribles : prostitution, malhonnêteté, complaisance, ekksetéra, ekksetéra...

CEPREMAPUX, la lessive de la chance ! Monsieur B... nous écrit : « Dans mon paquet de CEPREMAPUX, j'ai eu la chance de trouver une rente de huit mille nouveaux francs par mois, avec bureau, mo-



LAPIN DU CEPREMAP REFUSANT DE PARTAGER SA CAROTTE

quette, secrétariat, sécurité sociale et treizième mois ! Quelle bonne surprise ! « Monsieur G... nous écrit : « N'ayant acheté qu'un demi-paquet de CEPREMAPUX, j'ai tout de même trouvé dedans une petite rentouillette de trois mille nouveaux francs par mois. Merci, CEPREMAPUX ! »

Dans le métro le soir, ça pue, les gens sentent la sueur, ils ont l'air triste, ils se plaignent de ne pas gagner assez d'argent pourquoi ? Parce qu'ils ne se lavent pas avec CEPREMAPUX ! Pardi !

Quel dommage, nous a confié Monsieur B..., qu'il n'y en ait pas pour tout le monde ! Quel dommage !

Mais dites-moi, qui c'est qui la fabrique, la bonne lessive CEPREMAPUX ? Et à qui c'est qu'on prend le pognon qui fait grossir les rentes et rentouillettes offertes en cadeau avec la bonne lessive CEPREMAPUX ?

JE NE PEUX PAS VOUS REPONDRE, JE VIENS DE ME LAVER LA CONSCIENCE AVEC !

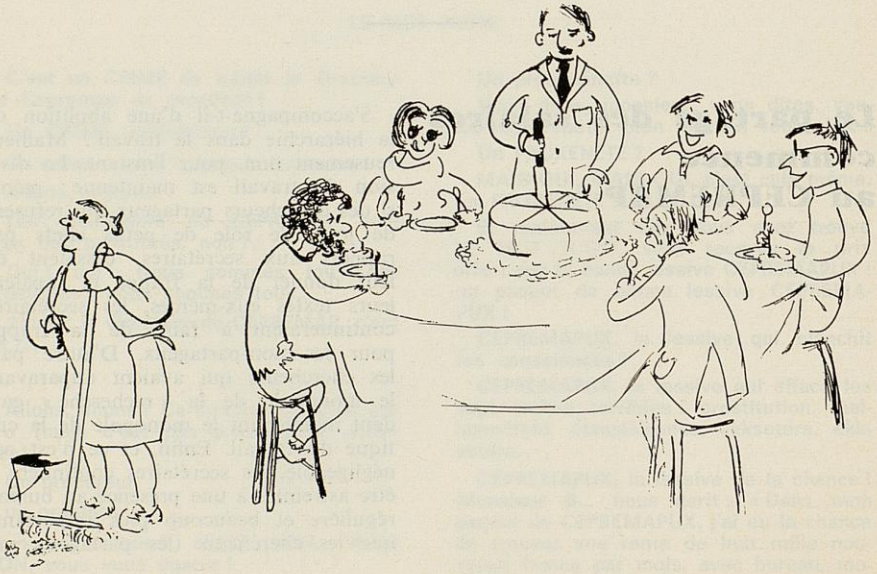
Le partage des salaires commence au CEPREMAP

S'accompagne-t-il d'une abolition de la hiérarchie dans le travail ? Malheureusement non, pour l'instant. La division du travail est maintenue : même si des chercheurs partageux qui refusent de jouer le rôle de petits chefs par rapport aux secrétaires, cessaient de leur donner de la frappe et tapaient leurs textes eux-mêmes, les secrétaires continueraient à faire de la frappe pour les non-partageux. D'autre part les chercheurs qui avaient auparavant le monopole de la « recherche » gardent maintenant le monopole de la critique du travail. Enfin, et ce n'est pas négligeable, les secrétaires continuent à être astreintes à une présence au bureau régulière et beaucoup plus importante que les chercheurs (les partageux mi-

noritaires dans la boîte ne peuvent imposer la liberté des horaires pour tous). Pour le moment le groupe des partageux ne peut et ne veut se répartir le travail et le non-travail mais étudie comment cela serait possible.

Le partage peut-il s'étendre ? Au CEPREMAP les partageux touchent un salaire net, après répartition, de 2.100 F par mois. Cependant que le personnel qui fait le ménage, employé par une entreprise de nettoyage, touche moins de 4 F de l'heure. On ne partage pas avec eux, on ne leur propose pas de le faire — de peur de faire baisser le revenu moyen en dessous du plus faible revenu des partageux. Ainsi pour l'instant, ce partage remet en cause partiellement, la hiérarchie à l'intérieur du CEPREMAP, petit parasite globalement privilégié — il ne va pas au-delà.

Pour que le partage puisse s'étendre, pour qu'on puisse appeler des gens de l'extérieur à partager avec nous, il faudrait vraisemblablement tenir compte des besoins (c'est-à-dire des personnes à charge), et surtout il faudrait envisager de modifier beaucoup plus profondément notre mode de vie.



III

Le licenciement de B.L.

Lettre ouverte de B. L. placardée sur les murs, qui a motivé son licenciement :

DEUX POIDS, DEUX MESURES
POUR MINIMISER SON EMMERDE

Monsieur Francis Bessière,

1. Mon pote T. ne branle rien dans cette boîte depuis au moins huit mois.

II. Après une timide menace de licenciement prospectif, vous lui assurez qu'il sera réintégré au CEPREMAP à la fin de son service militaire.

I' J'en branle encore moins que T. — c'est pas facile remarquez.

II' Pas de menace de licenciement, bien au contraire, l'ex-petit chef M. déclare que la Direction me considère comme récupérable (?) ; autrement dit, six mois de répit à 1 900 F (vu le partage et le départ de T.).

I'' D. L. TRAVAILLE depuis huit mois au sens le plus aliénant du terme — c'est son affaire — sous l'œil indifférent des petits chercheurs de son équipe, G. qui rédige le bouquin de Bénard, et M. qui lui, rédige sa thèse. C'est donc sur elle qu'a reposé jusqu'à maintenant l'étude Education et on la voit à longueur de journées remplir des tableaux statiques ; c'est son problème de supporter depuis si longtemps une telle exploitation.

II'' Il ressort clairement de vos déclarations aux délégués du personnel que vous n'avez nullement l'intention de la titulariser.

Autrement dit, vous vous réservez la possibilité de la licencier quand bon vous semblera (ou plutôt quand bon semblera à Bénard, le marxiste moderne).

Mais pourquoi ?

Pourquoi accorde-t-on la sécurité de l'emploi à deux chercheurs qui ne travaillent pas, bien au contraire ?

Pourquoi la refuse-t-on à un chercheur qui TRAVAILLE ?

Comment expliquer qu'il y ait pour vous deux poids, deux mesures. La seule explication logique est assez dégueulasse :

I. — Licencier T., c'est aller au-devant d'emmerdements avec le personnel. Pour minimiser l'emmerdement on assure à T. la sécurité de l'emploi (certes comme T. est un emmerdeur, il y a des emmerdes en perspective — quinze mois — mais avec une bonne actualisation vous êtes sans doute gagnant !)

II. — Ne même pas envisager de me licencier, ça prouve simplement que je ne vous ai pas emmerdé personnellement jusqu'ici ; l'affaire E., le coup du licenciement de la moitié du centre, ne m'ont pas amené à mettre en cause dans sa personne, l'auteur d'un bouquin à prétentions gauchistes, la règle de l'emmerdement minimum vous amène à m'octroyer une sinécure confortable. Rien faire, rien dire, ça coûte rien.

III. — Par contre, L., elle plaît à Bénard à cause de son amitié avec les gauchistes, lesquels, comme on le sait, n'ont pas soutenu Bénard dans sa lutte contre Tricot, et ont donc bien involontairement favorisé votre accession à la direction du centre. Entre directeur et directeur déchu, on se doit des égards ; solidarité de caste ; d'autant plus que Bénard est un emmerdeur puissant prof de fac mon cul et tout..., il en palpe comme CONseiller « scientifique » et vous fout la paix à ce titre ; solidarité intéressée ; solidarité de lâche. Pour éviter tout CONflit avec votre COMplice Bénard-le-marxiste-moderne, vous refusez de titulariser L., minimisant ainsi votre emmerde PERSONNELLE. C'est beau l'HONNETETE SCIENTIFIQUE ! ! moi je trouve ça DEGUEULASSE.

Tu t'es gouré dans ton KAKALCUL, Francis Bessière !

Je marche pas. ET y a pas que moi.

Faut recommencer les KAKAlculs et TITULARISER L.

Sinon les emmerdes risquent d'être MAXIMUM !

B. L.

Licenciement pour injure ? Voilà ce que certains ont répondu sur les murs :

MERCI, PAPA BESSIERE !

Grâce à vous B. EST DEVENU UN ETRE RESPONSABLE : si vous ne l'aviez pas licencié il serait toujours resté un gamin qui ne sait pas qu'on est quelquefois puni quand on dit à son papa ce qu'on pense. C'est pour cela, pour son bien et pour le nôtre, que vous l'avez licencié, merci, merci, c'est trop bon de votre part, quelle sollicitude !

Nous saurons désormais qu'il faut s'écraser, s'aplatir devant nos supérieurs, on peut tout juste leur murmurer quelques critiques abstraites, sans référence à leur personne. Heureusement, on peut dire merde à celui qui est en dessous.

On comprend maintenant ce que c'est que la hiérarchie. On croyait qu'elle était répressive, quelle erreur ! elle est compréhensive. VIVE LA HIERARCHIE ! ! !

Et une partie du personnel a envoyé au Conseil d'administration du CEPREMAP cette lettre qui explique pourquoi l'on demande la réintégration de B. L.

Paris, le 2 décembre 1970.

Monsieur,

Comme vous l'avez sans doute appris par M. Bessière, celui-ci a licencié B.L., délégué au Conseil d'administration, sans préavis, sans indemnité, pour « faute professionnelle grave ». Il nous semble utile de vous rappeler la signification de ce licenciement.

B.L. est licencié pour « le fond et la forme » d'une lettre ouverte dans laquelle il s'indignait sur le fait que M. Bessière refuse de titulariser Mme L. après 8 mois d'essai. Il faut noter que le personnel, unanimement, avait demandé à M. Bessière cette titularisation et n'avait pu obtenir aucune réponse, ni positive ni négative.

Qu'y avait-il de si outrageant quant au fond et à la forme de cette lettre ?

Est-ce :

- **la dénonciation du fait que M. Bessière agisse principalement pour ne pas contrer le désir probable de M. Bénard alors aux U.S.A. ;**
- **le fait d'écrire qu'il ne travaille pas depuis six mois ;**
- **le tutoiement du directeur et la forme violente du langage ?**

Ce n'est pas seulement cela.

Ce qui est reproché à B.L., c'est d'avoir affiché ce texte sur les murs et dans les parties communes des locaux CEPREMAP-CREDOC : c'est-à-dire d'avoir donné la possibilité à des gens extérieurs au CEPREMAP de savoir ce qui se passe ici.

Que B.L. ne travaille pas, certes cela importe peu au directeur du CEPREMAP, M. Bessière, et cela importe encore moins aux membres du Conseil d'administration et au Commissariat général du Plan, lequel, malgré toutes les sollicitations qui lui furent adressées par le personnel, n'a jamais pu ni voulu définir un programme de recherches pour le centre. Le rôle du CEPREMAP n'est-il pas tout entier dans l'apparence ? Comme d'ailleurs celui du C.G.P. ? Apparaître comme des individus de haute compétence qui préparent sur des bases « scientifiques » des décisions en vue du bien commun. Que les autres continuent à croire que des gens fort savants pensent pour eux, prévoient leur avenir, prennent pour leur compte les meilleures décisions. Quant à eux, qu'ils travaillent sagement et sans se poser de question ! C'est parce qu'il a compris cela que B. L. a abandonné ses études en cours.

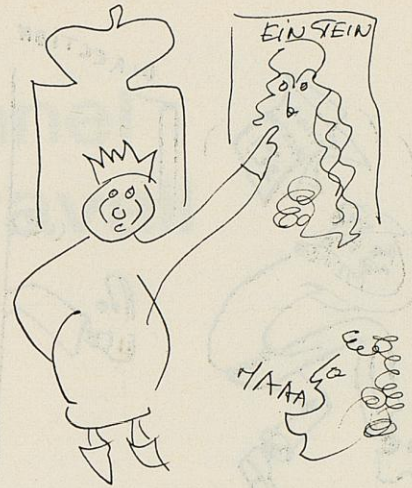
Quant à la forme de la lettre, elle importe peu : quand B. L. avait écrit : Montjoie crève, salope, nul n'avait jugé opportun de le licencier.

Nous estimons donc que, dans ces conditions, B.L. ne doit pas être licencié. Nous demandons sa réintégration.

Veuillez croire, Monsieur, à l'expression de nos sentiments distingués.

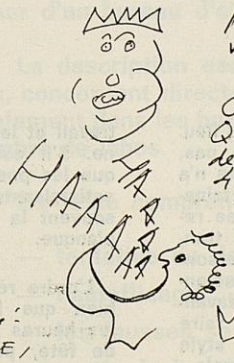
F.J., L.B., R.Z., L.B:

M'sieur l'Directeur! J'veux plus rien faire!
...
Bof! Reposez vous un peu, mon vieux! Vous êtes surmené!



M'sieur l'Directeur, j'en ai marre de faire ce boulot ignoble, pourri, déguenasse!
Dans la recherche il faut parfois avoir l'esprit critique, c'est bien mon petit, c'est bien!

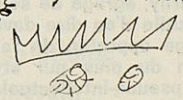
M'sieur l'Directeur, je veux partager mon salaire avec les secrétaires, ... et le VÔTRE, itou!
Je vôtre, vous êtes libre, (pauvre petit con), mais le mien, JAMAIS!



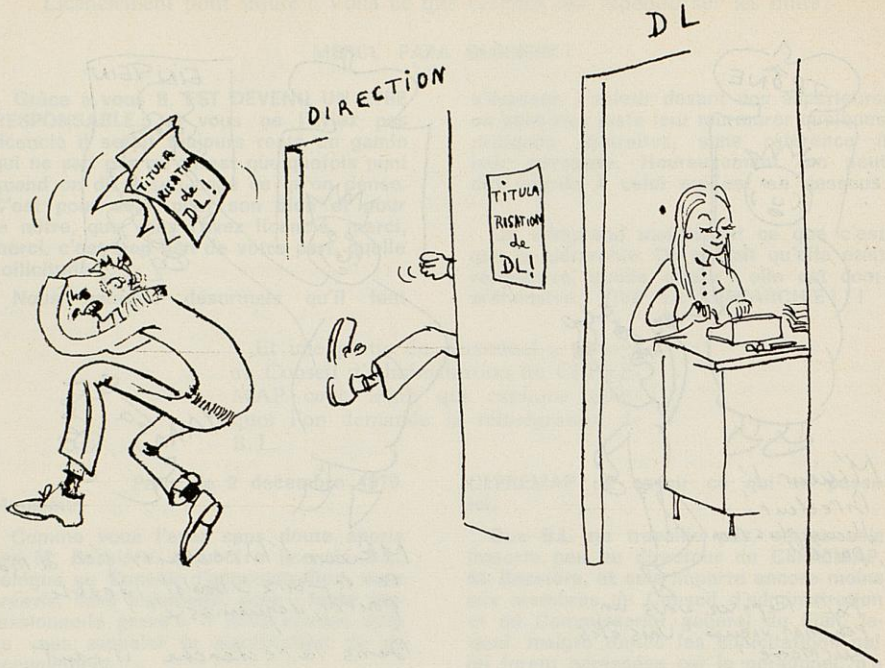
M'sieur l'Directeur, vous êtes un prostitué!

Oui! Oui! Scrunch! Miam! Que diriez vous d'une tartine de foie gras pour votre 4 heures, cher ami!

M'sieur l'Directeur, tout ce que je viens de vous dire, je l'ai AFFICHÉ dans tout le quartier!



DEHORS, SALOPARD!



La réintégration de B. L. n'a pas eu lieu. Mais la réaction du personnel n'a pas, non plus, été très ferme. La majorité n'a pas apprécié « l'injure » et a certainement été soulagée que l'ordre puisse revenir et que chacun puisse vaquer tranquillement à ses petits travaux personnels. Un dénommé Terny, agrégé de sciences économiques (inutile d'en dire davantage !...) a même jugé opportun de faire circuler une pétition du plus pur style fasciste contre les « pseudo-intellectuels » (sic) et leurs « méthodes totalitaires ».

Quant aux « gauchistes », ils n'ont même pas pu mener une action minoritaire d'éclat, sans doute parce qu'ils demeurent partagés sur l'attitude à prendre face au travail et les conséquences qu'elle entraîne. S'il est clair (voir l'essai ci-après) que les positions suicidaires ne sont pas satisfaisantes, leur refus masque trop souvent la volonté de ne pas perdre sa planque.

L'ordre règne au CEPREMAP, tant et si bien que les « gauchistes » récupèrent les heures perdues pendant les six mois de fête, pour achever leur rapport ils passent au bureau des samedis et des dimanches fébriles ! D'autres continuent à tirer au flanc. Mais ce n'est pas fini. Cet ordre apparent ne peut régner longtemps, ni au CEPREMAP, ni dans le secteur bureaucratique !

Le personnel face au travail

Ce texte fondamental a été rédigé par un chercheur d'un bureau d'études, où il a été diffusé.

La description esquissée, et les problèmes posés, concernent directement ceux qui travaillent non seulement dans les bureaux d'études, mais aussi dans nombre de labos.

Ce texte comprend quatre parties :

— tentative de description,
— l'autoflicage,
— les fausses solutions,
— sortir de la merde.

1 — Tentative de description

Une analyse superficielle du comportement des chercheurs du CEPREMAP, face au travail, nous révélerait en temps calme, deux catégories de chercheurs, l'élite et les autres.

L'élite, composée de chercheurs motivés et imaginatifs (?), les autres, routiniers et ayant toujours besoin de conseils...

Le mépris, plus ou moins discret, qui a pu régner à l'égard de certaines personnes, a été une conséquence de cette représentation.

L'appartenance au groupe des chercheurs d'élite n'a d'ailleurs pas toujours été basée sur les résultats des travaux, mais sur les présomptions de bons travaux que sont la possession de diplômes ou la multiplicité des contacts extérieurs (on a vu des chercheurs accéder à des postes de petit-chef sur cette unique base).

L'insertion sociale de ces chercheurs d'élite est sans doute une de leur plus importante motivation de travail.

Il y a le prestige des contacts extérieurs : par exemple, les contacts avec l'administration « active » qui procède aux mêmes inutilités ou gadgets idéologiques que le CEPREMAP, mais avec l'illusion de l'efficacité.

Il y a les quelques satisfactions sociales : Séminaire Malinvaud, thèse, congrès, la possibilité de faire carrière dans la hiérarchie universitaire par exemple. Mais l'un des directeurs ayant bien souvent dans le passé, limité ces satisfactions pour garder le meilleur morceau pour elle, et éviter ainsi une concurrence, pas mal de chercheurs sont désabusés sur ce point.

Il y a tout simplement le conformisme social qui veut que, placé dans une structure, on doit y briller...

Le facteur le plus souvent avancé par les intéressés, est évidemment le fameux intérêt du travail. Qu'en est-il réellement de cet intérêt ? Sans doute, il y a quelques rares specimens qui y croient fortement et se voient porteurs d'une mission sociale et civilisatrice, et dont l'adhésion aux modèles du spécialiste et à l'idéologie de la théorie économique est si forte qu'aucune brèche ne peut être décelée.

Mais la plupart justifient leur intérêt au travail par un jeu, une gymnastique de l'esprit, et parlent de l' « économie-footing qui a pour fonction essentielle de maintenir la bonne forme intellectuelle de ceux qui la pratiquent ». On voit alors ce que peut avoir de mystifiant par rapport à soi ce fameux intérêt du travail : le travail se trouve réduit à une simple occupation du temps mort. Cette absence de réelles motivations, en ce qui concerne les finalités de son travail n'est d'ailleurs pas incompatible avec une certaine réussite. C'est que le caractère formel du travail de recherche fournit un cadre bien rodé, et qu'il n'est guère nécessaire de réfléchir sur les concepts que l'on manie puisque personne ne le demande.

Les réactions face à l'économie de certains économistes joueurs ont d'ailleurs un caractère épidermique sympathique de cette incapacité. On affirme volontiers son dédain de la science économique ou l'intérêt secondaire qu'elle peut avoir, mais on est incapable de remettre en cause les modes de raisonnement que l'on pratique.

En fait, la plupart de ceux qui parlent d'intérêt du travail s'abusent tout bonnement, et leur lassitude ou leur aigreur traduisent bien un malaise face à la découverte du formel dans le cadre de recherche — et surtout de la recherche théorique qui a la réputation du séduisant — et face à la coupure de ce travail du réel, des autres...

Le système tel qu'il est, est frustrant, mais l'origine de la frustration dans une boîte où règne une fausse liberté, ce n'est pas le carcan hiérarchique, tel qu'on le perçoit habituellement, mais l'isolement, la routine des modes de pensée de l'économiste, le pointillisme peu enrichissant de raffinements ou pseudo-raffinements. L'irresponsabilité, ce n'est pas la direction et l'autorité qui

l'engendrent, mais tout le conformisme social et idéologique, qui fait que l'on doit, dans la recherche économique, se soumettre à des règles, des types de pensée.

Ceux qui, minoritaires, réussissent à se pénétrer des modes de raisonnement formels et réussissent à surmonter leur ennui face à leur isolement, resteront dans l'élite. Les autres seront les va-nu-pieds. Evidemment, ils ne s'avoueront pas plus leur malaise, mais toute une attitude de fuite en sera la manifestation et ne fera ensuite que le renforcer.

Ainsi, la recherche des sujets de recherche constitue l'activité essentielle de plusieurs équipes, ça a duré comme ça, pour certains, plus d'un an ! On essaie de mécaniser la recherche encore plus et on renfonce par là même l'origine de l'ennui en se soumettant au système de la recherche dans ce qu'il a de plus repoussant. Une équipe entière s'enfonce pendant deux ans dans le dédale des nomenclatures des qualifications professionnelles... D'autres s'adonnent aux régressions qui constituent peut-être le sommet de cette déviation bureaucratique. Le chercheur prend deux variables, les correlle dans tous les sens, il est presque content, son bureau regorge de listings, il affiche les résultats dont il est fier, l'ordinateur tourne, le bureau de calcul travaille, c'est presque un gros rendement. Quant à ce qu'il en sort, effectivement...

Face à la coupure du réel, des gens, on renforce encore son isolement ; et en s'isolant alors de la communauté scientifique, on supprime la dernière chose qui pouvait donner un brin d'enthousiasme au travail.

Autre élément de fuite observable chez les chercheurs comme les non-chercheurs, il y a la récrimination : les protestations issues du malaise face au travail s'expriment sur des détails futiles.

Ainsi, le secteur administratif (1) a fourni un exutoire facile au malaise que chacun ressent dans son travail. Côté direction, la fuite dans l'administratif permet d'éviter de participer au travail de recherche tout en restant la direction. Côté personnel, chercheurs comme non-chercheurs, le secteur administratif four-

(1) Le développement de ce secteur en nombre absolu et en importance relative est particulièrement frappant d'une sénilité de l'institution où tous les « efforts » (!!) se tournent vers l'« organisation ». Pour coordonner deux petits-chefs, on nomme un super-petit-chef. Les deux petits-chefs revendiquent chacun une secrétaire. Pensez, un petit-chef sans secrétaire, c'est inimaginable !... et comme il faut que leurs secrétaires travaillent tout au long de la journée, elles recopient, tapent en triple exemplaire, font et distribuent des circulaires, etc. N'importe quel détail fait l'objet d'une circulaire. Castelain et Peters, les deux petits-chefs, pendant une longue période ne se parlaient pas mais correspondaient par lettres.

nit un sujet facile de récrimination. L'ennui dans le travail ne débouche pas sur une remise en cause de ce travail, mais sur une récrimination à l'égard de la circulomanie, de la bêtise et des tracasseries du secteur administratif. En général vrais, ces divers prétextes n'en constituent pas moins de faux ennemis. Et bien maigres sont les victoires qui ont permis progressivement au cours de l'année 1969-1970 la mise au pas des paperassiers.

Les récriminations au sein du personnel constituent aussi un dérivatif à l'ennui ou à la frustration dans le travail. Ainsi les non-chercheurs accusent plus ou moins inconsciemment les chercheurs « d'en prendre bien à leur aise, d'avoir les horaires les plus souples, de ne pas trop travailler et de contribuer à bousiller la boîte ». Cela sans remettre en cause leur propre travail, leur rôle d'exécutant.

Sans doute, de temps à autre, des récriminations naissent sur le travail fourni par tel ou tel chercheur : exigences sans fin d'un chercheur d'élite à l'égard de « sa » secrétaire, foisonnement de signes mathématiques, écriture particulièrement (sinon volontairement) dégueulasse, etc., absence de réflexions préalables du commandeur de régressions ou de calculs, etc. Mais jamais ces récriminations ne sont abordées de front, exprimées clairement et à haute voix et jamais elles ne remettent en cause le rôle d'exécutant.

Admettant en général les inégalités culturelles, les secrétaires sont dépendantes. L'attitude face aux chercheurs « gauchistes », à la fois d'écoute respectueuse et de méfiance devant leur dénigrement verbal de la hiérarchie intellectuelle, montre bien l'infériorisation engendrée par les « inégalités intellectuelles » (2).

(2) Cependant, depuis que quelques chercheurs sont passés un petit peu à l'acte, certaines secrétaires sont parmi les spectatrices les plus favorables. C'est qu'elles ont moins d'intérêt en jeu que pas mal de chercheurs. Mais elles restent spectatrices et cette écoute favorable n'empêche pas la dépendance.

2 — L'autoflicage

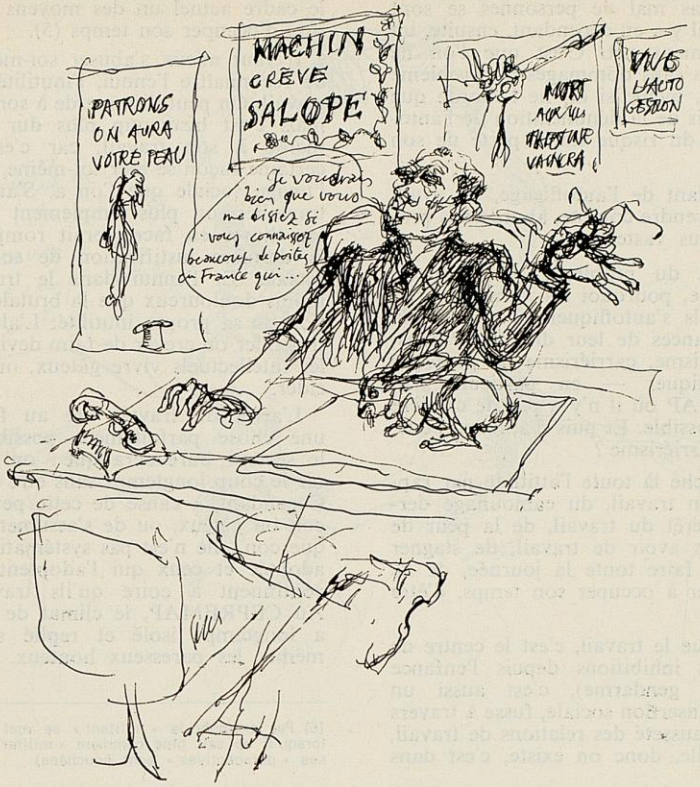
Malgré cet ennui, tous ces gens travaillent. Peut-être pour les secrétaires ou les programmeurs, faut-il tenir compte de l'existence du supérieur hiérarchique ou plus simplement du fonctionnement de la boîte. Refuser ouvertement un travail donné par un chercheur, reviendrait à une très grosse provocation, et c'est un pas bien difficile à franchir.

Mais déjà, pour les non-chercheurs, l'explication n'est guère satisfaisante : il n'y a qu'à voir leurs récriminations lorsque, et cela arrive souvent, les chercheurs ne leur donnent pas de travail !

Et pour les chercheurs, c'est de toute façon totalement différent. Depuis deux ans, nous vivons dans un climat d'autogestion. Sans doute, des raisons particulières expliquent ce climat : crise de direction pendant un an, « absence » de Bessière, etc. Mais essentiellement, l'autogestion prend sa source dans l'idéologie de la recherche ; idéologie que les chercheurs s'empressent de développer face à la direction, au secteur administratif ou aux bailleurs de fonds (3). Le chercheur est maître de sa destinée, lui seul est capable, lui seul comprend.

Concrètement, dans la boîte, depuis près de deux ans, les chercheurs décident des sujets de recherche. Ces sujets sont en général, acceptés par la direction bien contente de trouver un subordonné qui propose quelque chose et par le bailleur de fonds, le Commissariat au Plan, qui, incapable de proposer des finalités à la boîte, en attend plus une diffusion idéologique qu'un rôle concret.

(3) Et, si jamais les choses changeaient, face aux masses...



Nous sommes bien loin des analyses sur les cadres intellectuels dont l'esprit d'initiative est brisé par la direction ou les bailleurs de fonds.

A quoi cela servirait-il ? Les chercheurs ont un supérieur hiérarchique bien plus puissant : leur autoflic. Ils tiennent compte en permanence de contraintes implicites : « L'image de marque passée du CEPREMAP, la nécessité de la survie de la maison, les désirs potentiels et inexprimés du Plan, le fantasme d'Ulmo raconté par Moustacchi, les méthodes ascientifiques de la littérature économique internationale, l'opinion que Malinvaud aurait si, par hasard, il lisait notre travail, etc. »

Voilà donc une boîte qui arrive à tourner, alors que personne ne lui demande rien, ni la direction de l'intérieur, ni les bailleurs de fonds !

Il a fallu quasiment deux ans de fausse autogestion pour qu'un chercheur se résigne enfin à dénoncer son autoflicage. Et encore, cela n'a été rendu possible que par la conjonction d'une provocation particulièrement stupide de la direction et d'un retour de vacances angoissant (4). Mais cela a ouvert une période de flottement de deux mois, et si depuis les comportements face au tra-

(4) La révolution se fera un lundi !

vail de pas mal de personnes se sont modifiés, il y a eu cependant, ensuite, un ressaisissement net. C'est que l'on ne touche pas sans dommages au problème du travail, même si on ne l'aborde que par le biais de la dénonciation de l'autoflicage et du risque de la perte de son emploi.

En parlant de l'autoflicage, on avait, sans s'en rendre compte, abordé des problèmes plus vastes.

Au-delà du problème de la survie alimentaire, pourquoi les « travailleurs » intellectuels s'autofliquent, vont au-delà des espérances de leur direction ? L'aspect arrivisme, carriérisme ne peut pas tout expliquer — en particulier au CEPREMAP où il n'y a pas de carrière interne possible. Et puis d'ailleurs, pourquoi le carriérisme ?

On touche là toute l'attitude par rapport à son travail, du camouflage derrière l'intérêt du travail, de la peur de de ne pas avoir de travail, de stagner sans rien faire toute la journée, de ne pas arriver à occuper son temps, d'être inutile.

C'est que le travail, c'est le centre de toutes les inhibitions depuis l'enfance (peur du gendarme), c'est aussi un moyen d'insertion sociale, fusse à travers toute la fausseté des relations de travail, on travaille, donc on existe, c'est dans le cadre actuel un des moyens les plus sûrs d'occuper son temps (5).

Il vaut mieux s'abuser soi-même que de reconnaître l'ennui, l'inutilité de son travail. On peut dire merde à son patron, mais c'est beaucoup plus dur de dire merde à son travail, car c'est d'une certaine façon se nier soi-même, détruire l'image sociale que l'on a. S'arrêter de travailler, ou plus simplement regarder les choses en face, serait rompre avec la dernière justification de son utilité sociale. Et l'ennui dans le travail est moins douloureux que la brutale révélation de sa propre inutilité. L'alternative travailler ou crever de faim devient pour les intellectuels vivre gâteux, ou se suicider.

L'arrêt du travail tire au flanc est une chose parfaitement possible dans le secteur bureaucratique : on peut tenir le coup longtemps sans être inquiété. Cependant, à cause de cette peur d'être con ou gâteux, ou de s'assumer en tant que con, elle n'est pas systématiquement adoptée et ceux qui l'adoptent en fait continuent à coire qu'ils travaillent... Au CEPREMAP, le climat de la boîte a longtemps isolé et replié sur eux-mêmes les paresseux honteux.

(5) Par exemple le « militant » se met au travail lorsqu'il ne sait plus comment « militer » (lorsque ses « perspectives » sont bouchées).

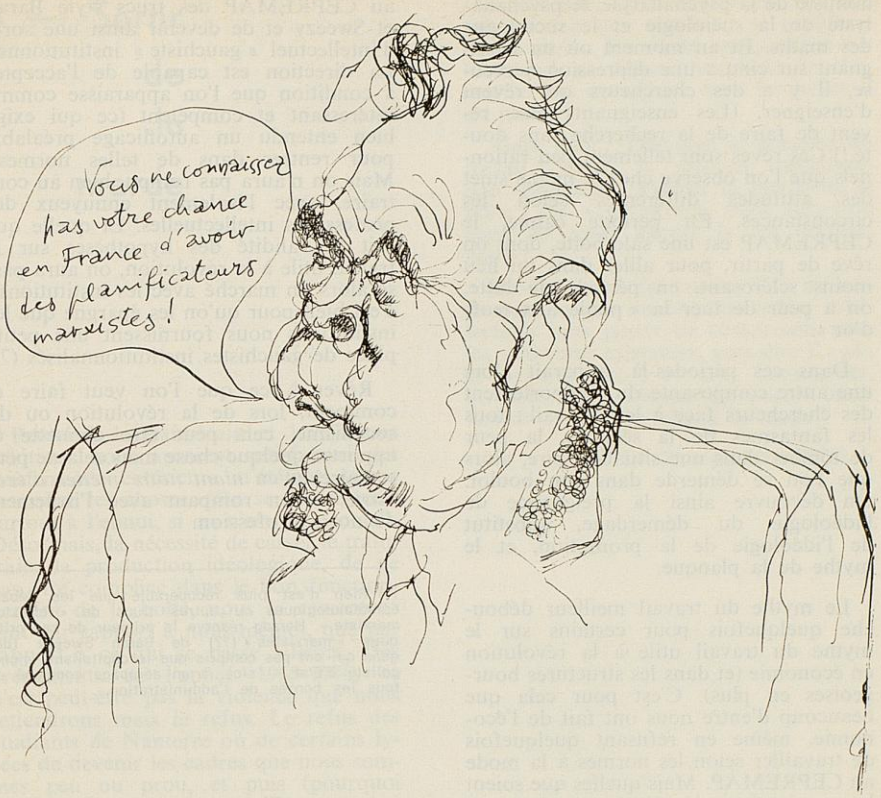
3 — Les fausses solutions

C'est tout cela qui explique les comportements de fuite que nous avons déjà tenté de décrire, qui explique aussi que l'on développe des mythes, des fausses solutions face au malaise que l'on ressent.

Il y a le démerdage, le moindre mal, le mi-temps par exemple, on ne fait alors que repousser d'un cran les problèmes. Il y a les fausses solutions « politiques » qui ne touchent pas à son travail mais permettent de se donner une raison de vivre grâce à l'utilité (?) du « militantisme ».

C'est, par exemple, le « militantisme » à l'extérieur de sa boîte (à la porte des usines ou autres), le militant transforme la coupure travail-loisir du jeune cadre en coupure travail-militantisme.

Il y a encore le « militantisme » intérieur qui ne pose pas le problème de son propre travail. On attaque alors exclusivement les ennemis extérieurs à son autoflicage : le patron ou les financeurs. Et ces luttes, même si elles sont antihiérarchiques ou antiautoritaires, ne peuvent pas être totalement satisfaisantes dans notre secteur, car elles négligent



l'autoflicage, l'adhésion au conformisme social, le rôle idéologique ou social du cadre. Des solutions militantes qui ont sens dans le milieu ouvrier ou petit employé, deviennent des alibis et donnent le paternalisme revendicatif des cadres par rapport aux pôvres secrétaires, ou simplement sont une manifestation de l'idéologie des spécialistes (le pouvoir au chercheur).

Elément important de cette fuite face au problème de son travail, il y a le mythe du travail meilleur. Beaucoup de chercheurs sont conscients de leur ennui dans leur travail. Alors, ils essaient de le réformer, ou pensent un jour arriver à le réformer. Cette mystique est très forte dans un centre où règne une soi-disant « liberté ».

Chacun, successivement, a fait peu ou prou une expérience de réforme de son travail, et pourtant ce mythe resurgit éternellement, comme si les gens oubliaient leur expérience passée. C'est qu'en vérité cette perspective de réformer son travail constitue bien plus un espoir imaginaire qui permet de tenir le coup qu'un projet réel. Et cela ne débouche en général que sur des projets plus ou moins vagues de nouveaux sujets de recherche ou sur des récriminations intracatégorielles — placé sur une étude qu'on appelle du charbon, on voudrait être à la place de celui qui est sur une autre, jugée plus noble.

Le rêve d'un autre métier de spécialiste est assez proche de ces illusions. Le matheux veut faire de l'économie, l'éco-

nomiste de la psychanalyse, le psychanalyste de la sociologie et le sociologue des maths. Et au moment où un enseignant sur cinq a une dépression nerveuse, il y a des chercheurs qui rêvent d'enseigner. (Les enseignants eux, rêvent de faire de la recherche sans doute !) Ces rêves sont tellement peu rationnels que l'on observe chez le même sujet des attitudes différentes selon les circonstances. En période calme, le CEPREMAP est une sale boîte, dont on rêve de partir, pour allller dans un lieu moins sclérosant, en période de lutte, on a peur de tuer la « poule aux œufs d'or ».

Dans ces périodes-là, apparaît alors une autre composante du comportement des chercheurs face à leur travail : tous les fantasmes de la sécurité, la peur de tomber dans une situation pire, alors que l'on se démerde dans son boulot. On découvre ainsi la preignance de l'idéologie du démerdage, substitut de l'idéologie de la promotion, et le mythe de la planque.

Le mythe du travail meilleur débouche quelquefois pour certains sur le mythe du travail utile à la révolution en économie (et dans les structures bourgeoises en plus). C'est pour cela que beaucoup d'entre nous ont fait de l'économie, même en refusant quelquefois de travailler selon les normes à la mode au CEPREMAP. Mais quelles que soient les motivations à priori, ce n'est pas une rupture (6).

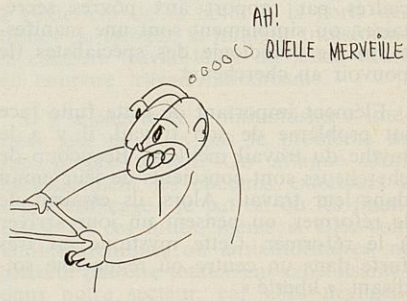
Evidemment, la croyance d'un travail utile à la révolution est entretenue par le marxisme, mais sans rentrer dans le débat consistant à savoir s'il faut ou non une théorie révolutionnaire, remarquons que l'action révolutionnaire dépend de domaines irréductibles et incommensurables parmi lesquels l'économique n'est sûrement pas le plus important.

Pour se distraire (?), rien n'empêche un individu (ou deux, pas trop) de faire au CEPREMAP des trucs style Baran et Sweezy et de devenir ainsi une sorte d'intellectuel « gauchiste » institutionnel. La direction est capable de l'accepter à condition que l'on apparaisse comme intéressant et compétent (ce qui exige bien entendu un autoflicage préalable pour rentrer dans de telles normes). Mais on n'aura pas rompu, bien au contraire, avec l'isolement ennuyeux des professions intellectuelles. Et quelle que soit la validité des hypothèses sur le travail utile à la révolution, on aura passé alors un marché avec les institutions : c'est bien pour qu'on les épargne que les institutions nous fournissent une petite place de gauchistes institutionnalisés (7).

Rêver à ce que l'on veut faire et comment, lors de la révolution ou du socialisme, cela peut être chouette et apporter quelque chose mais cela ne peut se faire qu'en *niant notre métier d'économiste,* et en rompant avec l'isolement de notre profession.

(6) Cela donne alors un autoflicage rusé : on fait des travaux bien vus dans le milieu tout en restant dans un domaine pas trop mouillant idéologiquement. C'est encore plus pénible que l'autoflicage simple : on se rajoute des contraintes sans vraiment s'amuser.

(7) Rien n'est plus récupérable que les débats épistémologiques ou autres trucs de « reflexion marxiste ». Herzog réserve la primeur de ses critiques « marxistes » (??) de Baran Sweezy (des gens qui ont pas compris que le capitalisme monopoliste d'Etat — sic), à un aéropage composé de tous les bonzes de l'administration...



4 — Sortir de la merde

Peut-être le train-train et les fausses solutions nous auraient satisfait si des événements extérieurs n'étaient venus brusquer les choses. (On se fait à tout, surtout à l'ennui, si on n'est pas secoué). Désormais, la nécessité de casser le train-train, la production idéologique, de ne pas être complice dans le bon fonctionnement de la boîte, nous la ressentons tant par rapport à nous-mêmes, que par rapport à ce qui se passe ailleurs. Des événements de l'année 1969-1970, ce n'est peut-être pas la violence que nous retiendrons mais le refus. Le refus des étudiants de Nanterre ou de certains lycées de devenir les cadres que nous sommes peu ou prou, et puis (pourquoi pas ?) le refus des vieilles couches moyennes de la réorganisation sociale qu'on leur impose au nom de la rationalité économique que nous sommes censés développer. Comment casser le train-train, et arriver à tenir le coup sans avoir trop honte de son ennui et de son rôle ? Il n'y a sûrement pas de solution magique — ou de ligne politique —, ou s'il y en a, nous ne les connaissons pas. Nous avons dit ce que signifiait pour nous la solution de la réforme du travail, ou les solutions dites militantes.

Comment s'en sortir alors ? En tirant au flanc, ou en arrêtant le travail de façon provocatrice ? C'est séduisant. Mais le refus de travailler sans plus est très chargé affectivement, on sent la connerie des positions niant tout travail et la quasi-inévitabilité du travail pour s'assurer une survie honorable fait que cela ne fait que repousser le problème de six mois... En vérité une position sur le travail, ça dépend vraiment de chacun (et des conditions dans lesquelles il est placé).

Alors quoi ? Dénigrer le contenu du travail ? Briser la relation spécialiste-non spécialiste ? Publier la merde de la boîte ? etc. C'est sympa, mais aura-t-on envie de jouer encore le jeu préliminaire ?

Est-il possible (et comment ?) de mener une longue marche des cadres intellectuels sans passer de compromis avec les structures existantes, sans être l' « alibi contestataire », et sans s'emmerder, ou faut-il se contenter du suicide intellectuel de plus en plus à la mode ?

Le 20 septembre 1970.

?

Pour une critique du contenu de l'activité scientifique

Le texte suivant, rédigé par un chercheur parisien, ouvre une nouvelle rubrique pour les prochains numéros de « Labo-Contestation » et en même temps constitue un des premiers textes de cette rubrique.

Ainsi, dans chaque discipline, des chercheurs pourront remettre en cause, s'il le faut en termes très techniques (*), le contenu de leur activité scientifique.

Dans ce numéro de « Labo-Contestation », plusieurs textes peuvent être rangés dans cette rubrique :

— Tout d'abord, le texte suivant, rédigé par B.L. (CEPREMAP) et intitué :

« Optimix » = Des mystificateurs mystifiés.

B.L. y montre l'aspect mystifiant des mathématiques qu'il utilise pour un travail dont le seul but est de l'insérer dans les structures sociales actuelles tout en donnant un aspect pseudo-scientifique « a posteriori » à des projets de planification qui restent capitalistes.

— Certains passages de textes rédigés par les camarades de Naples et qui essaient de dégager les aspects idéologiques d'un travail en génétique moléculaire. Tout n'est pas très clair dans leurs affirmations et il serait bon qu'un débat soit ouvert à ce sujet dans « Labo-Contestation ».

— Enfin, certains textes des enquêteurs dans le dossier suivant sur les sondages et qui remettent en cause la nature et la signification politique de leur travail (« Les Français aiment les flics... ou, comment un sondage fabrique une popularité à la police » — « Comment sommes-nous devenus bidonneurs ? » — « Les enquêteurs accusent »).

(*) Tant pis si ces articles ne sont pas lus par tous ! Il faut qu'il y ait un lieu où ce type de critique puisse être faite, où des polémiques puissent être engagées à ce niveau. Ce lieu peut être désormais, entre autres « Labo-Contestation ».

Pour une critique du contenu de l'activité scientifique

Nous vivons tous sous la dictature d'une idéologie productiviste et techniciste.

J'appelle dictature techniciste ce mensonge permanent qui vise à masquer l'inutilité flagrante de millions d'emplois (dans la publicité et le secteur de vente, les assurances et la banque, dans les industries d'armement mais aussi dans les industries de masse ou de pointe (automobile, Concorde...), dans el secteur bureaucratique, étatique et privé, mais aussi, réfléchissons-y, dans l'école et la recherche. Pas la moindre critique de ces fonctions dont la nécessité est présentée comme une évidence. Ne comptez pas sur les syndicats pour amorcer cette critique des faux travaux : il faut défendre ses adhérents et la stabilité de l'emploi : la C.G.T. réclame la construction d'avions de tourisme et d'affaires (sic) et F.O. un avion volant à **Mach 3 !**

J'appelle dictature productiviste ce fait : que nos vies soient entièrement soumises aux impératifs de la croissance économique (ici comme en U.R.S.S.), et que depuis 25 ans, le progrès technique n'ait pas réduit d'un chouïa la durée moyenne du temps de travail. Oui, je sais, le productivisme et l'organisation hiérarchisée de la société sont historiquement liés dans nos sociétés à la propriété privée des moyens de production. Mais ils peuvent très bien survivre à cette dernière, et une critique révolutionnaire ne peut pas être, aujourd'hui, limitée à la dénonciation du profit et de la misère. En septembre 1969, à Turin, devant les grilles de la F.I.A.T. en grève sauvage, un ouvrier interpelait devant moi un étudiant : « Révolution, d'accord ! mais ce qui m'intéresse moi, tu vois, c'est ça : est-ce qu'après la révolution, je passerai encore 8 heures par jour derrière ces grilles ? »

Et c'est ça **la** question. Et ce qu'on commence à comprendre de mieux en mieux, c'est que la crise qui travaille nos sociétés branlantes offre à la révolution une cible autrement fascinante qu'un socialisme raisonnable avec escale dans les Démocraties rénovées et autres Programmes de Transition : l'objectif aujourd'hui c'est le communisme, c'est-à-dire la fin de la division du travail, de la séparation, de l'esclavage au travail, de la famille, ce moment dont parlait Marx où je pourrai « faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, chasser le matin, pêcher l'après-midi, pratiquer l'élevage le soir, faire de la critique après le repas selon mon bon plaisir sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique ». (Marx, « L'Idéologie allemande »).

Car notre société branle sur ses piliers essentiels : il paraît de plus en plus abérrant d'accepter une organisation sociale hiérarchisée et rigide visant à l'accumulation des biens et des services marchands. Pourquoi pas un partage égalitaire des tâches vraiment indispensables à la survie, ce qui permettrait une colossale réduction de la durée

du travail par suppression des faux emplois ? Pourquoi pas 4 à 5 heures de travail par jour et 2 000 F pour tout le monde ? A travers la révolte ou le scepticisme de la jeunesse, à travers les grèves sauvages et l'absentéisme qui se généralise, ce sont ces espoirs qui sont posés. Mais pour faire mûrir cette crise, il faut que chaque groupe social fasse devant les autres la critique de son travail. L'ouvrier qui passe son temps à faire de la perruque, l'employé qui s'emmerde, le prof qui ne fait en vérité que sélectionner sur des acquis culturels familiaux... Dans cette mise à nu de la division du travail, nous avons, scientifiques, un rôle spécial à jouer, parce que la société hiérarchique productiviste nous porte au pinacle de ses valeurs devant les masses :

« Le progrès, c'est la technique, il n'y a de solution que technique, pour trouver une solution technique, il faut être compétent, et l'inégalité n'est qu'une inégalité de compétence. La justice ? Nous corrigerons ça demain. Si vos enfants travaillent bien, ils seront les compétents de demain. »

Le scientifique, c'est le fond idéologique du pouvoir, ou son côté pur, le moine mendiant d'une église corrompue. Il trouve parmi nous des théologiens pour parler de l'ascèse. Pour nous faire oublier le cancer de nos vies quotidiennes, on nous désigne la noble conquête de la recherche médicale. « A ça disent les gens, il faut tout sacrifier. »

S'accrocher à la survie jusqu'à ce que tout s'ensuive.

Il faut donc parler clair et haut sur notre pratique professionnelle. Faire la critique de notre production, mettre en regard son intérêt et son coût social. Pour nous, 700 heures de grosse calculatrice = 4 articles. Mais c'est aussi combien d'heures de câblage pour une fille de 20 ans payée au Smig ? + combien d'heures de perfo, d'opérateurs ? Je vois d'ici le socialisme P.C.F. : davantage de perfos, davantage de machines pour les bons scientifiques, agents du développement des forces productives, bâtisseurs des assises technologiques du communisme. Non merci, vraiment !

Je n'appelle pas ici à un hara-kiri moraliste. Se dénoncer, c'est aussi se libérer : de la routine de nos vies, de la concurrence, du sacrifice au travail. Non mais les gars, vous vous voyez après trente ou quarante ans de ce train-train ?

Ouvrons donc dans « Labo-Contestation » une autre rubrique, où ne seraient pas seulement visés les méfaits les plus scandaleux du rapport hiérarchique — car on peut n'y voir que des déformations malheureuses d'une activité fondamentalement neutre et libératrice. **Passons à la critique du mode de production des connaissances et des « connaissances produites. »** Analysons ce qui commande ou « commandite » notre production scientifique, essayons d'apprécier les méfaits de la division hiérarchique du travail, sur la production elle-même (un exemple : si vous donnez à un chercheur des perforatrices, il y a toutes chances que ses calculs sur ordinateur soient plus cons que quand il devait taper ses cartes).

OPTIMIX : des mystificateurs mystifiés

I. - La recherche mathématique administrative

Après avoir honorablement participé aux événements de mai-juin 1968, MM. G., L., M., partirent se reposer une semaine dans le golfe de Saint-Tropez sur le conseil de leur direction qui leur accorda à cet effet un congé sans solde, exceptionnel — il fallait permettre à ces jeunes esprits de se calmer afin qu'ils envisagent de manière plus sereine la poursuite de leurs activités professionnelles — c'est dans ces eaux thermidoriennes que naquit le projet Optimix III, projet qu'ils développeront et poursuivront pendant presque deux années et sans graves crises de conscience.

Optimix, on le voit, a commencé sous le signe de la capitulation et du compromis ; l'ensemble de l'étude ne s'écartera pas de cette orientation originelle. Le cas pourrait paraître banal, tant sont claires aujourd'hui la pourriture et l'intégration des travaux en sciences humaines et certes, comme pour tant d'autres études, la critique en est presque inutile — c'est temps perdu — il serait presque suffisant de dire à ses auteurs : « Crevez salopes ! crevez valets ! »

Mais cette étude me concerne en propre, et pour cause : j'en suis solidairement un des coauteurs, L..., c'est moi ; et si la critique m'en paraît nécessaire, c'est parce que cette étude montre la force en nous de l'idéologie dominante ; on peut afficher toutes les positions gauchistes qu'on veut et faire une étude dont les caractéristiques sont l'arrivisme social, le conformisme intellectuel, l'absence totale de critique de l'environnement dans lequel on vit. L'exemple d'Optimix est démonstratif et même caricatural, puisqu'on a réussi sur de telles bases à être inventif et à y croire. Comme s'il existait dans notre tête deux mondes, l'un quelque peu fantasmatique d'une autre vie, et l'autre, où règnent en maître toutes les idées reçues, tous les schémas de pensée de la société actuelle. Dans Optimix il y a d'ailleurs plus qu'une pensée intégrée, il y a presque une pensée servile : toute l'architecture de l'opération est façonnée autour de l'organigramme politico-administratif des services officiels jouxtant le CEPREMAP. La problématique et la formalisation du réel qu'on y trouve ne découlent pas d'une volonté de recherche originale et créatrice mais du désir d'épouser la vision du monde économique qu'élabore le prisme administratif. Chaque composant de l'opération est pensé en fonction de la trinité administrative qui règne sur le petit monde de la politique macroéconomique : pour le C.G.P. * on introduira la fonction objectif, pour la D.P. * le modèle de cheminement, pour la division des programmes de l'I.N.S.E.E. la problématique du calage sur le compte Option. *On peut dire qu'Optimix constitue un bel exemple de ces études de Recherche ADMINISTRATIVE dont le thème est dicté par le jeu politique des structures ambiantes et dont le seul but, qui est également le critère de succès, est l'insertion de leurs auteurs dans lesdites structures.*

II. - Des matheux mystifiés et mystificateurs

Optimix ne serait pas Optimix s'il n'y avait pas des mathématiques dedans, d'ailleurs notre boulot c'est de faire de l'économie *mathématique*. Mais on ne peut rétrospectivement qu'être sidéré de la manière à la fois naïve et prétentieuse dont les mathématiques sont utilisées dans cette étude. On est d'ailleurs bien bon d'appeler ça des mathématiques ; il s'agirait plutôt, comme dans toutes les sciences humaines, d'un espèce de formalisme mathématique (...).

On a affaire à un problème de décision en avenir incertain, par ailleurs simplet dans sa schématisation et que n'importe quel étudiant en recherche opérationnelle trouverait tout à fait trivial. C'est pourtant ce problème trivial qui constitue toute l'armature mathématique d'Optimix ; et l'étude touche à la mystification quand on réalise que dans cet humble schéma on va faire rentrer ni plus ni moins que l'ensemble des problèmes de la planification à court et à moyen terme en avenir incertain !

(*suivait une description du problème...*)

Le décalage entre la minceur du schéma et la prétention des problèmes qu'il doit permettre de résoudre font clairement apparaître les mathématiques comme un alibi qui permet à de jeunes mathématiciens de remplacer les économistes littéraires pour mener les mêmes travaux qu'eux — ou des plus salops.

Si ce formalisme mathématique a un caractère profondément mystifiant, nous avons d'ailleurs été nous-mêmes les premiers mystifiés. Comme tant d'autres scientifiques, la croyance en la neutralité de la science nous a amené à l'appliquer n'importe comment. Mystifiés nous l'étions en pensant qu'un

schéma si débile pourrait éclairer de quelque manière que ce soit les décisions de politique économique ; mais à ce niveau il s'agit plutôt de bêtise par pseudo-scientisme.

Où la mystification est plus grave c'est quand on considère l'objet même de l'étude : la planification économique ; or il n'est pas une seule page d'Optimix pour s'interroger sur la signification de la planification, sur ses finalités..., et pourtant le seul sujet de l'étude est précisément la planification. Poser le problème de la planification en avenir incertain de manière formalisée et pseudo-mathématique, cela nous a évité de nous poser le problème de ce qu'on formalisait, de la même manière que certains mettent un problème en équation sans s'interroger sur les données mêmes du problème considéré. A aucun moment on n'a réfléchi à la signification réelle et concrète des symboles qu'on manipulait. Fascinés et mystifiés par la formalisation, on en déroulait la logique avec inconscience. Ce que signifie pratiquement le processus de planification (collaboration des classes, propagande politico-scientifique au service de la classe dominante, etc.), ne nous a jamais arrêté, on l'a mis spontanément entre parenthèse, toute notre formation nous amenant à réfléchir dans le cadre du système en place, et à son service.

III. - La planification de la déplanification

Pour expliquer le relatif succès d'Optimix auprès des bailleurs de fonds du CEPREMAP, il faut qu'il y ait dans cette étude quelque chose de plus qu'un petit schéma mathématique et qu'une architecture reprenant les idées à la mode dans les différents services administratifs de la planification française. Avec ces deux ingrédients qu'on retrouve fréquemment dans les travaux de notre boîte, on fait des études de « Prestige » qui permettent au C.G.P. d'affirmer que quelque part il y a des chercheurs qui pensent scientifiquement à une « meilleure planification » ; mais ces études restent dans les tiroirs ; personne n'est dupe, sauf peut-être les universitaires qui, en matière de recherches inutiles sont assez forts, sauf aussi les économistes des pays de l'Est fascinés par la merveilleuse planification à la française.

L'intérêt d'Optimix est de permettre une théorisation pseudo-scientifique de l'évolution de l'idée de planification qu'on connaît en France depuis une quinzaine d'années ; évolution qui, partie du plan Reviso-Gaulliste de reconstruction à la Libération, nous a amené vers une déplanification plus ou moins poussée ; la notion mathématique qui va permettre de théoriser cette déplanification c'est la notion d'aléatoire (...).

L'aléatoire et l'incertain permettent donc dans Optimix de justifier mathématiquement la nécessité de la déplanification sans faire référence à ses causes réelles qui sont la volonté de la classe dirigeante et le cadre institutionnel et politique du Marché commun.

Mais que substituer à la notion de plan, somme intangible d'objectifs quantitatifs à atteindre (Education nationale, Santé, biens collectifs, etc.) ? Comment garder l'apparence d'un instrument de concertation social, où tous les cinq ans une nation réfléchit sur les inflexions et les buts qu'elle prétend donner à sa croissance ? Nous, on a trouvé la « fonction objectif » : au lieu de choisir un ensemble donné d'objectifs de développement économique et social, il faudra choisir des « taux de substitution » entre objectifs..., le plan

n'est plus un ensemble de choix, c'est le choix d'un ensemble de dérivés ! Déjà le choix des principales options de la planification n'étaient pas d'une grande clarté ; en particulier des choix simples et compréhensibles comme loisir et travail, beurre et canons n'étaient jamais explicitement proposés, mais avec la fonction objectif on touche au summum de la démarche technocratique, car il est bien évident qu'aucune discussion démocratique n'est possible autour des « taux marginaux de substitution » entre objectifs ; à la charge des technocrates de les déterminer et de les chiffrer, aux autres de laisser faire les spécialistes savants. On a d'ailleurs eu une réunion d'une journée à « Vert bois » — agréable lieu de réunion dans la campagne parisienne qu'E.D.F. met gracieusement à la disposition des technocrates en mal de « brain storming » aéré — avec des représentants du C.G.P., du ministère des Finances et de l'I.N.S.E.E., où on a discuté presque avec sérieux de ces fameux taux de substitution ; combien d'unité de devises sont-elles équivalentes, du point de vue de la collectivité, à une unité de consommation des ménages supplémentaire, s'y demandait-on gravement !

La notion de fonction objectif, instrument central de la déplanification, est donc l'idée force d'Optimix. A cet égard il est une contradiction dans l'étude qui est assez significative : pour introduire la fonction-objectif de manière rationnelle et « scientifique », il a fallu construire tout un schéma explicatif du réel dont la caractéristique principale est l'aléatoire. C'est parce que l'environnement économique devient incertain qu'il est nécessaire de transformer le plan en « stratégie contre-aléatoire », et donc d'utiliser une fonction objectif qui maintiennent dans tous les cas de figure la même cohérence de choix qu'en avenir incertain — ça, c'est la théorie — dans la pratique on s'est empressé d'oublier l'environnement aléatoire pour effectuer des optimisations en avenir certain et en utilisant, bien entendu, ladite fonction objectif, la ficelle est un peu grosse, mais ne nous a pas gêné.

Ceci dit, il n'y a pas lieu de verser des larmes de crocodiles sur l'abandon de la notion de Plan : planifié ou déplanifié, le Capitalisme est toujours le Capitalisme ; de même que planifié ou déplanifié, le socialisme bureaucratique est toujours une caricature de socialisme, l'idée de plan n'est pas en soi une idée révolutionnaire qu'il s'agirait de défendre. Simplement la théorisation de la déplanification qu'on trouve dans Optimix montre que nous n'avons utilisé notre soi-disant science que pour justifier et légitimer la volonté politique de la classe dominante.

Qu'un s oi-disant gauchiste ait participé à une telle étude pendant deux ans, montre la force de l'intégration culturelle — et accessoirement la difficulté d'accorder sa pratique sociale individuelle avec les théories qu'on projette — Optimix démontre que, laissés à eux-mêmes, les intellectuels révolutionnaires jouent comme les autres le jeu de l'arrivisme social et de la carrière. Tout travail est un compromis passé avec les institutions existantes ; à s'installer dans le compromis on entre domaine une attitude révolutionnaire c'est remettre en cause ce compromis chaque fois que possible.

---

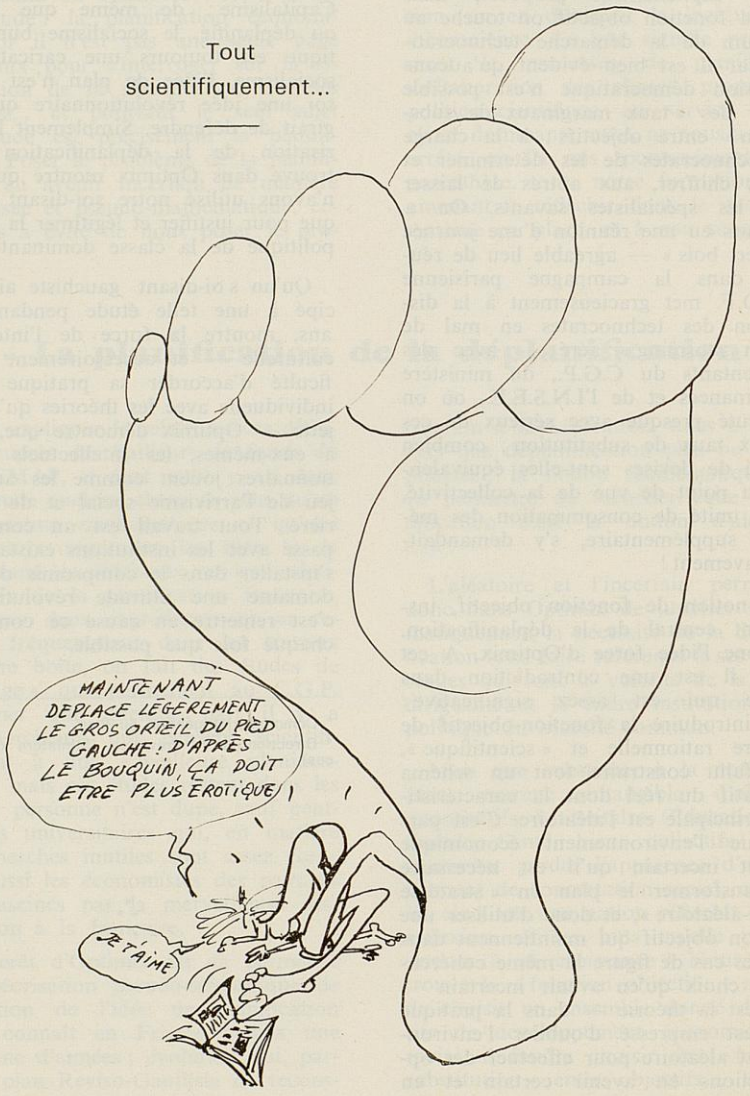
* Commissariat général au Plan.

* Direction de la Prévision (Ministère des Finances).

*
* *

— La vie quotidienne du scientifique —

Tout scientifiquement...



UN MASQUE "SCIENTIFIQUE" voile la pourriture des SONDAGES (IFOP, SOPRES...)

Il est grand temps de dénoncer un scandale qui se masque derrière des apparences scientifiques (statistiques, échantillonnage représentatif...), celui des sondages d'opinion.

Des enquêteurs et sociologues, dont le travail est précisément de réaliser ces sondages, sont les mieux placés pour les dénoncer, et faire apparaître au grand jour les autres faces de ces pratiques mystificatrices.

Ils essayent bien de s'exprimer publiquement, et ont rédigé des tracts, des articles, et même un livre qui va bientôt paraître et dont « Labo-Contestation » reprendra quelques passages. Mais les journaux à grand tirage, qui diffusent en gros titres les résultats de ces sondages, refusent de leur donner la parole (y compris certains qui se disent de gauche, tels que le « Nouvel Observateur »). Certains de leurs textes, qu'ils nous avaient déjà envoyés, viennent d'être partiellement publiés par des journaux tels que « L'Idiot - Liberté », « Politique - Hebdo », « Les Cahiers de Mai », etc. Nous rassemblons ici les textes qu'ils nous ont envoyés.

.../...

— Un tract démontre comment les sondages réalisés l'an dernier sur les enquêtes E.D.F.-G.D.F. sont en fait truqués.

— Une lettre d'une enquêtrice indique très clairement comment elle a été amenée à « bidonner » ses enquêtes : si l'information de base des enquêtes est de ce type, comment pouvons-nous y croire ! (Il faut dire cependant que les organismes de sondage ont mis sur pied un système répressif afin de diminuer — à défaut d'empêcher — le « bidonnage » au niveau des enquêtes).

— Un tract reproduisant et commentant un texte d'enquête assez significatif de la SOFRES-SEMA.

— Un texte concernant le sondage sur les flics, que le « Nouvel Observateur » avait commandé à l'IFOP. Il montre à la fois que les réponses ne signifient rien en fait, et que le véritable but d'un tel sondage est « d'endormir le peuple ».

— Un compte rendu d'une action menée par un groupe d'enquêteurs et de sociologues, auprès du « Nouvel Observateur », à la suite de ce sondage sur les flics : tracts distribués au « Nouvel Observateur », entrevue et correspondance avec Jean Daniel.

Il ressort clairement que cet hebdomadaire « de gauche » n'accepte comme « dialogue » que celui qui ne remet pas en cause ses pratiques mystificatrices !

LES ENQUÊTEURS ACCUSENT

LES « SONDAGES D'OPINION PUBLIQUE » SUR LES GREVES A L'E.D.F.-G.D.F. SONT TRUQUES.

COMMENT FABRIQUE-T-ON DES RESULTATS « STATISTIQUES » FAUX ?

1er TRUQUAGE : la mise en condition préalable de la population. Le gouvernement utilise massivement, radio et presse pour déformer systématiquement la vérité sur le déroulement des grèves à l'E.D.F. En réalité, les grévistes assurent toujours une production réduite, qui suffit pour servir les usagers prioritaires (hôpitaux, cliniques, etc.). Mais c'est la direction de l'E.D.F., maîtresse du « dispaching central » qui répartit le courant disponible en donnant la priorité à de grosses industries privilégiées ; c'est elle qui décide de couper le courant aux particuliers et au métro, pour permettre aux industriels de maintenir leur production et leurs profits (qui sont sacrés), et en même temps pour dresser les usagers, mal informés, contre les grévistes.

2e TRUQUAGE : des questions grossièrement orientées. La rédaction du questionnaire de l'I.F.O.P. fait elle-même partie de l'orchestration de propagande, au même titre que la publicité démesurée donnée aux manifestations prétendument « spontanées » de petits groupes C.D.R. contre la grève.

Dès le début de l'enquête, les personnes interrogées entendent la lecture de quatre phrases reprises textuellement du discours prononcé par Chaban-Delmas le 27 novembre, et sont sommées de se déclarer « d'accord » ou « pas d'accord » :

— « Ce n'est pas normal que les grévistes empêchent leurs collègues de travailler. »

— « Ce n'est pas normal que les grévistes coupent le courant, arrêtent les usines et gênent l'existence de la population. »

— « Les dirigeants de la C.G.T. qui sont membres du parti communiste n'ont pas pour objectif la défense des intérêts des travailleurs. »

— « Le redressement commence à s'opérer » (« France-Soir » du 6 décembre 1969).

Pourquoi ne pas demander aux gens de répondre à des questions comme :

— « Ce n'est pas normal que la police enfonce les portes des centres E.D.F. à coups de bulldozer et entraîne ainsi la coupure du courant aux hôpitaux. »

3e TRUQUAGE : Des questions incompréhensibles. Très souvent, des interviewés déclarent qu'ils ne comprennent pas la question ou qu'il leur est bien difficile de répondre.

Or les instituts de sondage recommandent à leurs enquêteurs de ne pas donner d'explications complémentaires sous prétexte de ne pas influencer les personnes interrogées. De plus, l'enquêteur dispose d'un temps très limité, car il est très peu payé pour chaque questionnaire, et on refuse de lui payer le questionnaire incomplet. Si l'interviewé comprend mal la question, l'enquêteur est obligé de noter sa réponse sans discuter ; la personne qui refuse de répondre est notée parmi celles qui « ne se prononcent pas ».

4e TRUQUAGE : le non-respect de l'anonymat. Contrairement aux engagements pris en juin 1968 pour les enquêtes de caractère politique, les noms et les adresses des personnes interrogées sont portées sur les questionnaires, ce qui peut entraîner les gens à répondre sans franchise de crainte de subir des conséquences préjudiciables.

Il ne faut pas oublier que très souvent, en présence d'enquêteurs d'un institut de sondage, les interviewés croient avoir affaire à des fonctionnaires du gouvernement et le disent souvent. Par conséquent, ils évitent d'être sincères.

Les enquêteurs qui sont eux-mêmes des travailleurs exploités, dont la grande majorité n'a ni statut ni aucune sécurité d'emploi, refuseront d'être des complices de ces truquages.

Ils ne veulent pas que leur travail soit utilisé directement pour isoler les travailleurs de l'E.D.F. et justifier la préparation de mesures de répression qui seraient destinées à s'étendre de proche en proche à tous les travailleurs.

L'Assemblée
des enquêteurs parisiens.

ENQUÊTEURS-BIDONNEURS

Nous étions des enquêteurs consciencieux
Comment nous sommes devenus « bidonneurs »

J'ai débuté à l'I.F.O.P. On m'avait dit que c'était très sérieux, scientifique et tout. Il y avait un contrôle très strict à l'embauche pour éviter qu'il y ait des étudiants, considérés comme des fumistes. ayant mauvais esprit.

On sélectionnait les gens qui avaient envie d'avoir beaucoup de contacts humains qui arboraient une « bonne présentation ». Des gens « disponibles » tout le temps, même le soir tard et le matin tôt pour aller interroger d'autres gens sur tout et sur rien. Disponibles, ça veut dire être prêts à répondre à un pneu ou à un coup de fil de l'I.F.O.P. n'importe quand, mais l'I.F.O.P. ne s'engage pas pour autant à fournir régulièrement du boulot : si elle en a beaucoup, elle en fournit plus qu'on n'en peut faire ; si elle en a moins, on n'a qu'à attendre patiemment qu'elle vous en envoie — attente évidemment non rétribuée.

J'ai dit que j'étais ménagère, que j'avais un mari qui gagnait bien sa vie et que je n'avais jamais fait d'études après le certificat. J'ai rempli une feuille où j'ai mis que j'étais catholique et que je n'avais pas d'opinions politiques. C'était exactement ce qu'il fallait dire pour se faire embaucher. Avoir de bonnes opinions « moyennes », ou, mieux, pas d'opinions du tout, avoir un peu besoin de fric mais pas de façon urgente — simplement pour apporter un petit « supplément » de ressources au foyer ou pour payer ses robes —, ne pas avoir de relations dans des milieux suspects, autant de bons points.

J'étais un peu étonnée de m'entendre dire : l'essentiel dans ce métier c'est d'être précis, sérieux, discipliné, de ne pas vouloir se faire passer pour trop intelligent. Avoir de l'initiative, il en faut, oui, pour se faire ouvrir les portes récalcitrantes, mais une fois le seuil franchi, il suffit d'exécuter les instructions. Plutôt un con obéissant qu'un esprit trop « fantaisiste », qui tourne vite à la mauvaise tête.

Une enquête de l'I.F.O.P., c'est un poème, c'est à mourir de rire. Il y a des questionnaires qu'on appelait rapides (et maintenant périodiques) — ce sont les mêmes qu'à la S.O.F.R.E.S. on appelait « omnibus ». C'est un énorme bric-à-brac où l'on doit poser pêle-mêle 50, 60 ou 100 questions portant sur les sujets les plus divers, qui vont de Pompidou à la dernière marque de lessive en passant par l'Europe, le Pacte Atlantique, les syndicats, la longueur des jupes, la sexualité, les voitures, les fromages et le stationnement.

Une de mes premières enquêtes : je demande à une femme : « Depuis cinq ans, est-ce que votre niveau de vie a augmenté, baissé, ou est resté stationnaire ? » Elle me répond : « Augmenté, et comment ! » Je coche en entourant la réponse, et l'interviewée commente : « Vous vous rendez compte, avec le prix du loyer, des transports, de la nourriture, tout augmenté, et nos salaires pas en proportion... »

J'ai compris qu'elle avait confondu « niveau de vie » et « coût de la vie ». J'ai rectifié et j'ai mis : « diminué ».

Fière de mon initiative, j'ai raconté l'histoire à l'I.F.O.P. où je me suis fait engueuler : je n'avais pas le droit de rectifier — je n'étais pas là pour interpréter les réponses, mais pour les noter textuellement. Si les enquêteurs se mêlaient tous de prendre des initiatives intempestives de ce genre, où irions-nous ?

Du coup, j'ai compris que l'I.F.O.P. avait besoin de robots et qu'elle se foutait pas mal du contenu des réponses du moment que ses cases étaient remplies.

Ensuite, j'ai compris pas mal d'autres choses encore. Je me suis aperçue que les questionnaires emmerdaient les pauvres « enquêtés », qui, au bout de quelque temps, se mettaient à répondre n'importe quoi ou proposaient d'eux-mêmes : « Vous en savez maintenant assez, vous finirez bien toute seule. »

Il y a aussi ceux que l'enquêtrice intimide, parce qu'ils la prennent pour une envoyée de l'Etat, qui les juge, et qu'elle prononce des phrases pompeuses, ampoulées qui n'ont rien à voir avec leur langage : alors à force de voir entourer leur réponse d'un petit cercle, ils disent : « Mettez-moi zéro pour le reste comme avant. »

Voyant tout cela, je me suis vite rendu compte qu'il était inutile de se casser la tête, pour un salaire misérable, à aller jusqu'au bout de ces questionnaires insipides. Il suffisait d'en remplir un certain nombre, et pas forcément jusqu'au bout ; on est bien plus tranquille pour terminer chez soi et en même temps, on laisse tranquilles plus vite ces pauvres « enquêtés » qui, après tout, ne vous ont rien demandé.

Et puis, petit à petit, on s'aperçoit qu'il est vraiment fatiguant et inutile d'aller chercher la ménagère, mère de six enfants dont trois de moins de 4 ans et un de 12 à 15 ans, habitant un pavillon dans le 17e arrondissement et qui nourrit ses chats avec du « Kitekat ». Si elle n'existe pas ou si elle est difficile à trouver, on fera un meilleur questionnaire avec quelqu'un qui se mettra bien dans sa peau pour répondre.

Au bout de quelque temps, j'avais acquis un certain détachement à l'égard de ces sacro-saints « quotas ». Quand j'en avais marre de sonner aux portes, j'allais voir mes copains ou je leur téléphonais pour leur dire que je les avais interviewés : pas besoin de se déranger ni pour eux ni pour moi, il suffisait simplement de dire aux « contrôleurs » de l'I.F.O.P. que l'enquêtrice était passée. C'était une économie de temps, je gagnais plus d'argent avec moins de peine et je m'évitais les engueulades, les portes fermées avec fracas, la montée des escaliers, etc., toutes choses très nuisibles au « moral » de l'enquêteur.

J'étais toujours ravie quand j'apprenais qu'on me considérait comme une très bonne enquêtrice, et quand il y avait des questions « ouvertes », c'est-à-dire non codifiées) on me félicitait régulièrement avec une chaleur particulière pour les questionnaires entièrement « bidon ».

Mais pendant très longtemps je faisais ça en cachette, je n'en parlais à personne. Je ne me doutais pas que beaucoup d'autres, chacun dans leur coin, avaient fait la même expérience : découvert la stupidité des questions, l'irritation légitime des interviewés, l'exploitation dégueulasse des réponses, les salaires de misère, l'arrogance des petits contremaîtres, l'inefficacité des contrôles pourtant coûteux et tâtillons.

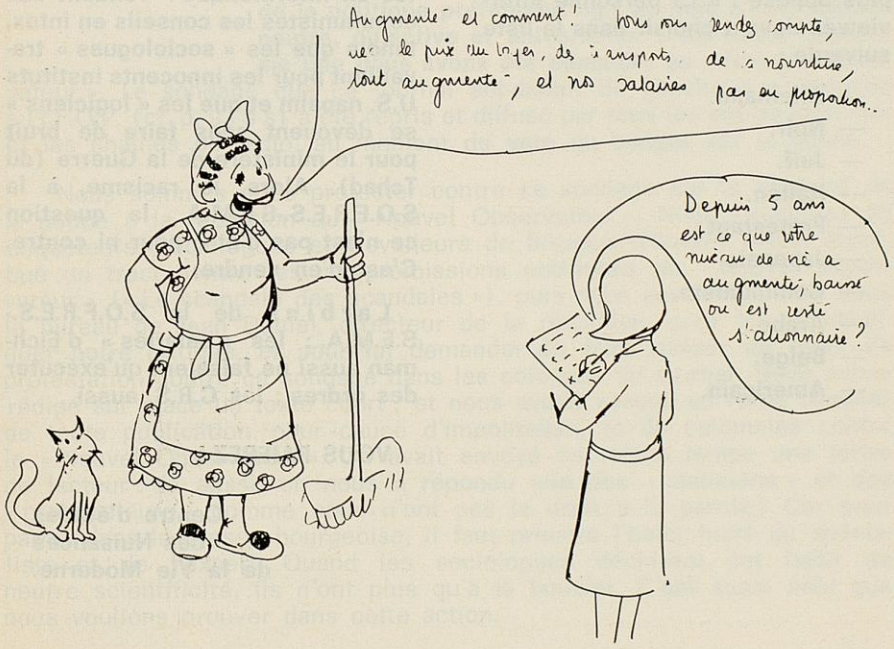
Il a fallu mai 1968 pour que je me rende compte que tout le monde ou presque faisait pareil, et n'en disait rien à personne. Et que d'ailleurs les directions des instituts de sondage et autres sortes d'études de marchés le savaient parfaitement, mais s'en foutaient à condition que ça ne s'ébruite pas et que leur camelote continue à se vendre.

Du coup, le simple fait de savoir qu'on n'est pas seule, le fait de ne plus être obligée de faire ça honteusement, de pouvoir en parler entre nous, de

nous interviewer entre nous dans les rôles les plus divers de ménagère mère de famille nombreuse, d'adolescents yé-yé ou de cadre supérieur alternativement, ça change tout.

Surtout qu'en même temps on a pu aller un peu plus au fond des choses et se rendre compte que « bidonner » ce n'était pas seulement un moyen de s'épargner un peu de fatigue pour gagner sa vie, de s'économiser un travail ingrat et stupide. On a compris aussi qu'on n'avait pas seulement affaire à des patrons cyniques et pingres avec les travailleurs qu'ils emploient, mais que leurs enquêtes (voir E.D.F. ou récemment Nanterre) correspondaient à un travail d'intoxication systématique parfaitement orienté contre tous les travailleurs en général.

Il y a eu l'époque des enquêteurs consciencieux et puis celle des bidonneurs honteux. Désormais, il devient possible (c'est encore loin d'être le cas de tout le monde) de *bidonner consciencieusement* les enquêtes — avec la conscience que tout ce qui contribue à détruire ces boîtes parasites, à en saper le crédit, à les tourner en dérision est hautement salutaire.



A PROPOS D'UN TRACT distribué par S.O.F.R.E.S.-S.E.M.A.

Le 22 octobre 1970

Dans son dernier sondage d'opinion mon cul, la S.O.F.R.E.S.-S.E.M.A. s'est permis de faire énoncer à ses enquêteurs la question suivante :

« Si votre fille devait épouser un garçon appartenant à l'une des catégories suivantes, quels sont le ou les groupes qui auraient votre préférence et quels sont le ou les groupes auxquels vous seriez le plus opposé ? » La personne interviewée devant choisir dans la liste suivante :

— Allemand.
— Noir.
— Juif.
— Italien.
— Protestant.
— Japonais.
— Communiste.
— Arabe.
— Belge.
— Américain.

Bien sûr, on n'a aucune de ces sortes de préférences ou de répulsions à la S.O.F.R.E.S.-S.E.M.A., où les « spécialistes en organisation » aident le patronat (protestant ou non) à exploiter la main-d'œuvre (italienne ou pas), où les « conseillers en relations publiques » conseillent Arabes et Juifs sur la meilleure façon de s'entretuer, où les « urbanistes » planifient les cages à lapins pour les prolétaires (noirs ou pas), où les « spécialistes en informatique » vendent aux communistes les conseils en intox, tandis que les « sociologues » travaillent pour les innocents instituts U.S. napalm et que les « logiciens » se dévouent sans faire de bruit pour le ministère de la Guerre (du Tchad). Alors, le racisme, à la S.O.F.R.E.S.-S.E.M.A., la question ce n'est pas d'être pour ni contre. C'est d'en vendre.

Larbins de la S.O.F.R.E.S.-S.E.M.A. : les « salariés » d'Eichman aussi ne faisaient qu'exécuter des ordres ; les C.R.S. aussi.

VOUS PAIEREZ !

Centre d'études
des Nuisances
de la Vie Moderne.

Les sondages-flics

La « Science » que nous produisons, elle sert d'abord au prestige de nos petits patrons, mais aussi aux manipulations de tous les faiseurs d'idéologie. Les instituts de sondage exploitent le travail de l'enquêteur, pour transmettre à la presse, à la radio, aux grandes entreprises, à la Préfecture de Police, aux partis politiques de droite comme de gauche, une image « scientifique » de l'opinion. Ils nous traitent en objets, ils font une collection de nos réponses à leurs questions connes, et puis ils parlent pour nous, en notre nom, à notre place.

Les spécialistes de la sociologie, de l'information, de la politique prétendent agir au nom d'une science neutre, objective et universelle. C'est cette hypocrisie que nous avons été dénoncer au « Nouvel Observateur ». Le sondage que ce journal soi-disant de gauche a commandé à l'I.F.O.P. (cf. p. 93 s s) a été repris et diffusé par tous les autres journaux et les chaînes de radio, au moment du vote du budget sur la police.

Nous sommes allés protester contre ce sondage sur la sévérité de la police à la rédaction du « Nouvel Observateur ». Nous (quelques 25 enquêteurs, sociologues et travailleurs de bureaux d'étude) avons distribué un tract contre les compromissions politiques du « Nouvel Observateur » (« Le scandale des scandales »), puis nous sommes entrés dans le bureau de Jean Daniel, directeur de la rédaction, pour lui communiquer notre critique, et pour lui demander de faire passer un texte de protestation contre ce sondage dans les colonnes du journal. Nous avons rédigé sur place un texte court ; et nous avons essuyé un refus complet de toute publication, pour cause d'impolitesse, et de calomnies contre le « Nouvel Observateur ». On avait envoyé en même temps une lettre de lecteur : là aussi, on nous a répondu que des « staliniens » et des « provocateurs » comme nous n'ont pas le droit à la parole ! Car pour parler dans la presse bourgeoise, il faut prendre l'habit huilé du spécialiste et de l'expert. Quand les sociologues déchirent cet habit de neutre scientificité, ils n'ont plus qu'à la boucler. C'est aussi cela que nous voulions prouver dans cette action.

Extrait du " Nouvel Observateur " n° 313 (du 9 au 15/11/70)

DEUX QUESTIONS DE L'I.F.O.P. SUR LA POLICE

1. A l'heure actuelle, diriez-vous que la police est dans l'ensemble trop sévère, pas assez sévère ou juste ce qu'il faut ?

- **Trop sévère : 9.**
- **Juste ce qu'il faut : 32.**
- **Pas assez sévère : 44.**
- **Ne se prononcent pas : 15.**
- **Total : 100.**

2. A l'égard des membres des organisations gauchistes ?

- **Trop sévère : 12.**
- **Juste ce qu'il faut : 18.**
- **Pas assez sévère : 33.**
- **Ne se prononcent pas : 37.**
- **Total : 100.**

1.635 personnes, âgées de plus de vingt ans, ont été interrogées du 26 octobre au 2 novembre 1970.

OBSERVATIONS

1. Les hommes trouvent, plus que les femmes, que la police est trop sévère.
2. Plus les personnes interrogées sont jeunes, plus elles trouvent que la police est trop sévère. (15 % de personnes de 20 à 34 ans, 4 % de personnes de 65 ans et plus jugent la police trop sévère dans son ensemble.)
3. Plus leur niveau d'instruction est élevé, plus les gens trouvent que la police est trop sévère. Au niveau de l'enseignement primaire : 6 % ; au niveau de l'enseignement supérieur : 21 % trouvent la police trop sévère dans son ensemble.
4. Les habitants de l'agglomération parisienne sont plus nombreux à trouver la police trop sévère que ceux des autres catégories d'habitat.
5. Plus les gens votent à gauche, plus ils sont nombreux à trouver la police trop sévère.

Plus les gens sont jeunes, plus ils sont cultivés, plus ils habitent dans des grandes villes, plus ils votent à gauche, plus ils trouvent que la police est trop sévère.

En ce qui concerne les gauchistes, les anciens élèves de l'enseignement supérieur : 32 % trouvent la police trop sévère, contre 25 % pas assez sévère.

- **Electeurs du parti communiste :**
  30 % trop sévère ;
  15 % pas assez sévère.

- **Electeurs de la gauche non communiste :**
  25 % trop sévère ;
  27 % pas assez sévère.

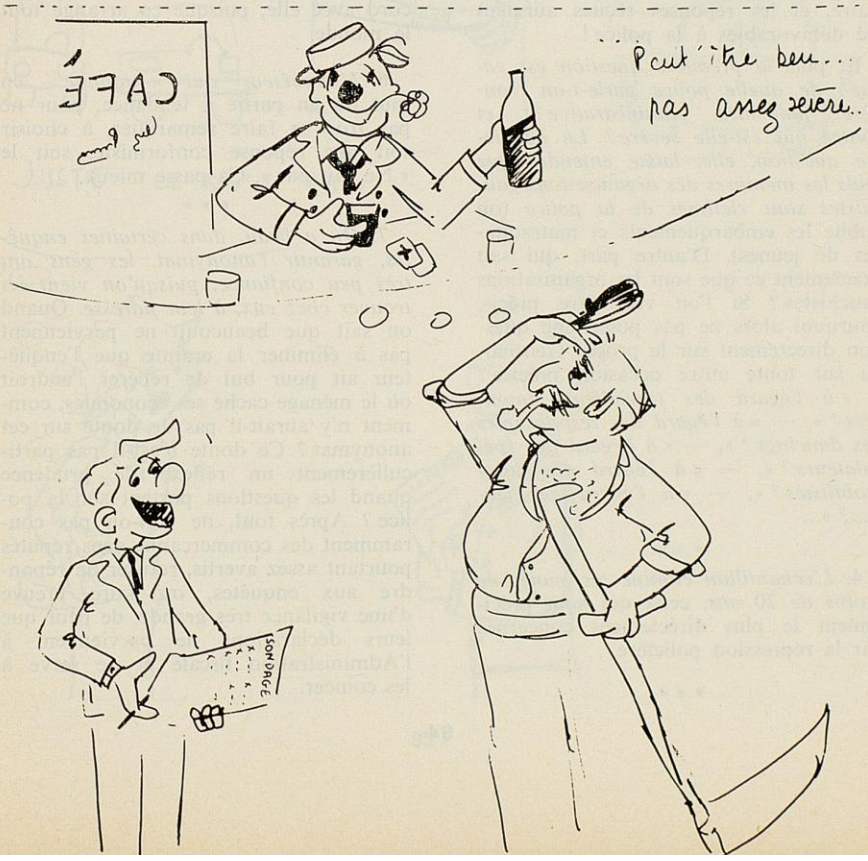
Les Français aiment les flics... ou comment un sondage fabrique une popularité à la police

Les deux questions posées par l'I.F.O.P. à la population française, sur commande du « Nouvel Observateur », ont pour but de faire croire à l'isolement des gauchistes :

C'est une MYSTIFICATION. Pourquoi ?

1. Nulle part, on ne replace les deux questions posées dans le questionnaire dont elles faisaient partie : une enquête périodique portant sur de nombreux problèmes différents. Les spécialistes eux-mêmes avouent que cette méthode consistant à interroger des gens sur des sujets absolument hétéroclites introduit un biais supplémentaire.

2. On ne précise nulle part (et pour cause ! on ne le fait jamais) combien de personnes il a fallu solliciter pour obtenir les 1.635 réponses annoncées. Tous ceux qui ont la pratique de l'enquête « sur le terrain » savent bien que, si l'on ajoute les portes qui se claquent devant l'enquêteur, les gens qui ont peur d'une agression ou d'un viol, les gens qui déclarent n'avoir pas le temps, que ça ne les intéresse pas, qu'ils sont hostiles aux enquêtes, etc., *seules acceptent de répondre une proportion de personnes contactées variant selon les cas (selon l'enquêteur ou selon le quartier) de* 50 % *à* 90 %. Comme ce phénomène est trop camouflé, on ne peut jamais faire l'étude qui montre-



rait que la population qui ne répond à aucune enquête est très différente de celle qui répond aux enquêtes (à plus forte raison, dans le domaine politique).

* * *

3. *La formulation des questions oriente la réponse.*

Parler de la sévérité de la police suppose qu'on reconnaît comme acquis l'autorité de la police. Qu'on pense à la même question posée à propos d'un père de famille, d'un instituteur, ou d'un juge. Ils peuvent être plus ou moins sévères ou indulgents, sans que cela ne remette en cause leur statut de force répressive, de chef de famille, de « maître » d'école, d'autorité judiciaire. La question laisse entendre qu'il est normal que la police soit sévère : « Juste ce qu'il faut. » Supposons qu'on ait demandé si la police était trop brutale, le mot brutal indique qu'il y a arbitraire, et les réponses reçues auraient été défavorables à la police !

Et puis *la première question est vague : de quelle police parle-t-on (routière, judiciaire, administrative ?), et contre qui est-elle sévère ? La deuxième question, elle, laisse entendre que seuls les membres des organisations gauchistes sont victimes de la police* (on oublie les embarquements et matraquages de jeunes). D'autre part, qui sait exactement ce que sont les organisations gauchistes ? Si l'on veut être précis, pourquoi alors ne pas poser une question directement sur le procès Geismar, ou sur toute autre occasion précise ? — « *à l'égard des travailleurs immigrés ?* », — « *à l'égard des responsables des dancings ?* », — « *à l'égard des spéculateurs ?* », — « *à l'égard des automobilistes ?* », — « *à l'égard des jeunes ?* »...

* * *

4. *L'échantillon élimine les jeunes de moins de* 20 *ans,* ceux qui sont précisément le plus directement concernés par la répression policière.

* * *

5. *La composition socio-professionnelle :*

Là encore, il faut savoir à quelles difficultés se heurtent les enquêteurs quand ils procèdent à l'enquête « sur le terrain ». Travaillant dans la journée, ils ont évidemment intérêt à éviter la concentration de leur travail sur le soir, les dimanches, et jours fériés. *Donc on interroge les gens qui sont chez eux, qui ont le temps. Résultat : toujours plus de femmes que d'hommes, et une proportion excessive d'inactifs.* Beaucoup de femmes de ménage, de concierges, etc., représentent des ouvriers qui sont leurs maris, car ce qui est comptabilisé, c'est la profession du chef de famille. Les instituts de sondage essaient d'ailleurs de l'empêcher en disant : n'interviewez pas la concierge. Mais l'enquêteur a pourtant la facilité de déclarer : j'ai interviewé le mari ouvrier, tandis qu'il interroge en fait la femme concierge, en se mettant d'accord avec elle, puisque ça arrange tout le monde.

* * *

6. *L'enquêteur qui « bidonne »* en tout ou en partie a tendance, pour ne pas trop se faire remarquer, à choisir soit une réponse conformiste, soit le « Ne sait pas ». Ça passe mieux.

* * *

7. *On a beau, dans certaines enquêtes, garantir l'anonymat, les gens ont très peu confiance, puisqu'on vient les trouver chez eux, à leur adresse.* Quand on sait que beaucoup ne parviennent pas à éliminer la crainte que l'enquêteur ait pour but de repérer l'endroit où le ménage cache ses économies, comment n'y aurait-il pas de doute sur cet anonymat ? Ce doute n'est-il pas particulièrement un réflexe de prudence quand les questions portent sur la police ? Après tout, ne voit-on pas couramment des commerçants, gens réputés pourtant assez avertis, refuser de répondre aux enquêtes, ou faire preuve d'une vigilance très grande, de peur que leurs déclarations ne parviennent à l'Administration fiscale et ne serve à les coincer.

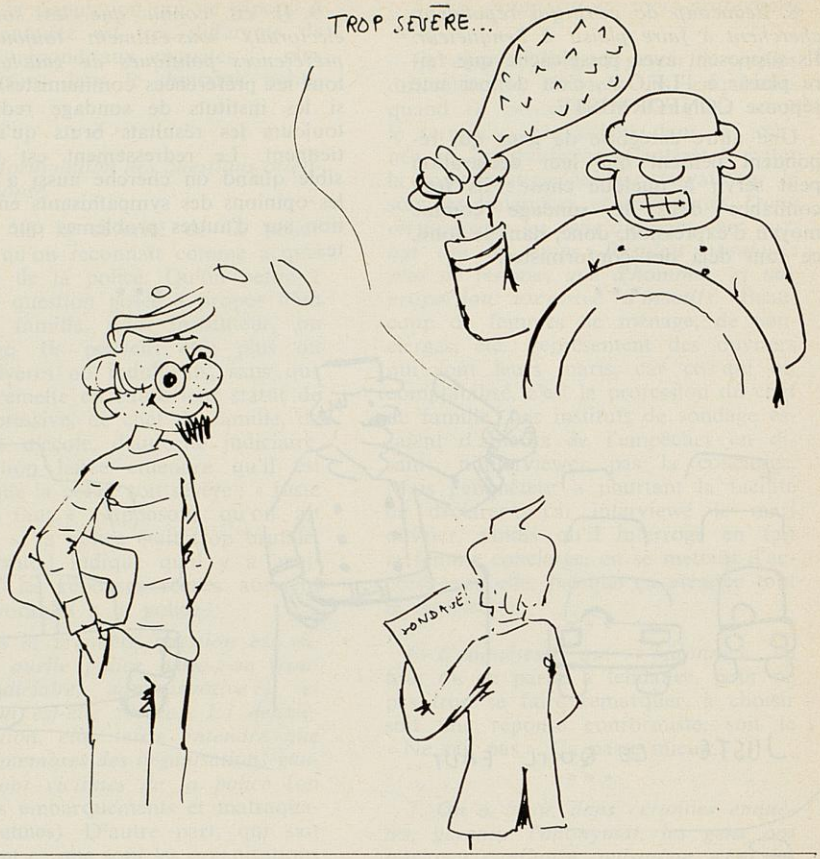
8. *Beaucoup de gens qui répondent, cherchent à faire plaisir à l'enquêteur.* Ils supposent avec perspicacité que faire plaisir à l'I.F.O.P., c'est donner une réponse CONFORMISTE.

Une autre catégorie de gens qui répondent pensent que leur déclaration peut servir à quelque chose : ils font confiance dans le sondage comme moyen d'expression, donc, dans le fond, ce sont déjà des conformistes.

* * *

9. *Il est connu que les sondages électoraux sous-estiment toujours les préférences politiques de gauche* (surtout les préférences communistes). Aussi les instituts de sondage redressent toujours les résultats bruts qu'ils obtiennent. Le redressement est impossible quand on cherche aussi à savoir les opinions des sympathisants en question sur d'autres problèmes que le vote.

* * *



10. Il n'y a pas de précision sur ceux qui « ne se prononcent pas ». Est-ce de la prudence, de l'ignorance, ou bien un refus de la question ?

* * *

11. Il y a des différences sensibles entre les grandes villes et les communes rurales ou petites villes : ne s'est-on pas posé la question pratique de la plus grande liberté de réponse qui existe, de fait, dans les grandes villes par rapport aux petites villes ou à la campagne ? N'est-il pas normal que les risques courus rendent les gens plus prudents dans leurs déclarations dans le deuxième cas ?

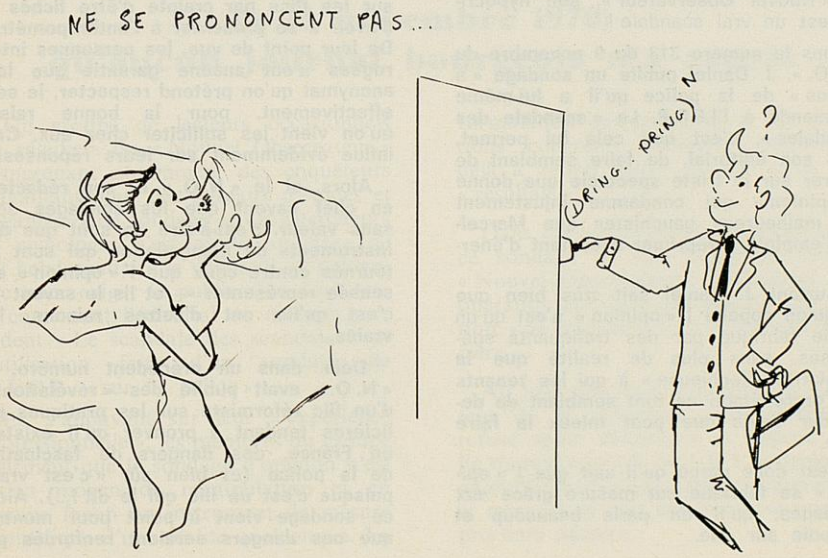
* * *

12. Le sondage a l'ambition de faire un portrait-robot de l'étudiant gauchiste, pour montrer qu'il est le seul à critiquer la police. Mais pour cela il faudrait comparer les opinions des jeunes « non cultivés » (il n'est pas sûr que les chiffres permettent de faire des comparaisons significatives). Il faudrait aussi comparer les opinions des jeunes « cultivés » aux vieux « cultivés ». Cela nécessiterait des croisements mécano-

graphiques un peu trop compliqués pour une opération de matraquage public aussi grossière que celle-là. Et la conclusion selon laquelle les jeunes Parisiens cultivés et de gauche critiqueraient la sévérité de la police plus que les autres est affirmée sans avoir été prouvée, par les croisements nécessaires des quatre variables. Et si même le chargé d'études avait fait son travail dans les règles du métier, la conclusion formulée autrement permettrait de divaguer dans un sens exactement opposé. Plus les gens sont vieux, plus ils sont ignares, plus ils habitent des trous perdus, plus ils votent à droite, et plus ils sont favorables à la police... Un portrait-robot du parfait réac pourrait être aussi facilement développé que le portrait robot du gauchiste, et on pourrait en tirer des discours sur la faiblesse de la droite en France, aussi nébuleux et pervers que l'éditorial de Jean Daniel du 9 novembre.

Ce qu'on fait dire à un sondage : N'IMPORTE QUOI ET TOUJOURS POUR ENDORMIR LE PEUPLE.

Pourquoi nous nous attaquons à celui-ci particulièrement : parce que, dirigé explicitement contre les gauchistes, il est une arme aux mains des forces de répression.



Tract distribué le 13 novembre
au personnel du « Nouvel Observateur »

" Le scandale des scandales "

LE « NOUVEL OBSERVATEUR » est un journal qui « n'aime pas se taire », MAIS

AU NOM DE QUI PARLE-T-IL ?

Le « Nouvel Observateur » a besoin de sondage et d'enquête pour prouver « scientifiquement », à la virgule près, que le nombre de ses lecteurs augmente et faire pression sur les indécis et les paumés pour qu' « ils participent » à cette grande œuvre en s'abonnant (c'est plus sûr) :

« Gare à vous, pauvre idiot isolé, si vous n'êtes pas encore dans les 60 % de moins de 35 ans, les 83 % de moins de 49 ans, les 56 % d'hommes, les 44 % de femmes, les 975.000 lecteurs « dans le vent »... (cf les placards publicitaires du « Monde » du 10 novembre 1970).

VOILA AU NOM DE QUOI LE « NOUVEL OBSERVATEUR » PARLE !

VOILA AU NOM DE QUOI IL RACONTE N'IMPORTE QUOI !

Jean Daniel est le rédacteur en chef du « Nouvel Observateur », son hypocrisie est un vrai scandale !

Dans le numéro 313 du 9 novembre du « N. O. », J. Daniel publie un sondage « à propos » de la police qu'il a lui-même commandé à l'I.F.O.P. Le « scandale des scandales », c'est que cela lui permet, dans son éditorial, de faire semblant de pleurer sur le triste spectacle que donne l' « opinion » qui condamne injustement ces malheureux gauchistes que Marcellin s'emploie à réprimer avec tant d'énergie.

Pourtant J. Daniel sait très bien que ce qu'on appelle l' « opinion » n'est qu'un mythe fabriqué par des trafiquants spécialisés, sans plus de réalité que la « majorité silencieuse » à qui les tenants de l'ordre établi ne font semblant de demander l'avis que pour mieux la faire taire.

C'est donc parce qu'il sait que l' « opinion » se fabrique sur mesure grâce aux sondages, qu'il en parle beaucoup et s'appuie sur elle.

Quant à l'I.F.O.P., il devait aussi savoir qu'on a dit ce qu'il fallait en penser, par exemple, quand cette noble officine s'est grossièrement prêtée en novembre 69 aux manœuvres politiques du pouvoir, au moment de la grève des travailleurs de l'E.D.F., en faisant dire aux « sondés » qu'il fallait limiter le droit de grève dans les services publics.

Au « Nouvel Observateur », on sait très bien qu'en publiant ce sondage, on cautionne l'I.F.O.P. grâce à la soi-disant appartenance « à gauche » du journal.

On sait très bien que les gens qui « ne se prononcent pas », ceux qui ne répondent pas, peuvent avoir de bonnes raisons de refuser de se laisser enfermer dans l'alternative truquée, le cadre prévu d'avance des questions du sondage ; de bonnes raisons surtout de se méfier de répondre à des questions sur les flics par crainte d'être fichés et d'avoir à se présenter à l'anthropométrie. De leur point de vue, les personnes interrogées n'ont aucune garantie que leur anonymat qu'on prétend respecter, le sera effectivement, pour la bonne raison qu'on vient les solliciter chez eux. Cela influe évidemment sur leurs réponses.

Alors, si le « N. O. » et son rédacteur en chef savent que les sondages sont sans valeur, c'est-à-dire ne sont que des instruments de manipulation qui sont retournés contre ceux que l' « opinion » est sensée représenter — et ils le savent —, c'est qu'ils ont d'autres raisons, les vraies.

Déjà, dans un précédent numéro, le « N. O. » avait publié des « révélations » d'un flic réformiste sur les pratiques policières tendant à prouver qu'il existait, en France, des dangers de fascination de la police (et bien sûr « c'est vrai » puisque c'est un flic qui le dit !...). Alors ce sondage vient à point pour montrer que ces dangers seraient renforcés par

l'attitude de la population (et là encore, « il faut le croire », puisque l'I.F.O.P. donne des chiffres « scientifiques » et tout...).

Décidément, pour convaincre et manœuvrer, J. Daniel et son « N. O. » ont toujours besoin de spécialistes, qu'ils soient flic en mal de police idéale ou spécialiste en Intoxication Frauduleuse par l'Opinion Publique..., ce qui revient au même !...

Mais au « N O. » on joue sur tous les tableaux à la fois :

— primo, on facilite objectivement la tâche aux gens qui trouvent la répression insuffisamment efficace et donc, à la veille du vote du budget du ministère de l'Intérieur, on rend un fier service à Marcellin qui peut dire que si les gens n'aiment pas la police, ce n'est pas parce qu'elle est « trop sévère », mais plutôt parce qu' « elle ne l'est pas assez »...

— secondo on insinue fortement : « Si les condamnations et les matraquages n'ont pas suffi à vous décourager, lisez les sondages d'opinion et ralliez-vous à l'opposition légale, responsable et sérieuse... »

Marcellin aimerait bien briser les gauchistes ; J. Daniel, lui, voudrait bien recruter des forces jeunes et dynamiques (égarées dans le « romantisme irresponsable ») pour les intégrer à la gauche sage et respectueuse des règles du jeu.

En attendant, le « seul problème sérieux » pour lui, est de trouver comment contribuer à briser le mouvement révolutionnaire naissant, non pas avec du sang sur les mains, mais en douceur, avec des trémolos humanistes et bêlants et des larmes manipulatrices.

Et finalement, les vraies raisons pour lesquelles J. Daniel, en publiant un sondage I.F.O.P., fait semblant de s'affliger sur l'hostilité de l' « opinion publique » à l'égard des gauchistes, sont les mêmes raisons pour lesquelles le même Daniel, quand il était à l' « Express », condamnait ce qu'il appelait la « trahison » des membres des réseaux d'aide au F.L.N. (procès F. Jeanson) tout en pleurnichant sur la paix en Algérie...

Le Comité pour la DESINTOXICATION par les METHODES ACTIVES.

Communiqué (envoyé à l'A.F.P. le 13 novembre 1970) qu'aucun journal bourgeois n'a repris

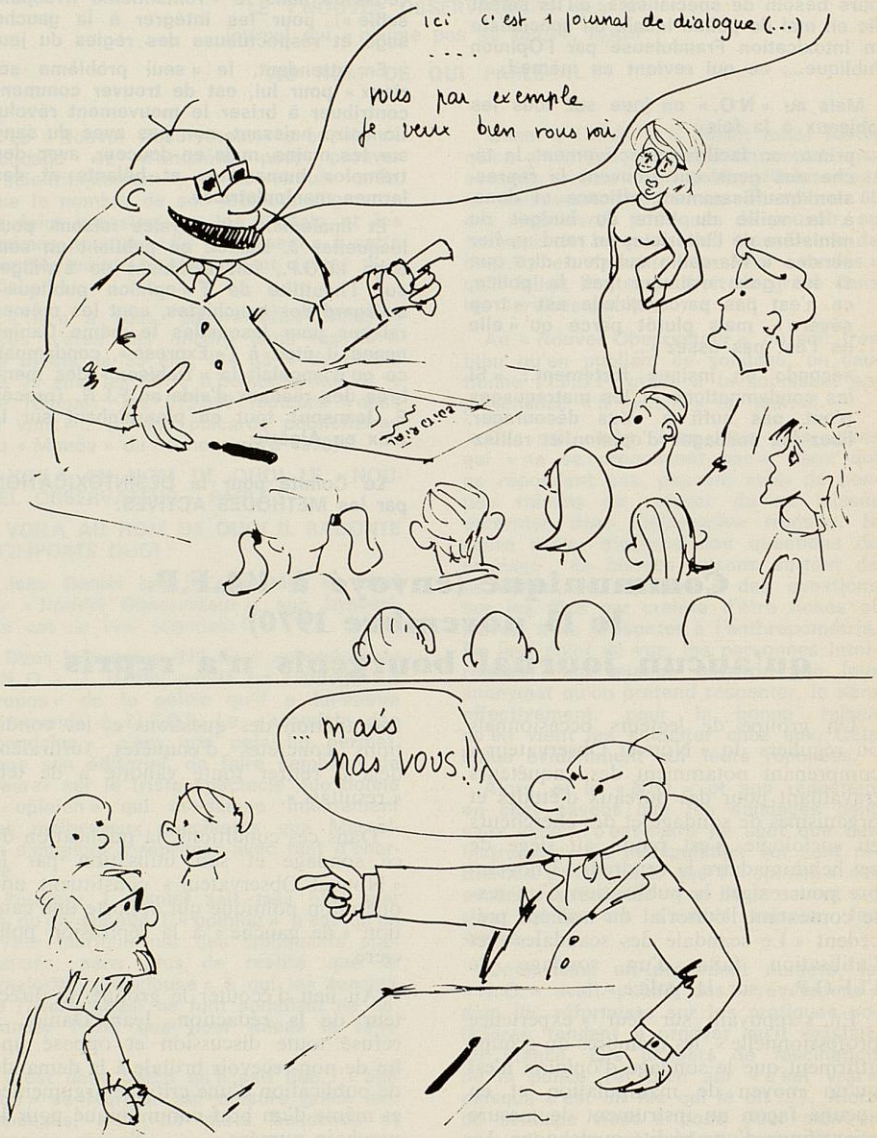
Un groupe de lecteurs occasionnels ou réguliers du « Nouvel Observateur » comprenant notamment des enquêteurs travaillant pour des bureaux d'études et organismes de sondage et des chercheurs en sociologie, s'est rendu au siège de cet hebdomadaire le vendredi 13 novembre pour exiger la publication d'un texte contextant l'éditorial du numéro précédent « Le scandale des scandales » et l'utilisation faite d'un sondage de l'I.F.O.P. « sur la police ».

En s'appuyant sur leur « expérience professionnelle », les membres du groupe affirment que le sondage d'opinion n'est qu'un moyen de manipulation et en aucune façon un instrument de mesure scientifique d'une réalité quelconque. La formulation des questions et les conditions concrètes d'enquêtes suffiraient déjà à retirer toute validité à de tels « résultats ».

Dans ces conditions, la publication de ce sondage et son utilisation par le « Nouvel Observateur » constituent une opération politique qui apporte une caution « de gauche » à la répression policière.

Au lieu d'écouter le groupe, le directeur de la rédaction, Jean Daniel, a refusé toute discussion et opposé une fin de non-recevoir brutale à la demande de publication d'une critique argumentée et même d'un bref communiqué pour le prochain numéro.

Après une distribution de tract dénonçant cette opération dans les différents bureaux du « Nouvel Observateur », nous sommes entrés à 25 dans les bureaux de Jean Daniel. Celui-ci était en train d'écrire un éditorial sur la mort de De Gaulle...



J.D. — « On ne vient pas un vendredi ! Vous savez très bien qu'on doit boucler le journal dans deux heures ! ce que vous voulez, c'est empêcher la sortie du journal en m'empêchant d'écrire cet éditorial ! Je suis bloqué par des impératifs techniques, revenez dans deux heures.

Nous. — « On n'a qu'à faire ensemble l'édito. »

« Vous trouvez plus important de rédiger un article sur la mort de De Gaulle, une information que tout le monde connaît, plutôt que de discuter de la portée politique de votre dernier article. »

« S'il ne manque plus que l'édito pour que le journal soit bouclé, ça veut dire que personne ne le relit ni ne le discute cet édito. »

« La solution « technique » qu'on vous propose, c'est de supprimer vingt lignes de l'édito pour mettre à la place la critique politique de votre dernier édito. »

J.D. — « Mais enfin, qui êtes-vous ? Qu'est-ce que vous représentez ? » (S'en prenant à un membre du groupe...)

« Qu'est-ce que vous avez fait dans la vie pour vous permettre de parler comme ça ?

Nous. — « Nous sommes des enquêteurs et des lecteurs. »

J.D. — « Ah ! alors vous êtes des travailleurs dans cette branche ! Il fallait le dire plus tôt ! Mais pourquoi vous travaillez dans ces entreprises puisque vous les contestez ?... et d'ailleurs, vous vous en servez de ce sondage. Vous n'avez jamais qu'à vous adresser à eux !

Nous. — « On y est déjà allé ; c'est vous qui publiez nos communiqués dénonçant les sondages et les comptes rendus de nos actions qui sont pourtant parus dans d'autres journaux comme « Le Monde » et « L'Humanité ».

J.D. — « De toute façon, je ne reçois pas de groupe... il faut que vous déléguiez quelqu'un ; ici, c'est un journal de dialogue (...) on a l'habitude de recevoir des gens invités par nous, ou délégués par un groupe et il faut prendre rendez-vous ! Si vous étiez venus me parler autrement, j'aurais bien voulu... Vous, par exemple, je veux bien vous voir, mais pas vous ; prenons rendez-vous. »

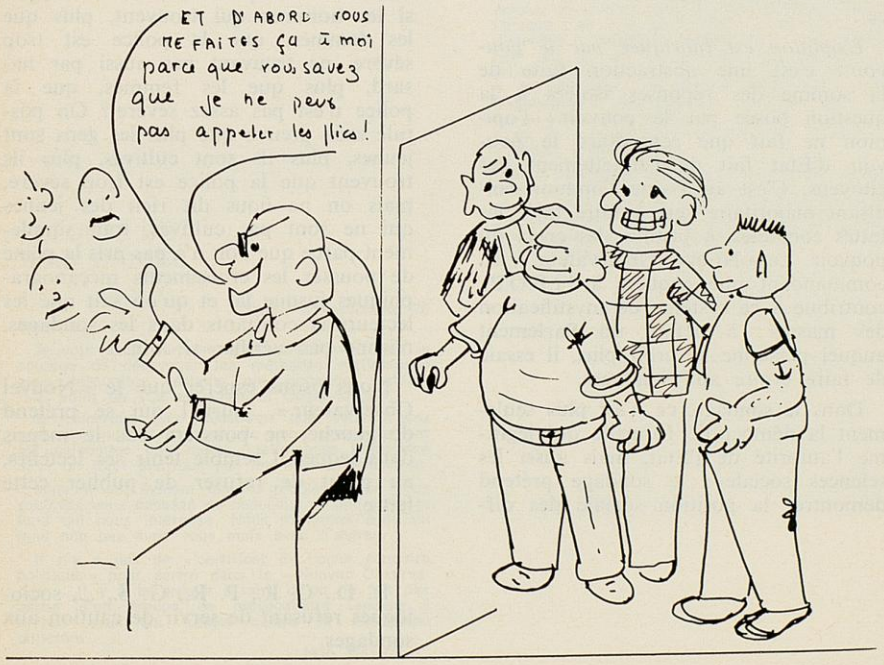
Nous. — « Vous parlez comme nos patrons ! eux aussi veulent qu'on leur demande poliment un rendez-vous pour leur parler... »

J.D. — Il est fou celui-là, il ne peut pas y en avoir beaucoup là-dedans, il a les cheveux trop longs (...) Et si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à faire un journal vous-mêmes, et puis... je vous défends d'acheter le « Nouvel Observateur » ! **Et d'abord, vous me faites ça à moi parce que vous savez que je ne peux pas appeler les flics !**

Sur ce, entrée des gros bras de l'administration qui nous obligent à sortir.

Le vrai scandale, c'est qu'un groupe de travailleurs venus voir la rédaction d'un journal ait été reçu de cette manière. Les gens n'ont pas d'autre possibilité que de recevoir l'information sous la forme qui convient aux rédacteurs de journaux (et pour cause...). On n'en a rien à faire de savoir ce que pensent quelques « spécialistes », ce qu'on veut, c'est pouvoir dire ce que nous avons à dire et pour cela, EXIGEONS que les rédacteurs de journaux qui se disent de gauche et gauchistes nous reçoivent quand nous venons les voir et publient nos propres informations.

LA PROCHAINE FOIS, NOUS NE SERONS PAS QUE 25 !



Lettre envoyée à M. Jean DANIEL, directeur de la rédaction du " Nouvel Observateur "

Paris, jeudi 12 novembre 1970.

A l'heure où s'organise en France un mouvement de lutte contre la répression, « Le Nouvel Observateur » fait appel aux sondages d'opinion pour informer ses lecteurs. Nous lui demandons : à quoi faut-il accorder plus d'importance, au mouvement de mai et aux grèves qui ont paralysé la France, ou aux élections du 30 juin ? Etudier la lutte de classes à coups de sondages, de votes, c'est masquer un mouvement de lutte, c'est masquer l'initiative qui dévoile les rapports de pouvoir, c'est empêcher les masses d'entrer dans une pratique révolutionnaire. Qu'aurait donné un sondage sur la police fait en France en 1942 ? Quelle image aurait-il donné de la résistance ?

L'opinion est fabriquée par le pouvoir : c'est une abstraction faite de la somme des réponses isolées à la question posée par le pouvoir : l'opinion ne fait que reproduire le pouvoir d'Etat fait de l'émiettement des citoyens. C'est ainsi que l'opinion soi-disant majoritaire sert à faire taire les luttes concrètes, à justifier les croix du pouvoir. Le « Nouvel Observateur », en commandant une enquête à l'I.F.O.P., contribue à ce système de mystification des masses : à défaut du Parlement auquel personne ne croit plus, il essaie de faire croire aux sondages.

Dans le sondage, ce n'est plus seulement la démocratie formelle qui légitime l'autorité de l'Etat, mais aussi les sciences sociales : le sondage prétend démontrer la position sociale des différentes catégories de population. Il faut dire que dans ce dernier sondage sur la police, le « Nouvel Observateur » et l'I.F.O.P. ne se sont pas donnés beaucoup de mal pour justifier scientifiquement une opération qui vise à montrer que seuls les étudiants gauchistes critiquent l'autorité policière. *La question posée est ambiguë : de quelle police s'agit-il, routière, administrative, judiciaire ? la sévérité n'est pas un concept politique,* mais un concept moral qui ne remet pas en cause l'autorité (mon papa est le chef de famille, qu'il soit sévère ou indulgent). Le sondage considère comme acquis et implicite la fonction de la police (répressive), alors à quoi sert de discuter plus loin sur sa sévérité ? Quant au détail de l'interprétation, on ne sait pas si les hommes qui trouvent, plus que les femmes, que la police est trop sévère, ne trouvent pas aussi par hasard, plus que les femmes, que la police n'est pas assez sévère ? On postule sans preuve que plus les gens sont jeunes, plus ils sont cultivés, plus ils trouvent que la police est trop sévère, mais on ne nous dit rien des jeunes qui ne sont pas cultivés, tout simplement parce que l'on n'a pas pris la peine de pousser les croisements mécanographiques jusque là, et qu'on sait que les lecteurs si confiants dans les sondages, n'iront pas vérifier si loin.

Nous osons espérer que le « Nouvel Observateur », journal qui se prétend de gauche, ne poussera pas le mépris dans lequel il semble tenir ses lecteurs, au point de refuser de publier cette lettre.

R. D., C. R., P. R., G. S., ..., sociologues refusant de servir de caution aux sondages.

REPONSE DE JEAN DANIEL

Paris, 13 novembre 70.

Madame,

Il est 17 heures aujourd'hui vendredi, le journal est bouclé, et je prends à l'instant connaissance de votre lettre que je juge extrêmement intéressante. La question que vous soulevez peut susciter un débat très positif pour les idées qui peuvent nous être communes.

Mais avant de prendre la décision de la publier, non pas dans le numéro de lundi prochain, puisqu'il est trop tard, mais dans le numéro qui suivra, je voudrais vous demander deux choses :
1. Etiez-vous cet après-midi parmi les personnes qui ont fait irruption dans mon bureau et avez-vous approuvé leurs méthodes ?

2. Approuvez-vous d'autre part le tract qui a été distribué dans notre journal me dénonçant comme un complice de la police, de la répression et affirmant que pendant la guerre d'Algérie, j'avais dénoncé la « trahison » du réseau Jeanson.

J'espère que vous tiendrez à nous répondre vite.

Jean DANIEL.

REPONSE DE JEAN DANIEL

Paris, 16 novembre 70

Madame,

Je vois sans surprise que vous n'avez pas le courage de désavouer les méthodes staliniennes avec lesquelles certains ont prétendu imposer leur point de vue au « Nouvel Observateur ».

Je remarque avec déception que vous n'avez pas non plus le courage de vous prononcer sur les calomnies non moins staliniennes contenues dans un tract distribué par les mêmes personnes.

Mais il est évident que le problème que vous soulevez vous dépasse de beaucoup et que c'est le fond qui nous intéresse. Nous traiterons donc du fond non pas avec vous mais avec d'autres.

Il n'y a pas de « certificat de bonne conduite politique » pour écrire dans le « Nouvel Observateur », il y a la preuve à faire qu'on ne fait pas partie d'un groupe de provocateurs tendant à diviser ceux qui luttent contre la répression policière.

Jean DANIEL.

REPONSE ADRESSEE A JEAN DANIEL.

Paris, 14 novembre 70

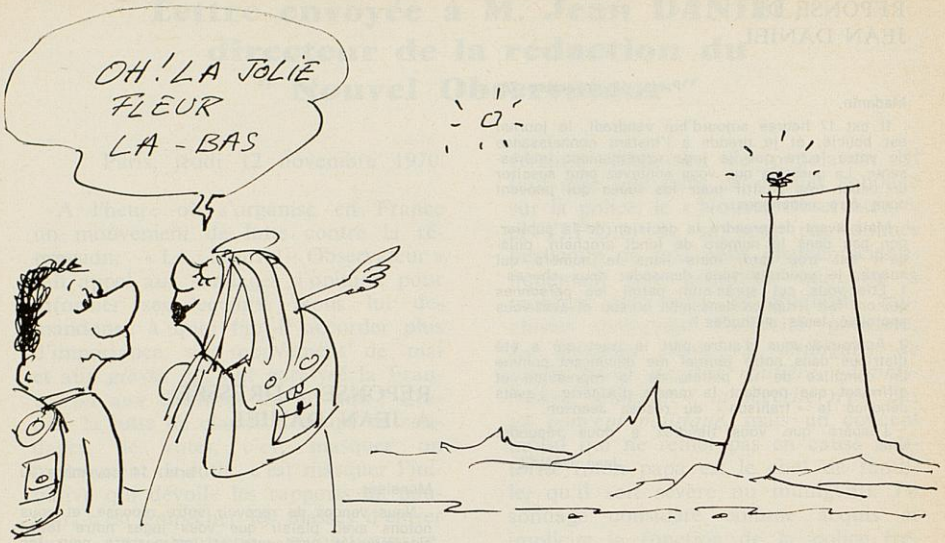
Monsieur,

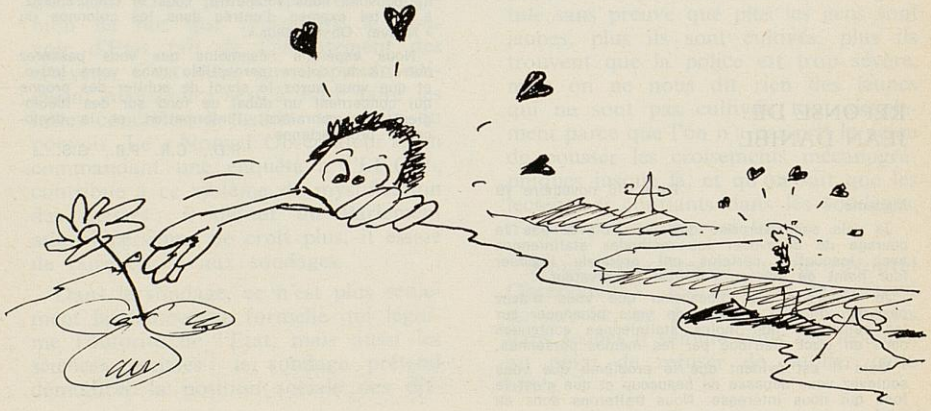
Nous venons de recevoir votre réponse, et nous notons avec plaisir que vous jugez notre lettre extrêmement pertinente et intéressante pour les problèmes politiques contemporains.

Pourquoi nous imposer alors des conditions nécessaires préalables à sa publication ? Et quel est le certificat de bonne conduite politique qui permet de publier dans le « Nouvel Observateur » ? Lorsque l'on vous écrit, faut-il joindre des photos d'identité ? Peut-être désirez-vous vous assurer que tel ou tel lecteur qui vous écrit a une allure distinguée, et qu'il n'a jamais osé venir à la rédaction, ni surtout poser au « Nouvel Observateur » des questions de vive voix ? Nous ne pouvons nous soumettre, vous le comprendrez, à un tel examen d'entrée dans les colonnes du « Nouvel Observateur ».

Nous espérons néanmoins que vous passerez outre à la colère perceptible dans votre lettre, et que vous aurez le souci de publier des propos qui concernent un débat de fond sur des idéologies contemporaines, l'information, et la démocratie prolétarienne.

R.D., C.R. P.R., G.S.,...





— La poésie —

— La science —

Langage scientifique et idéologique

Nous avons reçu de J.B. un texte intitulé « Langage et Libération », que nous avons ronéoté en 150 exemplaires et diffusé à tous les groupes avec lesquels nous sommes en relation à Lyon, Grenoble, Marseille, Paris, etc. Le volume de ce texte et l'absence de réactions écrites nous empêchent de le publier dans ce n° 3. Les réactions orales sont de deux ordres : certains trouvent ce texte très important ; d'autres le trouvent théorique, un peu prétentieux, et de toute façon ne correspondant pas aux textes habituellement reçus par « Labo-Contestation » qui sont tous en relation avec des situations ou événements vécus dans des labos ou bureaux d'étude.

Nous avons donc décidé de faire passer quelques idées de ce texte, par quelques dessins ; nous enverrons par ailleurs, un exemplaire ronéoté dudit texte à tous ceux qui nous le demanderont.

Par ailleurs, à la suite de débats qui ont eu lieu dans des réunions à Paris et à Lyon, il a été décidé :

— qu'il n'y aura pas de censure de la part du groupe lyonnais pour tous les textes qui sont en relation directe avec le vécu quotidien de travailleurs de labos ou de bureaux d'études ;

— les autres textes (analyses théoriques) seront ronéotés, autant que possible par leurs auteurs, en 200 exemplaires, et diffusés à tous les groupes qui sont en relation avec « Labo-Contestation ». Cette diffusion peut être assurée soit par les auteurs du texte, soit, en cas d'empêchement majeur, par le groupe lyonnais — la quantité et la nature des réactions montrera alors s'il faut ou non publier ce texte dans « Labo-Contestation ».

Le texte de J.B. a donc été le premier à être diffusé de cette façon, ainsi que quelques textes du CEPREMAP dont certains sont repris dans ce n° 3.

Plan du texte de J.B. : — Introduction.

— I. Le langage idéologique.
- La définition traditionnelle.
- L'exemple de Galilée.
- Langage et perception.
- Importance du langage pour la lutte révolutionnaire.

— II. Le langage scientifique.
- Rupture entre science et idéologie ?
- Complexité des rapports entre science et idéologie.
- La pratique médicale = mélange de science et d'idéologie.

— III. A la recherche d'un langage nouveau.
- Langage amoureux et langage psychanalytique.
- Démasquer les mystifications à tous les niveaux.
- Pour un langage consciemment idéologique et existentiel.
- Du côté des poètes : un langage libérateur.

LES DESSINS SUIVANTS SONT EN PARTICULIER INSPIRES PAR CETTE PHRASE DE J.B. :

« La science ne permet pas d'avoir un discours sur la totalité du réel. Etudier les mécanismes du réel est différent d'étudier le réel dans sa totalité. La science doit réduire, abstraire, isoler. C'est précisément en faisant des coupures dans le réel qu'elle parvient à un niveau d'exactitude et par conséquent elle ne peut pas retrouver le réel global. »

SOMMAIRE DU NUMERO UN (1) DE LABO-CONTESTATION

EDITORIAL 1

I) — **Faut-il des domestiques ?** 3
A) — Quelques faits 3
B) — Introduction à un débat sur la suppression des domestiques dans les labos 7

II) — **A quoi sert l'enseignement ?** 12
A) — L'enseignement vu par les étudiants 12
B) — L'enseignement vu par les enseignants 16
C) — Introduction à un débat sur la signification de l'enseignement dans la société capitaliste 19

III) — **Les patrons de recherche et les femmes,** introduction à IV et V — 22

IV) — **Le patron dans SON labo** 26
A) — Les pouvoirs du patron 26
B) — Les chercheurs face au patron 28
C) — Les patrons dirigent-ils la recherche de leurs élèves ? .. 30

V) — **Le chercheur scientifique : sainteté ou martyre ?** 32
A) — La vie des chercheurs : quelques faits 32
— saintes illusions 32
— les moteurs de la recherche : concurrence et carrière 32
— les conséquences de la course : vie de martyr ? .. 34
B) — Introduction à un débat sur la place de la recherche dans une société capitaliste 38

(1) 2 F l'exemplaire. Ecrire à Labo-Contestation, B.P. 24, 69 Sainte-Foy-les-Lyon.

SOMMAIRE DU NUMERO DEUX (1) DE LABO-CONTESTATION

— Remarques sur la rédaction de Labo-Contestation 2
— Remarques sur la diffusion de Labo-Contestation 5

LUTTES DANS DES LABOS

— **La grève des vacataires** (Labo. L. Leprince-Ringuet, Polytechnique, Paris) 7
— **Orsay, Faculté des Sciences :** Grève des D.E.A. en Physique théorique 23
— **Quand la folie passe au laboratoire** (Institut de Biologie Physico-chimique, Paris) 29

LUTTES DANS DES BUREAUX D'ETUDES

— **Les boîtes à sardines contre le Centre National du Commerce Extérieur** 34
— **La crise du Centre de Recherche du Commissariat Général au Plan** 43

POUR LANCER DES DEBATS

— A propos de l'adresse à l'Académie de Lyon (remise du prix Thibaud) par J.M. Lévy-Leblond 48
— Y a-t-il une hiérarchie dans la contestation ? **48**
— **Grothendieck, un savant responsable ?** 50
— **Cogitations pessimistes sur l'idéologie des scientifiques de 30 ans** (ou : La grande misère des chercheurs au printemps 70) 57

LETTRES ET FLASHES

— Lyon. « Amer Victor ! » 22
— Un technicien I.N.R.A., Dijon 63
— « A propos des techniciens » (Paris Médecine et Sciences) 64
— Lettre de Paris-Médecine 65
— Lettre d'Orléans (C.N.R.S.) 67
— Flashes venant de Paris-I.N.R.A. 68

(1) 3 F l'exemplaire. Ecrire à Labo-Contestation, B.P. 24, 69 Sainte-Foy-les-Lyon.

IMP. G. PAIRAULT - LEZAY 79

Ce numéro 3 de LABO-CONTESTATION contient :

— Un sommaire détaillé (p. 1-2)

— A PARIS : **des techniciens et des vacataires s'expriment**

— **A MARSEILLE :** 4 histoires marseillaises
— Les DEA de Biochimie disent « non aux enzymes sélectionneurs »

— **A NAPLES :** ● Un labo télécommandé des USA
● Les travailleurs l'occupent pendant 38 jours.

— **EN ITALIE :** Création d'un syndicat contestataire des travailleurs de la recherche.

— **Le chercheur dans la division internationale du travail.**
USA - Europe : Esso - SNAM - Progetti.
Europe - Tiers-Monde : Coopération.

— URSS : un biologiste est interné.

Dans un bureau d'étude (CEPREMAP, Paris),
DES SECRETAIRES ET DES CHERCHEURS PARTAGENT LEUR SALAIRE.
CRITIQUE ET REFUS DU TRAVAIL
LE PERSONNEL FACE AU TRAVAIL

Pour une critique du contenu de l'activité scientifique.

Un masque scientifique voile la pourriture des **sondages :** IFOP - SOFRES...

Science-Poésie ; langage scientifique et idéologie.

● Ecrire à
L. C.
B. P. 24
69 - Ste-Foy-les-Lyon

● n° 3 : 3 F

● Abonnement
(4 numéros)
10 F.